ISSN 0336-3856

43° année – Mars 2016 N° 171

F E D E C H O S E S

www.pressefederaliste.eu

... pour le fédéralisme, depuis 1973

Revue trimestrielle de débat et de culture fédéraliste

Editorial (p. 2) : - La crise des Etats nationaux européens nourrit celle de la démocratie et du processus d'intégration européenne
- Pour une politique migratoire humaine et ambitieuse de l'Union européenne

Giorgio Napolitano
Président honoraire de la République italienne
La crise en Europe : les responsabilités de la politique

Marie-Christine Vergiat
Députée européenne GUE
La question kurde vue d'Europe

Geneviève Jacques
Présidente de la CIMADE
La plus grave crise humanitaire depuis la seconde guerre mondiale

L'EUROPE EN MIEUX

Une campagne pour reprendre la parole sur l'Europe
Jeunes Européens
Mouvement Européen
Union des fédéralistes européens

« Une Europe unie… dans un monde uni » (*UEF* - Congrès de Montreux - 1947)

SOMMAIRE : Le BILLET de Jean-Pierre Gouzy : Un accord en trompe l'oeil JE France Turquie / UE : l'accord de la honte Il y a « 30 ans » nous avons publié : Le droit de ne pas tuer et la conscription militaire obligatoire Articles hors dossiers : L'ONU convoque un Forum sur les réfugiés et migrants – Un nouveau *Mercosur* est possible – Langue corse officielle, autonomisme, comment les faire craquer ? – Langues régionales : le PS tombe le masque *FOCUS :* Crises et défis de l'intégration européenne : réflexions fédéralistes : Un siècle court pour l'Union européenne aussi – (Terrorisme) Avant la guerre il y a la politique – Les bourgeois de Calais – *Brexit* ou pas : quatre mois pour renouer avec l'espoir – Schengen : la libre circulation peut et doit être assurée – La campagne *ND4E* continue – La société civile rencontre le Parlement européen *FED'ACTUALITE : 1* A propos de la question kurde, du droit de ne pas tuer, des migrations et des diasporas… : Point de vue d'une Députée européenne – A propos de la question kurde… et du Moyen-Orient – Déclaration d'objecteurs de conscience égyptiens, grecs, israéliens et turcs – Migrations, diasporas, acteurs mondiaux : pour une nouvelle forme d'Etat au XXI° siècle *FED'ACTUALITE : 2* La COP 21, l'avenir de la planète et les fédéralistes : Un accord historique sur le climat à Paris : mais l'humanité saura-t-elle se sauver à temps ? – Dernier appel pour le genre humain sur la planète terre BIBLIOGRAPHIE *FEDE-LETTRES* Les fédéralistes donnent la parole à : Geneviève Jacques, Présidente de la CIMADE (interview de Hervé Moritz) Nécrologie : Boutros Boutros-Ghali

EDITORIAL

La crise des Etats nationaux européens nourrit la crise de la démocratie et du processus d'intégration européenne

Nous voulons pour commencer cet éditorial citer quelques lignes publiées dans notre revue en 1975 (*cf.* « Il y a 30 ans nous avons publié… ») qui s'appliquent avec encore plus d'acuité qu'alors à plusieurs des thèmes développés dans ce numéro (terrorisme, libre circulation et politique migratoire…). « ***La crise historique des Etats européens… devient de jour en jour plus évidente. Les Etats nationaux sont devenus inutiles… Si l'Etat ne peut plus remplir ses devoirs fondamentaux (avant tout celui d'assurer l'indépendance des citoyens et de défendre leurs conquêtes sociales) il n'y a plus aucune raison de le servir*** ». Quarante ans plus tard, cette situation perdure. Les Etats nationaux européens, et les classes politiques nationales, largement discrédités par leur impuissance continuent à s'accrocher au souvenir de leurs grandeurs passées et se refusent à accomplir le pas décisif vers la Fédération européenne par des abandons de souveraineté et la mise en place d'une nouvelle souveraineté commune partagée et démocratiquement contrôlée.
Devant un tel constat d'échec, dont les « profiteurs de la souveraineté nationale » villipendés par Altiero Spinelli sont les principaux responsables, comment ne pas comprendre le désespoir et le sentiment d'abandon de larges couches des populations vivant en Europe, qu'elles soient autochtones ou immigrées, qui les pousse dans les bras des populistes et/ou des islamistes ? Répétons le, le meilleur terreau du fascisme, qu'il soit religeux ou laïc, c'est la crise de l'Etat national et le meilleur antidote serait la construction, enfin, du rempart fédéral de la démocratie européenne !

Pour une politique migratoire humaine et ambitieuse de l'Union européenne (UE)

Chaque jour aux frontières européennes et en Méditerranée des innocents meurent en tentant d'atteindre l'UE pour fuir les guerres, la barbarie, la pauvreté… et, ils l'espèrent, pour trouver un avenir meilleur. Devant cette situation les fédéralistes doivent se faire les avocats d'une Europe généreuse et aux portes ouvertes, d'une Europe capable de garantir aux migrants un accès sûr et légal sans les contraindre à risquer leurs vies en engraissant de nouveaux négriers. Il est clair que l'Europe intergouvernementale n'apporte que des réponses inadéquates et qu'elle est incapable de mettre en place une politique européenne commune et ambitieuse de l'immigration, celle dont, continent viellissant, l'Europe a du reste besoin. Là encore, la réponse c'est plus et mieux d'Europe. Bref, là encore, la réponse c'est la Fédération européenne !
Dans l'immédiat les fédéralistes ne peuvent se contenter de soutenir les propositions de la Commission européenne en vue d'un corps de garde-côtes européens ou d'une réforme du droit d'asile. Ils doivent au contraire dénoncer « l'accord entre l'UE et la Turquie » et demander sa suspension immédiate tant que les doutes exprimés sur sa légalité par le Haut Représentant des Nations unies pour les réfugiés n'auront pas été levés et que de nombreux doutes existeront sur la possibilité d'accorder (sans rire !) à la Turquie des statuts comme ceux « pays de premier asile » ou de « pays tiers sûr ».

Fédéchoses

Auteurs, traducteurs, illustrateurs de ce numéro

Selon l'ordre de pagination des textes :

Textes et* interviews *de : **Valéry-Xavier Lentz** (p. 3) - **Jean-Pierre Gouzy** (p. 4) – **Jeunes Européens France** (p. 5) – **Bureau européen des Jeunes du Mouvement Fédéraliste Européen – 1975** (p. 6) – **René Wadlow** (p. 10) – **Gretel Ledo** (p. 11) – **François Alfonsi** (p. 12) – **Gustave Alirol** (p 12) – **Giorgio Napolitano** (p. 14) – **Guido Montani** (p. 17) – **Paolo Acunzo** (p. 19) – **Groupe de réflexion sur l'avenir du service public européen** (**GRASPE** p. 20) – **Bernard Barthalay** (p. 21) – **Jean-Guy Giraud** (p. 22) – **Lucio Levi** (23) – **Comité européen *New Deal 4 Europe*** (p. 24) – **Marie-Christine Vergiat** (p.25) – **Jean-Francis Billion** & **Jean-Luc Prevel** (p. 26) – **Sahar M. Vardi** et **Objecteurs de conscience égyptiens, grecs, israéliens et turcs** (p. 27) – **Gianpiero Bordino** (p. 28) – **Roberto Palea** (p. 31) – **Lamberto Zanetti** (p. 34) – **Karen Hamilton** (p. 35) – **Jacopo Belelli** (p. 37) – **Paul Collowald** (p. 37) – **Hervé Moritz** & **Geneviève Jacques** (p. 38) –- **Olivier d'Argenlieu** (p. 39)
Traductions de : **Jean-Francis Billion** **(anglais et italien) – Ivana Graziani** **(italien) – Jean-Luc Prevel** **(anglais et italien) – Agnès Sampere Volta** **(espagnol)**
Illustrations de : **J.-L. Séverac** (p. 13) – **Manu** (p. 30) – Dessin **anonyme** (p. 34) – **Yves Pagès** (37)

L'Europe en mieux - Une campagne pour reprendre la parole sur l'Europe

Valéry-Xavier Lentz
Membre du Bureau de l'UEF France - Paris

L'UEF-France prend l'initiative, conjointement avec le Mouvement Européen-France et les Jeunes Européens-France, d'une campagne militante intitulée « L'Europe en mieux ».

Alors que le Royaume-Uni se prononcera bientôt sur son appartenance à l'Union européenne (UE), les nationalistes, en France, vont en profiter pour surfer sur les thèmes souverainistes portés par David Cameron. Cette situation s'inscrit dans le prolongement d'une grave crise de l'euro, d'une remise en cause de la libre circulation et de succès électoraux de partis populistes.

Le contexte est donc celui, sans précédent dans l'histoire de la construction européenne, où le danger n'est pas l'eurosclérose mais le recul.
Les personnes et organisations engagées en faveur de l'idée européenne ne peuvent se contenter d'observer, d'analyser et de déplorer mais doivent prendre l'initiative et se mobiliser.
« L'Europe en mieux » marque notre volonté de reprendre la parole et de ne pas laisser s'installer dans le débat public une fausse alternative pernicieuse entre les démolisseurs de l'Europe et les partisans du statu quo. L'Europe n'est pas le problème, elle est la solution, à condition toutefois qu'on lui en donne les moyens.
Les fédéralistes sont tout particulièrement conscients des limites de l'UE actuelle, à dominante intergouvernementale. Elle ne présente pas le niveau d'efficacité ni de démocratie que nous demandons. C'est pourquoi nous avons souhaité que cette campagne ne se contente pas de défendre les acquis, réels et importants, de la construction européenne, face au dénigrement des militants nationalistes. Elle devait aussi comporter un volet consacré aux propositions visant à améliorer l'UE dont nous savons qu'elle a déçu une partie de nos concitoyens pourtant désireux de voir l'Europe se construire. Les causes de cette déception, nous les connaissons : le décalage cruel entre les intentions affichées et la réalité d'une construction diplomatique prudente et fragile. Les solutions, nous les connaissons également : il s'agit de rompre avec les mauvaises pratiques actuelles et d'aller vers plus de fédéralisme. Bref il s'agit de construire l'Europe, oui, mais mieux que celle de l'UE telle qu'elle existe aujourd'hui.

Comment participer ?

La campagne est en phase de préparation, les sympathisants et sections des organisations partenaires étant informés sur l'initiative. Le comité directeur de l'UEF-France et les JE-F ont travaillé sur ce sujet samedi 12 mars. Le Mouvement Européen a consacré des ateliers à la campagne samedi dernier.
L'objectif est de la lancer, au cours du mois d'avril, à travers des événements locaux, puis de la poursuivre jusqu'à la fin de l'année.
Pour le moment vous pouvez d'ores et déjà :

- consulter le site www.europe-en-mieux.fr (http://www.europe-en-mieux.fr) ;
- aimer la page Facebook https:
- //www.facebook.com/europeenmieux/ (https://www.facebook.com/europeenmieux/) ;
- suivre le compte Twitter https (https://twitter.com/europeenmieux).

Pour le débat entre les fédéralistes en France, en Europe et dans le monde

- ***Fédéchoses*, revue créée au début des années 1970, a toujours voulu être une revue de large débat fédéraliste ;**
- **toutes les organisations fédéralistes démocratiques, qu'elles privilégient le fédéralisme interne, le fédéralisme européen ou le fédéralisme mondial ont droit de cité dans *Fédéchoses* ;**
- **inversement, aucune organisation fédéraliste ne peut être engagée par l'éditorial de *Fédéchoses* sauf le cas exceptionnel ou un texte de telle ou telle organisation serait repris en éditorial par *Fédéchoses*, avec l'accord de ses rédacteurs ;**
- **à l'exception de l'éditorial, les textes publiés n'engagent que leurs auteurs. La direction de *Fédéchoses* se réserve le droit de publier, ou non, les textes reçus directement ou par l'entremise de notre collaboration étroite avec d'autres revues fédéralistes et plus particulièrement ces dernières années *The Federalist Debate*, revue publiée sous le patronage commun de l'*U.E.F.*, de la *JEF* et du *WFM*-MFM international ou *Le Taurillon* magazine en ligne créé et animé animé par les Jeunes Européens - France ;**
- ***Fédéchoses*, se sent libre de publier les positions publiques des organisations de la mouvance fédéraliste dans la mesure où elles correspondent à ses propres positions ou priorités politiques. Il en est de même pour les articles des revues, ou les sites, fédéralistes avec mention de la source et sous guise de réciprocité militante.**

Le Billet de
Jean-Pierre GOUZY

Un accord en trompe l'œil

Comment s'efforcer, en quelques lignes, de clarifier ce qui apparaît pour tout un chacun nébuleux ? Desvagues de réfugiés depuis des mois, ont fui le grand Orient en guerre via la Turquie, traversant l'impétueuse mer Egée sur des barcasses de fortune, pour gagner les îles grecques à leurs risques et périls, amplifiant ainsiun phénomène déjà observé en Méditerranée centrale à l'approche des rives italiennes ?

Que penser, par ailleurs, de l'accord euro-turc conclu à Bruxelles le 17 mars dernier pour tenter de tarir ce flux et si possible de provoquer des reflux d'amplitude ?

- Plus de 2 millions de réfugiés, dont près de la moitié de Syriens « campaient » en Turquie, toujours plus nombreux depuis des années. Erdogan, fraîchement réélusouhaitait qu'ils « décampent ». Finalement, il s'est contenté de« laisser filer » vers l'Europe, tous ceux d'entre eux qui ne sachant où aller, désiraient y « refaire leur vie ». On les a donc vus serpenter longuement dans les montagnes balkaniques en quête des riches « terres promises » : l'Autriche ; l'Allemagne surtout ; mais aussi la Suède qui les accueillirent d'abord de grand cœur. Angela Merkel leur a littéralement ouvert les bras. Fille d'un pasteur protestant, « Mutti » qui avait vécuses jeunes années et les suivantes en Allemagne de l'Est murée par les Soviétiques, ne tenait pas à voir son pays aujourd'hui épanoui au cœur d'une Union européenne (UE) en paix se transformer peu ou prou en une sorte de « bunker ». Au surplus, l'Allemagne n'a plus qu'un chômage résiduel et veut continuer à créer des emplois, malgré une courbe démographique déclinante. Même si la masse des nouveaux venus ne cessait d'augmenter, la chancelière répétait l'année dernière pour rassurer ses compatriotes : « Nous y arriverons ». Les pays danubiens et balkaniques, membres de l'UE, qui n'ont pas voulu la suivre sur un terrain devenu trop mouvant, faisaient donc bande à part, fermant leurs frontières et dans plusieurs cas, édifiant, des clôtures au sein de l'espace de Schengen. A Bruxelles, Jean-Claude Juncker, gardien du temple européen, ne cessait de mettre en cause les « solos nationaux » et tentait, en vain, de mettre en œuvre son planeuropéen de « relocalisation » par quotas des réfugiés, sans vraiment y parvenir autrement qu'au compte-goutte.

- Devant ce fiasco, Angela décida de « tourner casaque » en privilégiant une négociation avec les émissaires d'Erdogan. Courant février 2016, elle est parvenue à arracher un « Sommet » euro-turc (les méchantes langues diront « germano-turc ») qui s'est tenu le 7 mars suivant, après une soirée bruxelloise où Ahmet Duvatoglu, homologue turc de la Chancelière, apu régler en tête à tête avec elle les questions qui fâchaient encore. Il ne restait plus au Conseil européen, réuni dix jours plus tard qu'à entériner, avec quelques modifications à la marge, le troc diplomatique dont Berlin et Ankara avaient pris l'initiative. A savoir : un réfugié syrien sera, à partir du 20 mars 2016, accueilli en Grèce de manière légale en échange d'un demandeur d'asile syrien en situation irrégulière qui sera renvoyé en Turquie. Ceci dans la limite actuelle de 72000 personnes. Pour ce faire, la Grèce s'est engagée, en l'occurrence, à reconnaître la Turquie comme un « pays sûr », alors que dans les faits, ce n'est pas vraiment le cas sous le règne plus qu'autoritaire d'Erdogan.

  En contrepartie, les « 28 » se sont engagés à ouvrir à la négociationun chapitre du projet de traité d'adhésion turc à l'UE en abordant la question des « dispositions budgétaires » ;à verser 3 nouveaux milliards d'euros au gouvernement d'Ankara (pour l'aide que la Turquie assume à l'égard des réfugiés dont elle a la charge, et qui s'ajoute aux 3 milliards d'euros dont le versement a été promis à Ankara précédemment) ; enfin, à anticiper au mois de juin prochain la levée du régime des visas pour les ressortissants turcs venant dans l'UE, sous réserve d'un chapelet de 72 conditions édictées par la Commission de Bruxelles.

  En admettant que le flux des réfugiés « irréguliers » finisse en vertu du mécanisme conçu par le tandem Merkel-Duvatoglu par s'imposer – ce qui, pour l'heure est loin d'être acquis – plusieurs questions essentielles ouvertes par cette crise restent ouvertes,à commencer par celles du statut et du sort des 1.200.000 réfugiés déjà en Europe avant le 20 mars dernier ; celle d'un dispositif analogue pour les migrants venus du Maghreb et du Sahel, via la Méditerranée centrale, pour atteindre Lampedusa ou la Sicile ; celle également , d'un statut de Schengen renforcé pour préserver la libre-circulation des Européens ; celle, non moins fondamentale, d'une politique fédérale européennedu droit d'asile et des migrations dotée de moyens adéquats, tout en sachant dès maintenant que la fin des luttes armées est la condition *sine qua non* pour mettre un véritable terme aux flux migratoires alimentés par les guerres de Syrie et d'Irak, et que l'Europe invertébrée dont nous sommes dotés, continuera à zigzaguer.

Turquie – UE : l'accord de la honte

Jeunes Européens France

Les 17 et 18 mars, les chefs d'Etat et de gouvernement des Etats membres de l'Union européenne (UE) se sont réunis à l'occasion d'un énième sommet pour résoudre la crise des réfugiés. Cette fois-ci, le gouvernement turc de Recep Tayyip Erdoğan était convié. Les parties prenantes se sont entendues sur un accord entre la Turquie et l'UE, un accord indigne, contraire aux valeurs que nous défendons, aux combats que nous menons.
Ce que l'accord préconise est clair. Tous les migrants, qui ont transité par la Turquie et qui arrivent en Grèce, y compris les Syriens, seront renvoyés en Turquie, dès le dimanche 20 mars. Les migrants refoulés pourront déposer une demande d'asile en Grèce. Cependant, la reconnaissance de la Turquie comme un « pays tiers sûr » par la Grèce devrait permettre aux juges de rejeter leur requête, en particulier pour les Syriens, puisque la Turquie serait en théorie à même de leur offrir des conditions d'accueil équivalentes. Pour chaque Syrien renvoyé en Turquie, un Syrien sera envoyé en Europe via un corridor humanitaire. Cependant, le nombre de Syriens qui accèderont ainsi à l'Europe est plafonné à 72.000. En contrepartie de ce mécanisme « un Syrien contre un Syrien », les chefs d'Etat et de gouvernement ont accepté de rouvrir les négociations d'adhésion avec la Turquie, tout en lui versant trois milliards d'euros d'aides pour l'accueil des réfugiés, s'additionnant aux trois milliards déjà accordés. Ce marchandage inhumain est inadmissible.

Cet accord est un mensonge indigne

Tout d'abord, ce pacte est illégal. Comme l'a souligné le Haut-commissaire de l'ONU pour les réfugiés, la demande d'asile est prioritaire. La convention de Genève interdit un refoulement collectif de demandeurs d'asile. Les Etats membres viennent donc de signer un accord non conforme aux conventions internationales, que les Etats membres ont signées, et d'enfreindre ainsi le droit international.
De plus, le Conseil européen a fait preuve d'un déni sans nom en prétendant refouler des « migrants » et non des « réfugiés ». Bien que parmi ces vagues migratoires, tous les migrants ne soient pas des réfugiés, il demeure cependant qu'une grande partie des personnes arrivant en Europe sont des réfugiés, ayant droit de déposer une demande d'asile et d'attendre son traitement sur le sol européen. Utiliser des termes incorrects pour décrire la situation ne transforme en aucun cas la réalité des faits. Cette démarche est hypocrite. Par cette décision du Conseil européen, et contre l'avis du Parlement, l'Union s'apprête bien à refouler des réfugiés et à enfreindre les règles internationales.
Enfin, cet accord est indigne parce qu'il délègue les responsabilités de l'Union européenne à un autre Etat, à un Etat au gouvernement autoritaire, la Turquie du président Erdogan, peu scrupuleuse sur le respect des droits de l'Homme, des règles de la démocratie et de l'Etat de droit, comme il l'a démontré en mettant sous tutelle le journal d'opposition *Zaman*. Il est hors de question de délivrer des fonds, de déléguer l'accueil des réfugiés et de rouvrir des négociations d'adhésion qui n'aboutiront pas avec la Turquie d'aujourd'hui, celle du président Erdogan. De plus le pays est en proie à la guerre civile. En effet, l'accord suppose que la Turquie est un « pays tiers sûr ». Là aussi, les dirigeants européens se mentent. Les attentats se multiplient en Turquie, et vont se poursuivre, parce que le président Erdogan s'est résolu à continuer de bombarder les Kurdes en Syrie et à massacrer une partie de sa population dans le Sud-est du pays, où des groupuscules radicalisés du *PKK* s'engagent dans des actions terroristes. Cette escalade plonge la République turque dans une guerre civile. Les réfugiés ne sont pas en sécurité en Turquie, sans compter que parmi les migrants refoulés, il est possible que certains soient des Kurdes, massacrés par les autorités turques dans le Sud-est du pays.

Cet accord ne résout rien, la seule solution est européenne

L'Europe coupable a vendu son âme au sultan Erdogan, et pourtant, cet accord ne vaut rien. En effet, cet accord ne résout pas la crise des réfugiés, et n'est tout simplement pas durable.
En effet, le mécanisme ne prévoit la relocalisation en Europe que de 72.000 réfugiés syriens. Ce nombre atteint, l'accord deviendrait alors caduc, puisque la Turquie n'aurait aucune raison de continuer à accueillir les réfugiés refoulés en Grèce sans que l'UE en accueille davantage. De plus, ce mécanisme ne concerne qu'une seule route d'accès à l'UE, une route certes dangereuse, où les naufrages ont été nombreux en mer Egée, mais moins dangereuse que certaines autres qui demeureront ouvertes. Les migrants rejoindront alors l'Europe par la Lybie et les autres pays du Maghreb, déstabilisés par les groupes terroristes qui y sévissent.
Et les dirigeants européens qui se pavanent en pensant ainsi sauver le continent de la montée des mouvements d'extrême droite se trompent. Cet accord pour réduire l'afflux des migrants en Europe n'est pas la solution à la montée des populismes et des nationalismes en Europe. La seule solution contre ce fléau, c'est d'avoir le courage de l'action, de la défense de ses valeurs et de ses principes, qui fondent l'idéal européen, c'est d'expliquer le défi qui nous attend et de résoudre cette crise ensemble. Que ce soit 1.000, 10.000 ou 100.000, il y aura toujours trop de migrants pour l'extrême droite. Ce qui alimente le nationalisme et la xénophobie, c'est la peur de l'étranger, c'est la peur de l'autre. Démontrons que par une action volontariste et commune, les Européens unis sont capables d'accueillir et d'intégrer ces centaines de milliers de réfugiés. Démontrons que l'Europe peut relever le défi pour ainsi faire taire la peur.

Nous, les Jeunes Européens – France, appelons ainsi, au nom des valeurs qui ont présidé à la fondation de l'UE et du projet européen, qui sont la raison d'être de notre mouvement et de notre engagement, les dirigeants européens à revenir sur cet accord et à établir un plan commun d'accueil et d'asile ambitieux à même de résoudre cette crise humanitaire, en répartissant les demandeurs d'asile entre les Etats de l'Union, en créant un corps de garde-frontières européen capable de surveiller les frontières extérieures et de secourir les naufragés pour permettre une levée des contrôles aux frontières et le retour de la libre-circulation, et de garantir des voies légales sûres d'entrée en Europe pour les réfugiés, permettant un accueil digne dans des centres contrôlés par l'UE. N'ayant que peu d'espoir de voir les chefs d'Etat et de gouvernement revenir sur un tel accord, et constatant une nouvelle fois l'échec de l'Europe intergouvernementale, nous appelons les parlementaires nationaux et européens à dénoncer cet accord, les représentants de l'ONU à le condamner, et à la Cour de Justice de l'Union européenne et à la Cour européenne des Droits de l'Homme de briser cet accord en démontrant son illégalité dans les faits.

Il y a « trente ans »…

nous avons publié…

Quelques considérations sur le service militaire obligatoire

Texte du Bureau européen des jeunes du Mouvement fédéraliste européen sur le « droit de ne pas tuer et le refus de la conscription militaire obligatoire » (*Fédéchoses*, n° 11, spécial été 1975).

1. Les raisons actuelles du refus du service militaire

Dans tous les pays de l'Europe occidentale un phénomène nouveau s'est développé dans cet après-guerre : les jeunes ne veulent plus faire leur service militaire. Ils en donnent une explication très simple : dans l'armée on perd son temps. Pour expliquer ce phénomène, on peut tout d'abord constater que cette attitude est apparue à la fin de la deuxième guerre mondiale et qu'elle est devenue socialement importante avec le début de la détente entre les blocs. A la fin de la guerre les Etats nationaux européens n'étaient plus à même de faire entendre leur voix dans le monde et dans le nouvel équilibre mondial qui allait se dessiner, dominé par les deux grandes puissances continentales : les Etats-Unis et l'U.R.S.S. Ils étaient confinés au rôle de satellites. En fait ils avaient perdu leur souveraineté dans les domaines fondamentaux de la politique économique, de la politique étrangère, de la défense. Tout cela n'a pas été immédiatement évident. La guerre froide particulièrement âpre vers les années 1950, semblait laisser encore aux vieux Etats européens un rôle historique : celui de contribuer d'une part à la défense des valeurs de la démocratie et de la liberté, d'une part à la défense du communisme. Mais avec le déclin de l'équilibre bipolaire dû à la naissance de la puissance chinoise et à la constitution d'un premier noyau d'unité économique en Europe occidentale, apparait la détente, c'est-à-dire la crise du gouvernement russo-américain du monde. Les perspectives d'une plus grande liberté d'action se manifestent alors dans les deux zones d'influence. C'est dans ce climat que les Etats satellites recouvrent une marge minimum de manœuvre et cherchent la voie nationale vers l'indépendance (De Gaulle et Ceausescu) ou vers un renouvellement social (Grèce et Tchécoslovaquie). La faillite de ces tentatives montre de plus en plus l'impuissance des Etats européens. La détente entre Russes et Américains n'a créé des perspectives de renouvellement que pour les étouffer. Les Etats européens sont à même de commencer un processus de détachement à l'égard des grandes puissances mais ne peuvent l'achever à travers l'affirmation de leur pleine indépendance. La crise historique des Etats européens qui dans le climat idéologique de la guerre froide n'avait pas pu se manifester, devient de jour en jour plus évidente. Les Etats nationaux sont devenus inutiles. La crise de l'armée n'est qu'un des aspects de la crise de l'Etat national. Si l'Etat ne peut plus remplir ses devoirs fondamentaux (avant tout celui d'assurer l'indépendance des citoyens et de défendre leurs conquêtes sociales) il n'y a plus aucune raison de le servir. Les armées des Etats Européens sont également devenues inutiles. Aujourd'hui celui qui ressent la contrainte que la conscription militaire obligatoire lui impose et qui, par conséquent, refuse le service militaire, est conscient, même confusément, de cette vérité. Il manque à cette obscure conscience la connaissance claire de l'alternative. Elle est pourtant simple, mais difficile à reconnaitre, comme toutes les vérités simples : face aux Etats continentaux, le problème de la défense a assumé des dimensions continentales. La défense des Européens est un problème européen et ne peut être résolu sans une armée européenne, c'est-à-dire sans un Etat européen.

2. A quoi servent les armées en Europe aujourd'hui ?

L'époque des Etats nationaux est aujourd'hui révolue. La défense dépasse leurs possibilités. Néanmoins la conscription militaire obligatoire subsiste encore sur le continent européen. Il s'agit donc de déterminer les fonctions que cette institution assume, alors qu'elle ne remplit pas son rôle institutionnel. Aujourd'hui les armées ont une fonction de conditionnement idéologique, de répression et sont un instrument de l'impérialisme.

2.1

Le service militaire obligatoire, en tant que structure permanente de l'Etat est l'un des moyens les plus efficaces pour répandre l'esprit de subordination dans la population. Seule une élite intellectuelle restreinte peut, durant le service militaire, résister au lavage des cerveaux qui découle automatiquement de la vie de caserne. Le caractère hiérarchique de la structure militaire, en tant que forme de vie et non seulement en tant que propagande idéologique, devient une espèce de réflexe conditionné qui se grave dans la conscience des hommes beaucoup plus efficacement que les messages des « mass media » de l'industrie culturelle. Cette manipulation autoritaire a une base politique, l'Etat national, c'est-à-dire l'identification des intérêts sociaux avec les intérêts nationaux. Cette identification fournit à l'esprit humain, asservi par le service militaire, la motivation justifiant l'obéissance passive lorsqu'est en cause la nation qui, de fait historique contingent, se transforme en un fait éternel, en une espèce de divinité, à travers l'idée bestiale de la race. En d'autres termes, le service militaire obligatoire a une fonction fondamentale : celle d'obtenir des comportements de loyauté au pouvoir politique national de la part de la population, en complétant ou en remplaçant la manipulation des consciences exercée par l'école d'Etat. Cette fonction est remplie grâce à l'ensemble de la liturgie nationale, qui se manifeste d'une manière particulièrement aiguë dans la vie de caserne et qui attribue à l'Etat, dans la

terminologie comme dans les faits, des sentiments et des expériences propres à la religion. On parle ainsi de défense des sacro-saintes frontières nationales, des martyrs de la patrie, d'autel de la patrie …

2.2

La loyauté des sujets, obtenue grâce à cette manipulation idéologique, a servi historiquement à l'Etat pour jeter les hommes, contre les ennemis intérieurs et extérieurs : les ennemis extérieurs sur le front, les ennemis intérieurs dans la répression des forces sociales hostiles à la classe dominante. Aujourd'hui la première fonction n'a aucun sens, tandis que la deuxième survit. Le mythe selon lequel les soldats d'une armée à conscription obligatoire ne pourraient pas faire feu contre les ouvriers ou les paysans, parce qu'ils sont tous des « fils du peuple », est aussi naïf que celui de l'internationalisme prolétarien selon lequel les prolétaires italiens, par exemple, n'auraient jamais fait feu contre des prolétaires français ou autrichiens. D'ailleurs, le libéral Constant, en 1816, voyait déjà clairement que le soldat déraciné de son pays natal et de la communauté des gens qu'il connait, qui a son patois et ses traditions, ressent la population civile comme plus étrangère que la hiérarchie militaire qui le commande et est donc disposé à faire feu sur celle-là, si la hiérarchie militaire le demande.

2.3

Les armées européennes, aujourd'hui, sont objectivement des instruments de l'impérialisme américain à l'Ouest et de l'impérialisme russe à l'Est. Les exemples les plus brutaux nous sont offerts par les expériences grecque et tchécoslovaque où les armées nationales ont écrasé, ou contribué à écraser, les ferments de renouvellement social qui allaient se manifester. Mais dans les autres Etats européens aussi, les armées remplissent cette fonction. Il est évident que le gouvernement américain ne pourrait pas mener sa politique impérialiste au Sud-Est asiatique si les armées européennes, intégrées dans l'OTAN, ne le couvraient pas sur le front européen. Ce rôle servile comporte pour les Européens la perspective encore plus humiliante et tragique de constituer la chair à canon dans les mains des généraux américains lors d'un éventuel conflit européen, étant donné que les Américains ont le contrôle des armements stratégiques et que les Européens ont seulement celui des armements conventionnels.

3. Armées à conscription obligatoire et armées de métier

Les propos que nous avons tenus ne concernent que les armées à conscription obligatoire. Il faut maintenant dire que cette institution n'est pas une donnée permanente de l'histoire mais qu'au contraire, d'une part elle apparait sur le continent européen à un moment historique bien précis et que d'autre part, elle est totalement étrangère à l'expérience britannique. Le continent européen, à l'époque des Etats souverains, a toujours connu des armées permanentes bien que le recrutement n'en fut ni obligatoire ni général. Les pays continentaux avec leurs frontières terrestres ont toujours eu besoin d'une forte armée de terre et d'un degré de centralisation très fort, car ils ne peuvent se défendre efficacement sans disposer d'une forte armée et d'un appareil leur permettant de mobiliser rapidement et de concentrer toutes les énergies politiques, économiques et militaires du pays. A la fin de l'époque des monarchies de droit divin lorsque la nation devint le fondement de la légitimité du pouvoir, dans la France révolutionnaire, au temps de la Convention, le recrutement de l'armée se fit sous la forme de la conscription militaire obligatoire, comme si tel était le symbole de la libération de la nation, moyennant la participation de tous au devoir politique fondamental : la défense du bien commun. La Restauration avec le retour du principe légitimiste, l'équilibre européen relativement stable que Vienne sût restaurer, sembla reléguer la conscription militaire obligatoire au passé napoléonien. Mais après les révolutions nationales du XIX° siècle, et l'aggravation des tensions dans l'équilibre européen, avec la naissance du *Reich* allemand et de l'Italie, la France après les années 70, revint au vieux modèle suivie tour à tour par les autres nations du continent européen. En 1914, le principe de la conscription obligatoire était devenu général. En substance, la conscription obligatoire, n'est qu'un aspect de cet Etat continental que Napoléon a ébauché et qu'Hitler a achevé : pouvoir centralisé et bureaucratisé, système préfectoral portant partout les contraintes de l'exécutif, école d'Etat imposant partout la loyauté au pouvoir national, canalisation de l'économie et en général de la société dans un but de puissance. La Grande Bretagne n'a jamais connu ce système. Etant une île, géographiquement et politiquement, sa primauté sur les mers suffisait à lui garantir l'indépendance et une petite armée de métier pouvait remplir, en temps normal, les devoirs de la défense. Même à l'époque du nationalisme, la Grande Bretagne n'a jamais eu la structure de l'Etat bureaucratique-centralisé : le préfet, le monopole d'Etat de l'éducation. Elle a conservé les nationalités régionales, elle n'a pas transformé l'économie et la société en une permanente machine de guerre. L'expérience historique de la Grande Bretagne nous montre le modèle d'une société insulaire plus libre et moins violente, où une petite armée de métier est reléguée sur les mers et n'est ni un instrument de manipulation généralisée des consciences ni un instrument de répression. Ces considérations permettent d'éliminer le vieux mythe du XIX° siècle du « peuple en armes » comme défense de la liberté des citoyens, et établir une liaison entre l'armée de métier et une société où l'armée est considérée comme une nécessité incommode et le moindre mal contre lequel tout le monde ressent le besoin de se défendre. Ces considérations nous permettent aussi de nous débarrasser de l'opinion diffuse selon laquelle les armées de métier sont une menace pour la démocratie, car elles sont mercenaires, asservies au pouvoir politique. L'histoire de la Grande-Bretagne démontre qu'une armée de métier, contrôlée par un pouvoir civil fort du consentement populaire, n'intervient jamais comme instrument de répression dans les conflits sociaux et n'est pas un instrument de corps d'Etats. L'histoire des pays continentaux européens avec des armées à conscription obligatoire, au contraire, est constellée de coups de main militaires pour la conquête du pouvoir et de répressions sanglantes des classes sociales dominées. Il apparait donc d'une manière évidente que les différents rôles assumés par l'armée et sa structure sont étroitement liés au type d'Etat qu'elle défend. En ce qui concerne spécifiquement la structure de l'armée, comme conclusion provisoire résultant de la comparaison entre le modèle de l'armée à conscription obligatoire des Etats continentaux et celui de l'armée de métier des Etats insulaires, on peut indiquer avec certitude les points suivants :

- l'armée de métier ne remplit pas la fonction de conditionnement idéologique national et d'asservissement des citoyens au pouvoir politique ;
- l'armée de métier n'a pas été historiquement l'instrument spécifique de la répression des forces sociales dominées et de la conquête violente du pouvoir ;
- l'armée de métier, étant donné le nombre limité de ses effectifs, n'a pas la capacité de devenir un instrument efficace de la puissance impérialiste ;
- l'armée de métier, au stade actuel de développement de la stratégie nucléaire et en raison du niveau de connaissances techniques que celle-ci exige, est la seule qui peut satisfaire sérieusement les exigences de la défense.

3 Les différentes positions sur la question militaire en Europe

La crise des armées en Europe a provoqué au niveau politique des prises de positions qui peuvent, à notre avis, être regroupées dans les cinq suivantes :

4.1 C'est avec De Gaulle que s'est manifestée la prise de conscience la plus aiguë de l'inefficacité des armées traditionnelles en Europe. De Gaulle avait compris que les Etats non nucléaires sont condamnées au rôle de satellites et que la stratégie moderne, surtout nucléaire impose «l'armée de métier ». Ainsi De Gaulle a cherché l'indépendance nationale en sortant de l'OTAN et, en bâtissant une « force de frappe » nationale, il s'est acheminé vers la professionnalisation de l'armée par la diminution des effectifs et de la durée du service militaire. Douze ans après le début de la tentative gaulliste, on peut remarquer que :
4.1.1 La France n'est pas indépendante. Comme le Général Ailleret lui-même l'admettait, le potentiel nucléaire français n'est que le détonateur du potentiel nucléaire américain.
4.1.2 Les récents développements de la stratégie nucléaire mettent de plus en plus une évidence l'insuffisance de l'effort français (incapacité d'achever les projets de vecteurs nucléaires sous-marins, impossibilité de se mesurer avec les programmes ambitieux de la défense anti-missiles).
4.1.3 La France conserve aujourd'hui la conscription militaire obligatoire. L'explication de ces faits est simple. L'indépendance des français ne peut être assurée dans le cadre de la France. Le problème de la défense des Français est le problème de la défense des Européens qui ne peut être résolu que dans le cadre européen. Outre qu'inefficace, elle remplit des fonctions auxquelles un Etat national ne peut pas renoncer : la fonction de manipulation des consciences et la fonction de répression.

4.2 Comme De Gaulle, les communistes italiens et français ont dénoncé l'impérialisme américain et le rôle d'instruments que les armées européennes jouent dans ce contexte. Comme De Gaulle, ils soutiennent la sortie de l'OTAN. L'élément orignal de leur projet c'est qu'ils sont partisans de la neutralité. Dans l'équilibre mondial actuel, la neutralité n'est un objectif possible que pour les Etats qui n'occupent pas de positions stratégiques dans l'équilibre mondial. Ce n'est pas le cas des Etats européens. Ceux qui, aujourd'hui, en Europe occidentale parlent de neutralité veulent, en vérité, soustraire leur pays à l'impérialisme responsable des évènements d'Athènes pour le mettre entre les mains de l'impérialisme responsable des évènements de Prague. Seul ce projet dissimulé d'asservissement a empêché les communistes d'affronter le problème de l'indépendance et de la défense des Européens, ainsi que celui de la fonction idéologique et répressive de l'armée à conscription obligatoire. On peut en outre remarquer que se battre pour l'augmentation des salaires des soldats et pour l'amélioration des conditions de vie dans les casernes équivaut seulement à dorer l'esclavage de ceux qui sont obligés de servir l'Etat national.

4.3 La gauche extra-parlementaire a commencé à s'occuper du problème de l'armée et a dénoncé courageusement le climat de terrorisme idéologique qui caractérise la vie de caserne et la fonction de répression que l'armée remplit aujourd'hui dans nos Etats. Néanmoins, elle n'a pas saisi le rapport qui existe entre le problème de la conscription militaire obligatoire et l'impérialisme. Témoigner par des défilés, des manifestations, des débats publics, sa solidarité avec les victimes de l'impérialisme au tiers-monde, en Grèce, en Tchécoslovaquie, c'est un devoir moral, mais le véritable objectif de la lutte contre l'impérialisme c'est de le faire reculer là où c'est effectivement possible. En Europe orientale on ne peut pas combattre l'impérialisme en plein jour, étant donné sa brutalité, mais seulement par des manifestations isolées, avec des slogans de protestation qui ont une grande importance pour l'avenir, mais qui n'ont aucune efficacité immédiate. En Europe occidentale, au contraire, il est possible d'organiser une lutte politique contre l'impérialisme américain ; le moyen le plus efficace consiste à enlever à nos Etats l'armée à conscription militaire obligatoire qui est la seule à pouvoir fournir les troupes conventionnelles que le gouvernement américain voudrait depuis plusieurs années voir renforcées, pour être couvert sur le front européen et être ainsi plus libre dans le reste du monde.

4.4 Durant ces dernières années, on a cherché à surmonter l'hostilité des jeunes envers le service militaire, en leur proposant l'alternative d'un service civil à l'intérieur ou à l'extérieur du pays. Il s'agit d'un petit réformisme qui n'affronte ni la question de la défense des peuples européens, ni celle de l'impérialisme, et qui, ne remettant pas en question le principe de la conscription militaire obligatoire, ne détruit pas la loyauté à l'Etat nation. Il faut encore ajouter qu'il est indigne de mobiliser les énergies morales des jeunes, particulièrement sensibles au problème de l'inégalité dans le monde, pour « faire quelque chose », alors que la contrepartie en est la conservation de l'esclavage des Européens et le maintien du culte de la nation.

4.5 Les objecteurs de conscience méritent une place à part en raison du respect que l'on doit à place à part en raison du respect que l'on doit à tout engagement moral. Mais il s'agit d'une forme de protestation individuelle qui, *a priori*, renonce à la politique et ne peut donc devenir une position politique sans abandonner sa cohérence et sa nature d'engagement moral, qui en tant que valeur, ne consent aucun compromis.

5. ***Une « armée de métier » européenne***

Une considération attentive du comportement des objecteurs de conscience et des valeurs qui les inspirent, nous permet de reconnaitre le choix de valeur le plus cohérent à l'égard de l'armée. Il est clair que le but ultime est la suppression des armées en tant qu'institutions légalisant la violence. Mais il est clair que cette conquête ne sera possible qu'avec l'unité de l'humanité dans la Fédération mondiale. Mais cette dernière est encore un objectif lointain. Aujourd'hui celui qui veut agir politiquement en vue de ce but ultime ne peut se battre que pour les objectifs intermédiaires en rapprochant l'humanité. Emmanuel Kant qui, le premier, vit très clairement la liaison entre la valeur de la paix et la Fédération mondiale, indiqua lui aussi l'étape intermédiaire vers la Fédération mondiale. En 1795, dans une brochure ayant pour titre *Projet de Paix perpétuelle*, il écrivait : « Les armées permanentes doivent être entièrement supprimées dans le temps. En effet, elles sont pour les autres Etats une perpétuelle menace de guerre étant toujours prêtes à paraitre armées dans ce but. Elles poussent ces Etats à se surpasser les uns les autres par la masse des hommes d'arme qui n'a pas de limites ; et comme les dépenses qu'on leur consacre rendent la paix plus lourde encore qu'une guerre de courte durée, les troupes elles-mêmes sont la cause de guerres offensives afin qu'on se libère de ces charges. Ajoutez que, être pris en solde pour tuer ou être tué, parait réduire l'usage des hommes à celui de simples machines ou d'instruments dans la main d'un autre (de l'Etat), usage qui ne peut guère se concilier avec les droits de l'humanité en notre propre personne. Il en va tout autrement des exercices militaires volontaires des citoyens entrepris par eux périodiquement pour leur propre sûreté et celle de leur patrie contre les attaques de l'étranger ». L'objectif que l'on peut aujourd'hui chercher à atteindre est celui d'une armée de métier constituée par des techniciens volontaires et contrôlée par la Fédération européenne. Cette armée remplirait les fonctions suivantes :

5.1 elle assurerait la défense des Européens. En effet c'est seulement dans le cadre européen qu'il devient possible de constituer un potentiel nucléaire qui puisse contrebalancer celui des Russes et des Américains et, par conséquent, de garantir l'indépendance des Européens. Faute de cette indépendance aucun renouvellement social n'est possible en Europe et celle-ci ne peut pas apporter une contribution autonome aux demandes de renouvellement qui apparaissent dans le reste du monde ;

5.2 la création de la Fédération européenne signifiera objectivement dans l'Histoire que les Etats nationaux, consolidés historiquement, sont dépassés ; elle marquera la fin de l'époque du nationalisme et le début de celle de l'unification de l'humanité. Une armée de métier européenne empêchera l'idole de la nation de ressusciter au niveau européen. Enfin, les Européens libérés du mythe national qui rendait le citoyen esclave du pouvoir politique et de cette arène de l'esprit grégaire qu'était l'armée à conscription obligatoire, pourront recouvrer ces valeurs de liberté, de démocratie et de justice sociale que l'Histoire a engendrées en Europe et que le nationalisme a étouffées en Europe ;

5.3 une armée de métier européenne, avec le potentiel nucléaire et la professionnalisation des rôles militaires, serait extrêmement efficace à l'extérieur mais faible et inefficace à l'intérieur à cause des effectifs réduits. La classe politique européenne ne pourrait se servir qu'avec très peu de profit de cette armée au cas où on voudrait l'employer à des fins de répression. La structure fédérale du pouvoir, du reste, avec la décentralisation qui la caractérise, implique de nombreux foyers de résistance institutionnalisés à toute aventure militaire ;

5.4 une armée de métier, dans le cadre de la Fédération européenne, ferait, pour la première fois depuis 1945 piétiner l'impérialisme russo-américain en le battant, aujourd'hui en Europe occidentale, demain dans le reste du monde en montrant au reste du monde sa première défaite. Aujourd'hui beaucoup de personnes pensent que les luttes pour l'indépendance du tiers-monde sont aussi des luttes contre l'impérialisme. En réalité, celles-là ne sont pas des luttes contre l'impérialisme parce qu'elles ne modifient pas l'actuelle distribution du pouvoir dans le monde, mais bien que progressistes, elles sont objectivement des luttes contre un impérialisme en faveur d'un autre impérialisme. L'Europe est le terrain où l'on peut aujourd'hui commencer une lutte d'avant-garde contre l'impérialisme qui se manifeste dans la place actuelle du cours de l'histoire : le gouvernement russo-américain, en favorisant des développements analogues dans le reste du monde. Cette armée naitrait à la place des armées nationales qui, une fois intégrées dans l'OTAN et dans le Pacte de Varsovie, se sont pliées aux desseins impérialistes des puissances hégémoniques jusqu'à écraser ces peuples mêmes dont elles auraient dû être l'expression.

L'ONU convoque un forum sur les réfugiés et migrants Le rôle des ONG dans sa préparation

René Wadlow
Président et représentant auprès des Nations unies à Genève de l'*Association of World Citizens* – 07
Document repris de la brochure sur la récente Assemblée générale des Citoyens du Monde à Paris

L'ONU a convoqué un Sommet à haut niveau pour « Traiter des Mouvements de Masse de Réfugiés et Migrants ». Le forum doit avoir lieu le 19 septembre 2016 au siège des Nations unies à New York, la veille de l'ouverture de l'Assemblée générale de l'ONU. Un rapport du Secrétaire Général sera publié en mai pour structurer les discussions, ainsi que pour faciliter la recherche et le recueil de données qui soient réellement à jour aux niveaux national et régional. Les représentants des gouvernements et des organisations non-gouvernementales (ONG) sont d'accord pour dire qu'il est temps d'adopter une approche autrement plus inclusive des diverses dimensions de la migration et des questions liées aux réfugiés affectant tant les pays d'origine ceux que de transit et de destination. Il nous faut améliorer notre compréhension des causes de ces flux internationaux de personnes, ainsi que des relations complexes qui lient cette question au développement, au conflit armé et aux changements environnementaux.
Madame Karen Abu Zayd (Etats-Unis) a été nommée Conseillère spéciale pour le Sommet, et dans les faits, c'est elle qui sera l'organisatrice. De 2005 à 2010, elle a été Commissaire générale de l'Agence de Secours et de Travaux des Nations unies pour les Réfugiés de la Palestine (UNRWA). Auparavant encore, elle avait occupé des postes à haute responsabilité au sein du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés. Elle est une spécialiste du niveau universitaire du Moyen-Orient.

Récemment, le Département des Affaires économiques et sociales des Nations unies a publié un rapport sur la migration internationale qui indique qu'il existe au monde quelques 244 millions de migrants, dont environ 76 millions vivent en Europe, 75 millions en Asie, 54 millions en Amérique du Nord, d'autres encore dans le Moyen-Orient, en Amérique latine et dans le Pacifique, particulièrement en Australie et en Nouvelle-Zélande. A ces chiffres s'ajoute celui des quelques 20 millions de réfugiés – des gens qui ont traversé les frontières des Etats pour fuir un conflit armé et la répression, auxquels s'ajoutent quelques 40 millions de déplacés internes. La pauvreté extrême, l'accroissement de la population, les niveaux élevés de chômage et les conflits armés sont tout ce qui contraint à partir, là où les communications et les transports, plus faciles qu'ils l'ont jamais été dans l'histoire, fournissent quant à eux les moyens du départ.

Le flux de réfugiés et de migrants vers l'Europe depuis 2015 a amené la question des migrations et flux de réfugiés « à la une » des journaux. La réaction désorganisée et fort inégale des gouvernements européens à ce flux a montré que ceux-ci n'étaient pas préparés à traiter comme il se doit des mouvements de populations de cette ampleur. Les ONG n'ont pas été en mesure de s'occuper de cette question comme il l'aurait fallu, en dépit même de leurs nombreux efforts de bonne volonté. Certains mouvements et partis politiques ont utilisé la question des réfugiés pour promouvoir des politiques d'un nationalisme étroit, quand celles-ci n'étaient pas ouvertement racistes. Un flux bien moins important de réfugiés en direction des Etats-Unis a provoqué là-bas des réactions bien mitigées – dont bien peu pour souhaiter la bienvenue aux demandeurs d'asile.

La COP 21, conférence qui s'est tenue à Paris en décembre dernier, a offert une opportunité de mettre en lumière ce qui est de plus en plus connu comme étant les « réfugiés climatiques », les gens poussés au départ par les changements qui interviennent dans le climat et l'environnement. La sécheresse persistante dans les Etats du Sahel au sein de l'Afrique subsaharienne a ainsi amené de larges mouvements et engendré des conditions socio-économiques des plus difficiles.

En septembre 2016, le Sommet de l'ONU fournira de même une opportunité pour l'action coordonnée des ONG. Les Conférences et Sommets des Nations unies jouent un rôle d'aimants, exerçant une attraction envers les gouvernements qui sont amenés à adhérer collectivement à des idéaux et normes plus élevés que ceux qu'ils proclameraient en leur qualité individuelle. Il ne s'agit pas seulement là d'hypocrisie – même si celle-ci est loin d'en être absente, dans la mesure où les gouvernements n'ont par la suite aucun plan pour mettre de tels idéaux en pratique. Il s'agit plutôt, en réalité, de « l'inconscient collectif » des représentants des gouvernements qui ont en eux une vision de la société mondiale émergente fondée sur la justice et la paix.

Le rôle des ONG est de rappeler en permanence aux représentants gouvernementaux la gravité des questions, ainsi que le caractère indispensable, qui caractérisent l'action collective. Les ONG nationales peuvent attirer l'attention sur des conditions locales et fournir ainsi des informations aux ONG internationales dotées du statut consultatif auprès de l'ONU qui seront présentes au Sommet de New-York. Les ONG, proches de la population, peuvent fournir un point de vue réaliste sur les besoins des familles prises en elles-mêmes et sur le type de réponses à ces besoins qu'il faut appeler de ses vœux. Les ONG mettront aussi l'accent sur la réduction de la pauvreté, le soutien à la résolution des conflits et le respect des Droits de l'Homme. Entre aujourd'hui et la fin août, nous avons le temps de rassembler les recherches, d'analyser les conséquences à court et long terme et de formuler des propositions de politiques en direction des gouvernements. Cependant, nous n'avons pas de temps à perdre et nos efforts doivent commencer dès à présent.

Déluge de sincérités : un nouveau *Mercosur* est possible

Gretel Ledo

Magister RRII Europa – Amérique Latine (Université de Bologne). Avocate, politologue et sociologue. Analyste Internationale et conseillère parlementaire dans les relations extérieures et du parlement du Mercosur – Buenos Aires

Article initialement publié sur *The Federalist Debate* - Turin

Traduit de l'espagnol par Agnès Sampere Volta - Lyon

Noé et toute sa famille se retrouvaient pris au piège entre la fin du monde et l'absence d'une nouvelle ère. L'ultimatum de Dieu, par le biais d'un déluge dévastateur, avait déjà été prononcé et un recommencement radical sur les mêmes bases génétiques de toute une génération s'avérait nécessaire. Tout d'abord, Noé assuma toute la douleur de la décision prise par Dieu : mettre fin à toute l'humanité et, ensuite, une fois qu'il se fut saisi de ce destin divin, il dut s'occuper du joug de l'asservissement social, avec ce bâton si dur qui pénètre jusqu'à la moelle appelé préjudice, démence, stéréotype social.

Marcher et courir à contre-courant implique en soi de supporter un poids magnanime. Nous décidons à chaque instant de nos vies même dans les choses les plus routinières et quotidiennes. Nos actions déterminent des décisions prises dans le domaine de l'esprit et des émotions. Le prix à payer est sublime mais le résultat en vaut forcément la peine. Ainsi, Noé décida de croire en Dieu. Il décida d'écouter sa voix et de marcher malgré le qu'en-dira-t-on. Dans ce plan il peut y avoir des hauts et des bas, des états de doute mais jamais d'incrédulité. Il s'agit simplement d'une bataille entre croire et ne pas croire. La décision nous appartient. Une fois qu'on s'y accroche, qu'on l'embrasse de tout cœur, rien ni personne ne nous empêche de la suivre et de l'atteindre.

L'Argentine avance à petits pas mais sûrement dans le processus d'intégration régionale signé. Malgré tout, sur la même voie, brillent encore des lueurs intergouvernementales. Les différents pourcentages d'apports destinés au Fonds pour la convergence structurelle du *Mercosur* (*FOCEM)* révèlent des portes au-delà d'une intégration *pari passu* même si les inégalités dans le traitement du tarif extérieur commun (*TEC*) reflètent clairement la fragilité d'un échafaudage normatif non-durable.

La décision 22/15 adoptée par le Conseil du Marché commun établit un montant annuel de contributions des Etats parties du *FOCEM* de 127 millions de dollars, dont 27 millions apportés par l'Argentine, 70 millions par le Brésil, 1 million par le Paraguay, 2 millions par l'Uruguay et 27 millions par le Venezuela. La répartition se fait sur les critères de promotion de convergence structurelle, de développement de la compétitivité et de renforcement de la cohésion sociale en particulier en ce qui concerne des économies peu avancées. Ainsi, le Paraguay reçoit 43,65 %, l'Uruguay 29,05 %, l'Argentine et le Brésil et le Venezuela reçoivent chacun 9,1%.

Le grand nombre d'exceptions au *TEC* lui fait atteindre son paroxysme qui nous conduit à qualifier le *Mercosur* d'union douanière imparfaite. Pour le secteur du sucre et de l'automobile, il n'existe pas encore de politique communautaire mais ils sont soumis à un régime tributaire propre conformément à ce qui est stipulé dans chaque Etat partie.

Entre le marteau et l'enclume, entre les désirs des plus grands Chefs de gouvernement et les vrais intérêts économiques en jeu, une structure qui réclame à corps à cris la **sincérité** ne tient qu'à un fil. Il est temps de laisser de côté les discours et les nouvelles expressions de désirs. Pourquoi ne pas mettre l'accent sur les singularités productives de chaque nation du *Mercosur* sous l'égide de la complémentarité au lieu de la compétitivité entre les Etats pour consolider un véritable bloc régional

L'inflation croissante au Brésil affecte le *Mercosur* alors que la Bolivie étudie toujours les conditions pour entrer dans l'Union après avoir souscrit le 17 juillet dernier le Protocole d'adhésion comme membre à part entière. Les intérêts individuels priment. On ne pense pas en tant que bloc au niveau au niveau stratégique, mais plutôt sous un protectionnisme à outrance comment ne pas se porter préjudice à soi-même quand la plus grande potentialité opère dans l'unité.

Malgré les avancées, le processus d'intégration régionale manque de démocratisation dans sa propre essence si l'on considère l'ancrage intergouvernemental du projet d'intégration du *Mercosur*. C'est-à-dire qu'en dernière instance, ce sont toujours les Etats parties qui conservent le dernier ratio en matière de décisions souveraines dans tous les domaines-clés des politiques d'Etat. Il existe un déséquilibre structurel dans la construction du bloc au sein des pays eux-mêmes. C'est ainsi que prime le critère de l'acte de décision, qui ne contribue pas à la construction de la mise en place d'institutions communes. Nous observons l'absence de **supranationalité** dans la disposition des politiques communes d'Etat au niveau régional. La volonté politique de chacun des Etats parties s'avère essentielle pour faire réellement progresser l'intégration régionale. L'absence d'un agenda unique qui ébauche des politiques applicables à la région, à quoi vient s'ajouter l'inexistence d'une citoyenneté *mercosurienne*, témoignent d'une identité régionale restant à construire. Les déluges identitaires se surpassent avec des décisions fermes avec pour seule croyance de validité une supposée communauté de valeurs régionales scellées dans la supranationalité.

Langue corse officielle, autonomie - Comment les faire craquer ?

François Alfonsi
Ancien parlementaire européen groupe Verts – Alliance libre européenne. Publié initialement en éditorial de *Arriti !, hebdomadaire autonomiste corse.*

A l'issue d'une première rencontre d'une heure et demie de Manuel Valls avec les nouveaux élus de la Corse, trois commissions –sur la langue, sur le foncier, sur les institutions et la future Collectivité Unique ont été annoncées pour éviter que ce premier contact ne reste sans perspective aucune. Mais la glace n'est pas rompue, loin de là ! Car, pour dialoguer, il faut être deux. Manuel Valls, sur fond d'une communication « républicaine » tous azimuts liée au contexte créé par le terrorisme islamiste, n'a donné aucun signe d'ouverture sur la question corse.

Du côté corse, nos représentants ont affiché un esprit de dialogue ouvert. En face, Manuel Valls a campé sur ses positions et, par son silence médiatique à l'issue de la réunion, il a fait sentir ses « extrêmes réserves ». L'appareil d'Etat fait bloc autour de lui. Et la noria des journalistes, prompts à épouser la norme jacobine, emboîte le pas.

Les deux Présidents nationalistes corses, Gilles Simeoni et Jean Guy Talamoni, devant des médias qui redécouvrent à travers leur élection qu'il existe un peuple corse, font face en continu aux journalistes qui scrutent leurs déclarations et leurs actes à chaque instant. Comme lors des évènements de fin d'année aux Jardins de l'Empereur, nombreux sont ceux qui cherchent à provoquer un faux pas.

Mais, dans le même temps l'opinion française découvre un discours inédit pour elle, porté sans agressivité inutile. Elle découvre une nation corse, fondée sur l'Histoire et sur la volonté d'un peuple bien vivant qui l'a exprimé avec force dans les urnes. Cette réalité, qu'on leur avait présentée jusqu'à présent comme un quarteron cagoulé, s'incarne désormais, sur leurs écrans de télé, à travers les deux représentants officiels et légitimes de l'Assemblée de Corse.

Les Français, en leurs tréfonds, savent qu'ils ont bien peu à craindre d'une Corse où l'on parle corse, y compris dans les écoles et à la tribune de l'Assemblée de Corse. Au contraire, si on les interroge, à moins de croiser Jean Luc Mélenchon, Jean Pierre Chevènement ou Manuel Valls sur les trottoirs parisiens, ils sont très nombreux à trouver que c'est bien. Et chaque intervention médiatique de Gilles Simeoni renforce cette perception que Manuel Valls voudrait tant contrebattre.

En fait, le nouveau rapport de forces doit désormais se construire aussi au sein de l'opinion publique française. C'est un terrain nouveau, où il faut manoeuvrer avec finesse. Une stratégie de communication doit être réfléchie, et relayée en Europe pour qu'elle rebondisse au plan international. Car c'est là que sont les arguments les plus convaincants. Comment comprendre en effet qu'un Etat européen comme la Grande-Bretagne décide de la coofficialité de la langue galloise dès l'instant que les élus du Pays de Galles en ont ainsi délibéré, et qu'un gouvernement français explique au peuple corse que c'est impossible ?
Comment admettre qu'il existe, en tant qu'acquis historique, un concordat en Alsace et qu'il soit interdit d'envisager de prolonger les Arrêtés Miot, en vigueur en Corse depuis plus de deux siècles, par une fiscalité spécifique des successions pour combattre la spéculation immobilière ?

Comment justifier le refus d'inscrire la spécificité corse dans la Constitution française, afin d'ouvrir la porte à un statut d'autonomie, alors que l'ilot inhabité de Clipperton y a pris place et que l'autonomie est la règle pour les îles en Europe ?

Voilà les questions concrètes qui doivent être portées dans le débat public français. La médiatisation de l'heure, dans la suite de l'élection de décembre dernier, permet de les mettre sur le devant de la scène. Mais, dans quelques semaines, la décrue médiatique surviendra inévitablement, et il faudra alors de nouveaux ressorts pour porter le débat, pour le faire entendre durant l'élection présidentielle, et pour l'imposer à la nouvelle majorité qui prendra les rênes du gouvernement français. Car le temps de Manuel Valls est compté. D'ici six mois, ce gouvernement ne fera plus que gérer les affaires courantes. C'est avec d'autres que se décidera l'avenir institutionnel de la Corse.

Proposition de loi sur les langues régionales : le Parti socialiste tombe le masque !

Gustave Alirol
Président de Régions & Peuples Solidaires

En octobre 2015 au Sénat, la droite bloquait le processus de ratification par la France de la Charte du Conseil de l'Europe sur les langues régionales. Le 14 janvier, à l'Assemblée nationale, les socialistes viennent à leur tour de tomber le masque sur leurs intentions profondes en la matière.

Un subterfuge loin de la démocratie

Au moment du vote de la proposition de loi du député Paul MOLAC sur l'enseignement immersif des langues régionales et leur promotion dans l'espace public et l'audiovisuel, et alors que les différents articles avaient été votés successivement au cours des débats, le groupe socialiste (sur ordre semble-t-il du gouvernement) a usé d'un subterfuge minable pour en empêcher l'adoption : faire voter à leur insu certains députés absents et aboutir ainsi à un rejet de la proposition par 14 voix du groupe socialiste contre 13 (dont 10 du groupe écologiste, 2 du groupe Radical et 1 du groupe Les Républicains) et 1 abstention soit 28 votants … sur 24 présents en séance !
Décidément les socialistes ont fait fort : après le mépris de la droite, le mépris de la gauche parlementaire socialiste envers les langues régionales !

Parti socialiste et droite, des attitudes semblables

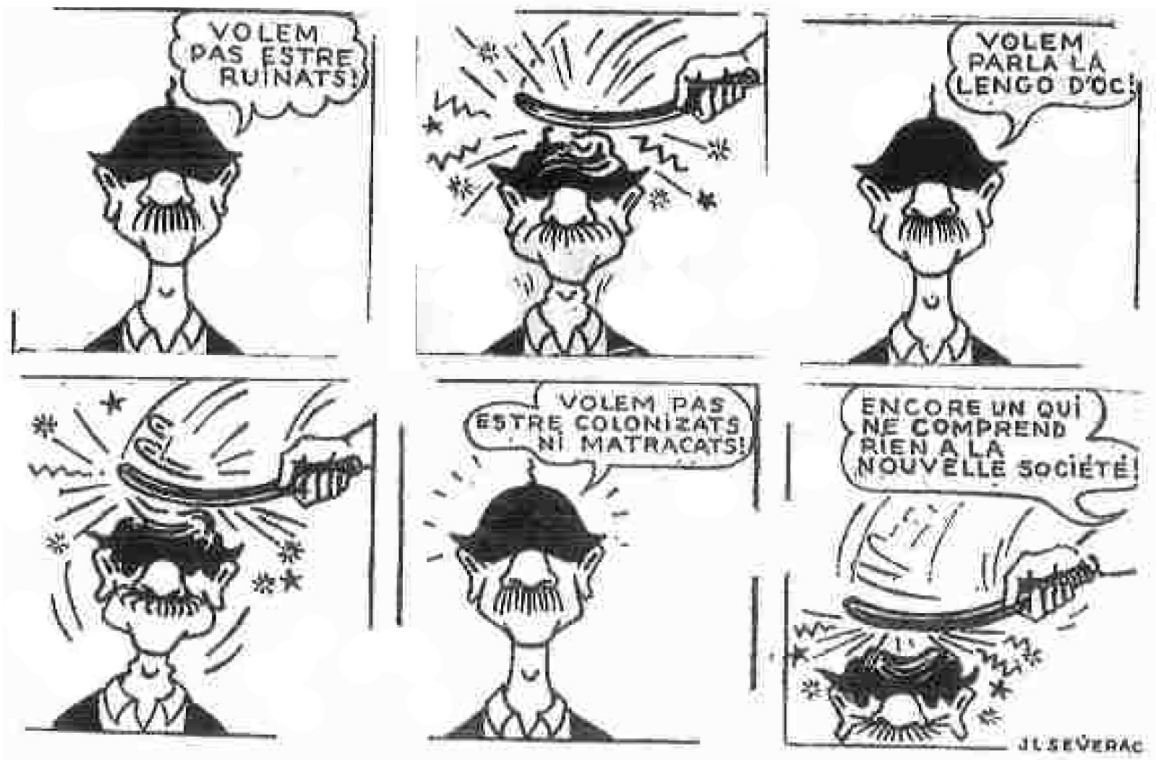
On pouvait certes s'attendre à ce genre de reculade du côté socialiste dans le cadre du jeu classique de la « patate chaude » que droite et gauche se refilent systématiquement à chaque changement de majorité. Mais on n'aurait pas osé imaginer que cela se fasse aussi rapidement, avant même la fin de la mandature en cours, surtout après avoir tenté de vendre aux tenants des langues régionales le projet de ratification rejeté par la droite. Il faut bien (enfin !) se rendre à l'évidence : la représentation nationale actuelle, côté formations « de gouvernement », de gauche comme de droite, en dépit de leurs proclamations respectives, ne veut pas d'un statut d'avenir pour les langues régionales. Les socialistes et apparentés hostiles à la proposition de loi n'hésitent d'ailleurs pas à se glorifier de ce vote qui, selon eux, aurait permis de sauver la République en évitant une situation à l'espagnole (avec la Catalogne) ou à la britannique (avec l'Ecosse) ! Rien que ça !

Un coup fourré qui en annonce d'autres ?

La référence prend un relief tout particulier dans le cas de la Corse où le pouvoir territorial vient de basculer démocratiquement en faveur des « nationalistes » pour lesquels un statut de coofficialité de la langue corse est une revendication légitime et fondamentale. Comment ne pas craindre désormais les manoeuvres politiciennes à grande échelle que ne manqueront pas de fomenter en sous-main les tenants de la République une et indivisible ?

L'inquiétude vaut aussi pour l'avenir immédiat de toutes les langues dites régionales en France tant ce raidissement augure mal de la suite à donner à un certain nombre de revendications minimales en matière d'enseignement et d'usage public de ces langues.

L'inquiétude est d'autant plus grande que ce refus, qui s'alimente d'un raidissement nationalo-républicaniste qu'on connaît depuis longtemps en la matière, rejoint désormais un repliement passéiste à l'oeuvre dans toute la classe politique en bien d'autres domaines : rejet de la construction européenne notamment qui accompagne une vision purement franco-française des questions sociales, économiques et sociétales. Malgré les apparences, à certains égards, la France n'est plus très loin d'unesituation à la hongroise et maintenant à la polonaise : le populisme en voie de généralisation n'épargne pas l'Hexagone et dépasse largement l'aire d'influence de l'extrême droite. Manifestement le passéisme et la réaction sont loin d'être du côté des défenseurs des langues régionales !



Dessin de J.-L. Séverac paru initialement dans *L'Echo des Corbières* et repris dans *Fédéchoses* n° 1, en 1973

Focus

Crises et défis de l'intégration européenne et réflexions fédéralistes

La crise en Europe : les responsabilités de la politique

Giorgio Napolitano
Président honoraire de la République italienne
Extrait de la « leçon » tenue le 27 novembre 2015 à l'Université de Pavie à l'occasion de la remise du diplôme de *Laurea Honoris Causa* en histoire

Traduit de l'italien par Ivana Graziani – Vienne

Je suis particulièrement honoré que vous ayez décidé de me nommer aujourd'hui Docteur honoris causa. Et encore plus honoré que mon nom côtoie celui de personnalités éminentes, italiennes ou étrangères, qui ont reçu avant moi cette haute distinction. Parmi elles, je souhaite avant tout rappeler Luigi Einaudi, mon plus lointain prédécesseur dans la fonction septennale de Président de la République, que je considère cependant particulièrement proche, par son exemple, dans l'exercice de mon engagement au Quirinal. Et avec lui, je veux rappeler les noms de Altiero Spinelli et Amartya Sen auxquels vous m'autoriserez à rendre un bref hommage personnel.

Mon amitié pour Altiero Spinelli a débuté dès que j'ai commencé à œuvrer, avec d'autres, en tant que « tête de pont » - la définition est dans ses Carnets – pour que le parti communiste italien s'empare des idées européistes et fédéralistes, déjà dans la deuxième moitié des années 1960. Son caractère et sa bataille m'ont beaucoup appris, même s'il a représenté quelque chose d'absolument unique. Au cours de sa longue et difficile expérience en prison et en exil sous le fascisme – qui s'est terminée par la grande idée du Manifeste de Ventotene – il avait rompu avec le parti et ne s'était inscrit à aucune autre force politique. Après avoir été libéré, Altiero s'engagea sur une voie différente de celle des autres : il fut le soldat d'une seule cause – l'Union européenne – et sa pensée, son action furent entièrement dirigées vers ce combat. Une histoire et un profil uniques, ceux d'Altiero Spinelli, une leçon et une impulsion qui n'ont rien perdu de leur force.

Vous avez justement salué ici le maître Amartya Sen : je parlerai uniquement de son intérêt et de sa sympathie pour l'Italie et pour l'Europe, tels que je les ai ressentis lors de rencontres et de conversations qui m'ont au fur et à mesure permis de mieux le connaître. Le lien étroit qu'il établit avec la famille Spinelli se traduisit par une adhésion sincère au combat d'Altiero. Et par un lien avec l'Italie représenté par son entente, d'abord en tant qu'étudiant et ensuite en tant que collègue, au Trinity Collège de Cambridge, avec un italien d'exception, Piero Sraffa.
Dans mes récentes et exigeantes interventions publiques, je me suis référé à leurs travaux. Parce qu'il s'agit de travaux pertinents et instructifs dans l'effort de réflexions historiques et culturelles que j'ai eu l'occasion de développer, à plusieurs reprises au cours de cet automne, sur les aspects cruciaux du double lien Italie – Europe et Europe – Monde.
Aujourd'hui, évoluant dans le droit fil de leurs travaux, j'ai l'intention de m'attarder sur les comportements des dirigeants et des forces politiques en tant que causes conjointes des contradictions et des divisions dont souffre l'Union européenne, mais aussi en tant que responsables des choix qu'ils s'imposent pour surmonter la crise et du travail en cours (…)

Dans l'ensemble et depuis trop longtemps, les politiques n'ont pas transmis à une plus large partie de l'opinion publique et de l'électorat de nos pays, une information réaliste sur le changement structurel du statut de l'Europe – aussi bien en profondeur qu'en perspective. Compte tenu des nombreux événements historiques, qui ont convergé dans le processus de globalisation, bien plus important, nous devons plus que jamais parler (…) de « notre petit continent européen ».
Le centre de gravité du développement mondial s'est déplacé, loin de l'Europe et de l'Atlantique. Face à nous, il y a maintenant de grands acteurs économiques et politiques nouveaux. Les pays émergents, « les marchés émergents » - comme l'a récemment souligné le Président Draghi – constituent 60 % du produit mondial ; depuis l'an 2000, nous leur devons les trois quarts de la croissance mondiale et la moitié des exportations de la zone euro va vers ces marchés ». Actuellement, ils enregistrent un ralentissement « probablement durable » et, d'une manière générale, cela peut inquiéter mais sans réduire, pour l'Europe, les termes du défi le plus ardu auquel nous devons faire face. Défi dont font partie intégrante les rythmes de la révolution technologique, les lois inexorables de la compétitivité.

Qu'ont fait nos classes dirigeantes et les partis politiques pour que les citoyens électeurs prennent conscience de tout cela ? Non pas pour réagir avec un esprit de renoncement, en subissant ainsi comme un déclin inéluctable ce qui est, dans les faits, une dure bataille à mener. Mais pour qu'on se batte ensemble, dans le but de « conserver, en tant qu'Européens, un sens pour le monde », même si nous avons perdu la situation privilégiée dont nous bénéficiions ; dans le but donc d'apporter encore notre contribution spécifique à la construction d'un nouveau développement et d'un nouvel ordre mondial, tout en préservant pour nos pays, pour nos sociétés, l'essentiel des conquêtes de civilisation et de bien-être que nous avons petit à petit atteintes.
Malheureusement, on a laissé s'enraciner très fortement la surdité et la myopie, presque à vouloir s'éloigner de réalités désagréables et inquiétantes ; on a laissé fermenter des réactions de rejet et de repli sur soi, des illusions

anachroniques de maintien de l'existant et de prolongation des attentes nées du passé. C'est là que se situent les responsabilités de la politique, des politiques, dans les faiblesses et les ambiguïtés qui les caractérisent depuis longtemps.
Ainsi, nous retrouvons-nous devant des régressions nationalistes, des manifestations populistes, des extrémistes anciens et nouveaux, qui ont conspiré pour masquer et contrer la seule et authentique nécessité pour l'Europe, qui coïncide avec l'intérêt stratégique à long terme des Etats nationaux européens : à savoir, la nécessité d'une coopération et d'une intégration grandissantes et, aujourd'hui, enfin, d'un véritable rebond qualitatif vers l'union politique.
Avancer dans cette direction : c'est là justement que se trouve la responsabilité positive que les politiques sont appelés à assumer. Il s'agit de partir d'un agenda composé d'urgences, sur lesquelles s'agitent et se divisent les institutions de l'Union européenne : des urgences à dénouer avec une vision à plus long terme que celle qui domine aujourd'hui, dans le but d'une progression réelle vers des formes de plus en plus avancées d'intégration, surtout dans la zone euro.
Sur chaque thème qui s'impose à l'ordre du jour, on retrouve les mêmes positions bloquantes et les mêmes résistances : replis sur la dimension nationale, blocages et oppositions d'origine populiste.

C'est cela qui se passe, de façon inévitable et intrusive, sur le thème qui a émergé au cours de ces derniers mois : la crise des migrants. Et c'est cela qui ne doit pas se passer face au défi mortel du terrorisme, du fanatisme extrême porté par l'Etat islamique qui, au cours de ces dernières semaines, se sont soudainement imposés au cœur de l'attention et de la façon la plus dramatique (…)

Le 7 novembre, toujours avec la lucidité et la pondération qui le caractérisent, Jacques Delors a fait une déclaration pour réagir aux mystifications – « les migrants sont des victimes, pas des menaces » - et soutenir la cause de l'accueil et de l'intégration. Et il l'a fait sans mettre en opposition l'appel à plus de solidarité et les préoccupations de sécurité (…). Il a souligné que, pour garantir le contrôle de nos frontières par rapport également aux incursions terroristes, il ne faut pas choisir que chaque Etat s'occupe de ses propres frontières nationales, ce qui est inefficace, mais il faut défendre et renforcer des dispositifs, tel l'accord de Schengen et autres, qui nous ont permis et peuvent nous permettre encore plus d'européaniser une méthode qui associe plus de liberté – la grande conquête de la libre circulation des personnes – et plus de sécurité. Et ce point est crucial, au vu de l'expérience dramatique de l'attaque terroriste de Paris : le contrôle des frontières comme, dans chaque pays, le contrôle du territoire, est le cadre à l'intérieur duquel nous pouvons agir ensemble au niveau européen pour désamorcer la menace du terrorisme, que nous avons été appelés à combattre, à commencer par l'Etat islamique, par tous les moyens disponibles sur le plan international. La très nette référence à l'accord de Schengen – qui d'ailleurs prévoit des suspensions si des états d'urgences l'imposent et qui peut permettre la mise en place d'autres mesures sans que l'accord en soit altéré – réaffirme la validité d'une démarche européenne commune, et de la sauvegarde des libertés conquises qui ne doivent pas être sacrifiées en donnant gain de cause aux ennemis de nos valeurs fondatrices.

Et il y a encore plus : regarder le monde d'aujourd'hui signifie tout d'abord que nous devons nous confronter aux arrivées massives (et non seulement vers l'Europe !) de demandeurs d'asile et de protection, fuyant des guerres dévastatrices – comme celle qui s'est propagée en Syrie contre toute prévision – ou des conflits et des persécutions dans des pays où la désagrégation et la violence armée sont chroniques. Mais nous devons également faire face à un autre problème, celui de l'émergence d'une réaction impérieuse des populations vivant dans des territoires – surtout en Afrique – qui demeurent dans des conditions de pauvreté extrême et de dégradation générale (…)

Un dialogue clarifiant et une coopération concrète et généreuse deviennent donc décisifs entre l'Union européenne et les pays d'origine des flux de migrants économiques, qui recherchent un emploi.
Bien entendu, il faudra effectuer un filtrage rigoureux entre ces derniers et ceux qui arrivent dans nos pays avec des motifs évidents pour obtenir le droit d'asile ; il faudra œuvrer pour que les arrivées illégales soient redirigées vers les pays d'origines, sur la base d'accords préalablement aboutis ; mais il faudra aussi accompagner « la création » - comme le suggère Delors – de « routes européennes d'immigration légale », dans des limites et avec des contrôles bien définis (…)

Dans une Europe à vingt-huit, dans un continent plus que jamais interconnecté – de l'économie jusqu'au droit – la politique est restée une politique nationale. A mon avis, c'est là que se trouve la source des carences du passé et de l'incertitude sur l'avenir de notre Union européenne en crise. La politique est restée une politique nationale, dans le sens où elle a été, de façon déterminante, dans chaque pays membre de l'Union, conditionnée par une vision étroite et mesquine de l'intérêt national, et par des aspirations démagogiques qui ont conduit à l'anti politique et à l'anti européanisme. La complaisance à l'égard de ces impulsions, la tendance aux dissimulations et au compromis, ont depuis des années eu le dessus, ou pesé fortement, même au sein de forces politiques en principe européistes. La politique est restée fragmentée à l'intérieur de cadres nationaux de plus en plus asphyxiants et de nombreuses compétitions électoralistes individuelles à l'échelle nationale. La politique a ainsi fini par être de moins en moins capable de guider les décisions européennes, voire même de les raconter.

Dans ces conditions, pouvons-nous accélérer les changements indispensables, avoir la détermination nécessaire pour donner plus de force au profil supranational de l'Union européenne, en déléguant des parts nouvelles et plus importantes de la souveraineté nationale aux instances européennes de gouvernement pour une souveraineté partagée ?
Pouvons-nous arriver enfin à cette politique commune de l'asile et de l'immigration sollicitées par les situations et les perspectives que tout le monde ressent désormais de façon dramatique ?
Et, en nous servant déjà du cadre du Traité de Lisbonne, pouvons-nous réellement mettre sur les rails le démarrage d'un système commun de sécurité et de défense européen, qui se présente toujours et de façon éhontée sous la forme d'une énonciation hypocrite ? Pouvons-nous

éventuellement adopter des mesures novatrices pour donner une unité immédiate à l'engagement européen contre le terrorisme ?
Et, ensemble, pouvons-nous donner à une politique étrangère européenne cette confiance, cette capacité de proposition et d'influence qui lui font encore défaut ? Elle ne manque cependant pas de moyens institutionnels significatifs et elle est à l'heure actuelle plus dynamique que par le passé ; mais elle est encore, par exemple, enfermée entre l'interminable contentieux avec la Russie, causé par l'ensemble de la crise ukrainienne, et le rétablissement d'un axe de collaboration mondiale Europe – Etats unis – Russie, qui n'en est qu'à ses prémisses.
Mon interrogation « pouvons-nous ? » n'est pas rhétorique. La réponse, très problématique actuellement, ne peut être donnée que par la politique elle-même (…)

La vraie question se trouve dans le renforcement de tous les moyens de participation des citoyens et d'une démocratie véritable dans le processus de formation des décisions européennes. Mais, pour atteindre ce but, il est nécessaire de remédier à l'absence actuelle d'une « sphère publique européenne », qui permette aux opinions, sur une large échelle, de circuler et d'être confrontées. Une véritable intégration est nécessaire entre le Parlement européen et les parlements nationaux – dans la séparation de leurs fonctions respectives. Non seulement une rénovation et une redynamisation, idéale et morale, des partis politiques sont nécessaires – notamment en Italie – mais également leur européanisation.
Bien entendu, je pense aux partis politiques qui– dès le commencement ou plus tard, avec l'élargissement de la Communauté et de l'Union – ont soutenu la cause de l'unité et de l'intégration européenne, et ont sérieusement contribué à la construction européenne. Il s'agit des quatre partis que l'on qualifie d'européens : le Parti Populaire, le Parti Socialiste, le Parti Libéral et le Parti des Verts. Ceux-ci sont cependant restés des récipients largement formels, plutôt amorphes, à l'activité peu importante. Les partis nationaux qui les composent se sont toujours conformés, dans leurs pratiques politiques électoralistes, à des logiques nationales ; ils ont continué de se mesurer bien davantage sur des thèmes nationaux que sur des choix européens ; ils ont donné et donnent beaucoup plus d'importance aux élections nationales et locales qu'à celles pour le Parlement européen.

Et ceci aussi parce que les partis européens, en tant que tels, à savoir faiblement structurés et d'une légitimité fragile, ne sont pas un creuset de projets cohérents et de visions unitaires (…). Pour atteindre une véritable européanisation de la politique et des partis, il faut cultiver la première graine d'une compétition électorale loyale entre les quatre partis européens qui sont fondamentalement européistes ; la première graine a germé au printemps 2014, lorsqu'ils ont chacun présenté leur propre candidat à la présidence de la Commission européenne, au moment de l'élection du Parlement européen.
Comme vous le voyez, l'appel que je lance pour qu'on assume la pleine responsabilité d'un cheminement ultérieur vers l'intégration européenne ne s'adresse pas seulement aux chefs de gouvernement et de partis dans les pays de l'Union. Il s'adresse à des multiples acteurs, d'abord les partis politiques mais aussi différentes composantes de la société civile, parmi lesquelles celles qui sont directement intéressées par le développement de la dimension sociale du processus d'intégration – aujourd'hui clairement insuffisant.
Ceci étant dit, c'est tout de même aux responsables des gouvernements nationaux et des institutions européennes de faire les premiers pas pour résoudre les problèmes qui sont sur le tapis. Et tout particulièrement, le problème de la confrontation avec le programme référendaire demandé pour le Royaume Uni par son premier ministre Cameron.
Ce programme ne met pas en cause uniquement ce grand pays ami que nous ne voulons pas, pour de multiples bonnes raisons historiques et actuelles, voir se détacher du parcours unitaire de l'Europe continentale. Un grand pays qui, entre autres, dès le début, a pris ses distances par rapport au projet, lancé en 1950, menant à une véritable intégration, et qui a confirmé cette position à plusieurs reprises. Mis à part cela, disais-je, Londres définit en fait l'hypothèse d'une différence institutionnalisée, et d'une collaboration régulée, entre deux Europe, qui partagent des choix pris ensemble et adhérent à certaines valeurs, mais pas d'une « union toujours plus étroite », en commençant par la monnaie unique et tout ce qu'elle implique.

Il n'est pas nécessaire de répéter ici la longue liste des projets élaborés par différents acteurs depuis 25 ans pour proposer des solutions permettant des participations différenciées à l'entreprise européenne. Il suffit de souligner que, avec l'introduction de l'euro et avec les règlements des Traités sur les coopérations renforcées, cette différenciation a déjà été acceptée dans son principe et s'applique déjà. Nous avons déjà l'Europe des 19 et l'Europe des 9 et la première devrait avancer de façon plus rapide vers des objectifs que l'autre n'a pas l'intention de partager. La question est cependant assez complexe. Est-ce que le groupe de la zone euro – à l'exception de sorties ou de nouvelles entrées – partage les mêmes buts ? Est-ce qu'il a une volonté politique commune suffisante pour constituer le noyau poursuivant de façon cohérente l'intégration et la supranationalité de l'ensemble de l'Europe, unie, oui, mais à divers échelons ? Et l'Allemagne, la France, l'Italie partagent-elles une détermination, et une masse critique adéquate, pour prendre clairement des décisions que nous sommes nombreux à demander et que j'ai essayé de rappeler au fur et à mesure de mon intervention ? Voilà les problèmes et ils sont sérieux.
Nous devons les considérer avec un haut niveau de conscience et avec le respect des différentes inquiétudes et opinions. La préoccupation d'éviter des obligations qui peuvent créer des accrocs et devenir velléitaires, a largement guidé, au cours des décennies passées, le comportement d'hommes comme Delors, convaincus que l'intégration supranationale de l'Europe se ferait par étapes successives et laissant le processus historique réaliser sa propre évolution.
Mais aujourd'hui, pouvons-nous encore défendre un avancement graduel prudent et une incertitude sur les buts à atteindre alors qu'un rythme de marche soutenu paraît désormais indispensable ? Parlons-en et de façon lucide, même si nous sommes pris par l'agitation des urgences à gérer et d'événements dramatiques. Ne nous perdons-pas dans le tourbillon des nombreux Conseils européens.

Pouvons-nous y arriver ? Le pouvons-nous ? Avant tout, commençons par diffuser, le meilleur de ce que nous faisons depuis longtemps, le sens de la quantité que nous avons poursuivi et construit dans notre Europe et faisons-le

sans avoir le complexe d'apparaître rhétorique ou passéiste, sans rien concéder à n'importe quelle *tabula rasa* populiste. Et, en même temps, commençons par remotiver le projet européen, en partant de la réalité du monde tel qu'il est aujourd'hui et des relations à réinventer entre l'Europe et le monde.

Mais ne nous arrêtons pas là, dominés par le sens des difficultés.S'il faut vraiment donner la preuve la plus importante d'une vocation et d'une vision politique, aussi bien individuellement (et ce fut le cas emblématique d'AltieroSpinelli) que, d'une façon ou d'une autre, sur une plus grande échelle, il faut la donner en tentant à chaque fois l'impossible ; eh bien l'impossible que nous devons tenter d'atteindre avec toutes nos forces c'est l'objectif d'une Europe toujours plus unie. Mais - et permettez-moi de conclure ainsi - si nous pensons au monde qui change et qui s'agite autour de nous, au monde qui nous a fait parvenir son avertissement le plus sinistre depuis Paris le 13 novembre 2015, une question nous vient à l'esprit d'une façon spontanée : l'Europe, si ce n'est pas pour maintenant, c'est pour quand ?

Un siècle court, pour l'Union européenne aussi

Guido Montani
Vice-président honoraire de l'UEF Europe

Traduit de l'italien par Jean-Luc Prevel - Lyon

Certaines coïncidences méritent d'être rappelées pour leur valeur symbolique. En décembre 1991, dans la forêt de Belovezh, près de Minsk, les présidents des trois républiques de Russie, d'Ukraine et de Biélorussie, décrétaient la dissolution de l'URSS, alors qu'à Maastricht commençait le Conseil européen qui allait approuver le Traité d'Union européenne. Il s'agit en apparence de deux décisions opposées, l'une concernant la division, l'autre l'unité. Elles ont toutefois été engendrées par un même système tectonique. Les bouleversements de l'histoire sont lents à se manifester à la surface. Il pourrait se produire que les forces qui ont renversé l'Union sovitique, menacent aujourd'hui l'Union européenne. En substance, je voudrais soutenir ici que la renaissance du nationalisme qui a accompagné la révolte contre le communisme, a eu un rôle important dans le processus de désagrégation de l'Union soviétique et que l'Union européenne risque de subir le même sort si elle n'a pas la force de réagir. La désagrégation des Etats et des unions d'Etats ne prend par surprise que ceux qui ne savent pas entrevoir les forces profondes qui en minent l'existence.

L'Union européenne est déjà entrée dans une phase dangereuse qui pourrait dégénérer. La crise financière internationale de 2008 a été affrontée avec des mesures timides et inadéquates qui ont provoqué des tensions continues entre les pays membres et à la fin, une confrontation frontale entre les débiteurs et les créditeurs. Juncker, le Président de la Commission, a admis que, durant la crise grecque, "l'Europe a été très proche de l'abime et c'est seulement quand nous nous sommes trouvés au bord du précipice que nous avons réussi à faire marche arrière". La Haute Représentante pour la politique extérieure, Mogherini, a affirmé que "le risque de désintégration existe. C'est un risque qui s'est manifesté avec la Grèce. Je suis convaincue que le Grexit aurait signé le début de la fin du projet européen". Ce danger mortel n'a toutefois pas convaincu les leaders européens de changer de cap. Les divergences actuelles sur la politique de l'immigration le démontrent, avec la fracture entre ceux qui souhaitent conserver et renforcer Schengen et ceux qui veulent retourner aux frontières nationales. La menace d'un Brexit est une autre épée de Damoclès sur la survie de l'Union. L'incapacité de l'Union d'affronter les défis de politique extérieure est en outre évidente : l'élargissement à l'Est de l'OTAN a provoqué la réaction inévitable de la Russie et la crise de l'Ukraine ; la négligence de l'Union envers la Méditerranée et l'Afrique a créé un vide de pouvoir au Moyen-Orient qui a été habilement exploité par des groupes terroristes pseudo-islamiques pour la création d'un Etat terroriste.

L'insécurité engendrée par le manque de politiques européennes efficaces se traduit par une méfiance croissante des citoyens envers les partis européistes traditionnels qui perdent leurs voix par rapport aux forces populistes et nationalistes. Le langage utilisé par le Ministre de la Justice polonais, Zbigniew Ziobro, envers la Commission européenne qui avait osé critiquer les réformes récentes de la Cour constitutionnelle polonaise, est révélateur de la dégénérescence des rapports internes à l'Union. "Nous sommes un Etat souverain -a affirmé Ziobro-, je ne pense pas qu'un corps étranger puisse nous imposer quelque chose parce que cela serait contraire à notre sentiment d'orgueil national". Si la Commission européenne est un corps étranger, pourquoi la Pologne continue-t-elle à faire partie de l'UE ? On respire une atmosphère tout aussi nationaliste en Hongrie, en République tchèque, en Hollande, en France, au Danemark, en Finlande et, même si c'est en des termes différents, en Grande Bretagne, en Italie et en Grèce.

Naturellement, il y a d'autres forces politiques qui travaillent à la relance du processus d'unification. Toutefois, quasiment toutes attendent l'année fatidique 2017, quand les élections françaises et allemandes se tiendront. On espère alors un net changement de cap : mais quel sera-t-il ? Le 18 décembre, Juncker a déclaré : "Pour 2016, je ne me fais aucune illusion, elle ressemblera comme une goutte d'eau à 2015, les crises qui existent resteront et on en verra d'autres." On ne peut donc pas sous-estimer que le Front National gagne les élections présidentielles en France. Pour l'instant, tous espèrent que les socialistes et les républicains gagneront suffisamment de voix. Toutefois, si les gouvernements nationaux européens continuent, par leurs divisions, à alimenter le mécontentement populaire, il est possible que Marine Le Pen devienne la présidente française et qu'elle maintienne ce qu'elle a promis : faire sortir la France de l'Union européenne. L'art. 50 du Traité de Lisbonne (sur le droit de retrait) lui ouvre la voie. A ce propos, en Allemagne, les forces économiques et financières, soutenues par ceux qui sont favorables à une gouvernance allemande de l'Union, pourraient prendre le dessus en imposant la création du "noyau dur" (Kerneuropa) tant souhaité par la Bundesbank et le

Ministre des finances Schäuble : une Eurozone des pays vertueux, ceux qui durant la crise de la dette publique étaient classés comme "pays excédentaires", en mesure d'adopter le modèle de développement allemand. Les pays méditerranéens seraient laissés à leur sort. Au fond, ils ont été avisés plusieurs fois que leur déficit budgétaire et leurs dettes excessives ne sont pas compatibles avec une Union monétaire "saine". Ainsi, sans défaire les institutions européennes, l'Union et le continent tout entier s'orienteraient vers un destin que les pères fondateurs n'avaient certainement pas imaginé, ni voulu.

Deux tendances de la politique mondiale conduisent l'Union vers le goufre. La perestroïka de Gorbatchev incluait un aspect international crucial : le désarmement nucléaire et conventionnel entre les USA et l'URSS et la construction d'un ordre pacifique mondial à travers une réforme radicale de l'ONU. Pour ce qui concerne ses aspects intérieurs, le processus de démocratisation du communisme a *grosso modo* réussi (sauf que la démocratie en Russie et dans les autres ex-républiques soviétiques est chancelante) tandis que le projet de garder l'Union soviétique unie à travers sa transformation en fédération, a échoué. Reste le fait que l'écroulement de l'URSS et de son empire européen a créé une vague nationaliste dangereuse pour l'Europe et pour le monde.

En Europe, le nationalisme ethnique barbare, dans l'ex-Yougoslavie, a créé une infinité de luttes et de destructions. L'élargissement de l'Union a seulement atténué le processus de nationalisation de la politique. Les pays de l'Est européen ne sont certainement pas entrés dans l'Union pour construire la Fédération européenne : leurs intérêts primaires ont été la sécurité militaire, garantie par l'OTAN, et la conversion au capitalisme de leurs économies inefficaces. Une fois l'ivresse idéologique initiale dissipée, après la chute du Mur de Berlin -que certains ont saluée comme l'aube d'une nouvelle ère de paix et de prospérité, sous l'aile protectrice des Etats-Unis-, la réalité s'est avérée bien différente. Aujourd'hui, nous assistons au déclin de l'ex-superpuissance occidentale, à la renaissance de la compétition entre "grandes puissances" dans la politique mondiale et à la désorientation des leaders mondiaux face aux urgences globales les plus dramatiques, comme le désastre écologique et environnemental imminent. On invoque à pleine voix la coopération internationale. Tous feignent de se conformer à cet impératif moral pour tranquilliser les populations mais ensuite les intérêts économiques et corporatistes imposent des choix nationalistes à courte vue. Ceux qui proposent de réformer l'ONU, pour garantir des pouvoirs suffisants pour la défense des droits humains fondamentaux, pour la paix et le développement durable de l'humanité risquent de se faire moquer d'eux.

La seconde tendance, qui se combine dangereusement avec la première, c'est la globalisation. Le processus de la mondialisation comporte des aspects positifs, si elle est bien gérée, puisqu'elle intègre les peuples nationaux dans une civilisation cosmopolite commune, mais aussi des aspects négatifs si l'interdépendance entre les peuples crée des tensions et des fermetures. Le nationalisme moderne, à la différence de celui du XIX° siècle, est particulièrement insidieux parce qu'il favorise majoritairement la désagrégation plutôt que l'intégration entre les peuples. Dans la phase d'industrialisation du XIX°, le nationalisme a favorisé, non seulement l'intégration entre les citoyens nationaux et la démocratie, mais aussi les unifications des Etats, comme ce fut le cas pour l'Italie et l'Allemagne. Aujourd'hui, le nationalisme ethnique est facilement exploité par des groupes de pouvoir, pour diviser les Etats en fomentant la haine et le terrorisme.

Les grandes puissances mondiales -les Etats Unis, la Russie, l'Inde, le Brésil- ont naturellement grand intérêt à soutenir le processus de la globalisation. Par exemple, Poutine, successeur direct du national-populiste Eltsine, tente de reconstruire, avec le projet d'union eurasiatique, ce que Eltsine a détruit. La Chine a riposté à la *TransPacific Partnership* des USA, par le projet ambitieux d'investissements de la "Route de la soie", pour unir l'Europe à l'Asie. Cependant, même les puissances mondiales n'ont plus les armes idéologiques suffisantes pour s'opposer aux forces protectionnistes internes, mises à mal par l'ouverture au marché mondial et à celles qui combattent l'unité de l'Etat. C'est ainsi qu'aux Etats Unis, un candidat à la présidence gagne des voix en proposant la fermeture des frontières à l'immigration de citoyens de religion islamique et la construction de murs protecteurs contre l'invasion par l'Amérique du Sud.

En Europe, la même tendance se manifeste, non seulement dans les partis qui demandent la protection nationale, mais aussi entre les populations des régions les plus riches -comme la Catalogne, les Flandres, l'Ecosse- favorables à la sécession. Le dogme du principe de l'autodétermination nationale est invoqué par des communautés plus petites, comme les cités-Etats.

Ce type d'égoïsme national-ethnique est difficile à contrecarrer parce que la globalisation mal gouvernée engendre une distribution des ressources économiques mondiales cahotique et même inique. Cependant le remède ne consiste pas à élever des barrières de protection -comme le proposent malheureusement aussi certains prix Nobel comme Krugman et Stiglitz- mais à promouvoir une sérieuse réforme des institutions internationales : une union monétaire et économique mondiale qui ait comme objectifs prioritaires le développement durable et la lutte contre la pauvreté.

L'Union européenne peut-elle inverser la tendance à sa désagrégation ? La réponse est oui si ceux qui ont le pouvoir de le faire n'attendent pas passivement 2017 : il pourrait être trop tard. Les partis opposés à la réforme fédérale de l'Union pourraient se renforcer et imposer le primat de l'axe Conseil/Commission au détriment de l'axe Commission/Parlement européen, point d'appui pour amorcer une authentique démocratie européenne. En dernière instance, une réforme démocratique de l'Union requiert l'approbation d'une constitution fédérale pour séparer définitivement le destin de l'Union des choix des gouvernements nationaux Il faut empêcher qu'un seul gouvernement national puisse provoquer la dissolution de l'Union. Le fait qu'aujourd'hui tous attendent de 2017 le miracle réformateur, est le symptôme de l'acceptation passive de la suprématie nationale sur le destin de l'Union. Les détenteurs du pouvoir de réformer l'Union -la Commission et le Parlement européen en premier lieu- doivent trouver le courage de sortir à découvert pour convaincre les citoyens que le partage de la souveraineté nationale au niveau européen, pour certaines fonctions

cruciales comme la fiscalité et la sécurité, est le seul moyen de restituer aux citoyens leur pouvoir "souverain" de décider de leur propre avenir, en Europe et dans le monde. La construction d'un gouvernement démocratique européen est impossible sans l'implication active des citoyens.

La lutte pour la construction d'une Europe démocratique a un aspect culturel important qui ne pourra se manifester pleinement que dans le long terme. Les leaders favorables à la Fédération européenne devront convaincre les membres et les sympathisants de leurs partis que le projet européen requiert le dépassement de l'ancienne idéologie internationaliste qui emprisonne la pensée politique libérale, socialiste et démocratique dans les frontières nationales étouffantes. La guerre froide est heureusement finie ; mais la guerre froide a aussi été combattue, malgré les nombreuses hypocrisies des superpuissances, au nom des idéaux politiques universels, pour défendre et affirmer la démocratie et le socialisme à l'échelle mondiale. Aujourd'hui, pratiquement personne ne se fait promoteur d'une pensée politique et d'un projet capables, au-delà des divisions nationales, de montrer du doigt les premières formes embryonnaires d'un gouvernement des grandes urgences mondiales. L'ordre de la guerre froide s'est transformé en désordre et personne ne propose une alternative. L'Union européenne réussira à se transformer en une fédération supranationale, si ceux qui la soutiennent réussissent à montrer que les valeurs constitutives de la civilisation -d'une civilisation cosmopolite et non du seul Occident- peuvent unir tous les peuples du monde, aujourd'hui victimes d'un ordre mondial injuste et violent.

(Réponses au terrorisme)
Avant la guerre il y a la politique

Paolo Acunzo
Membre de la Direction nationale
du *Movimento Federailsta Europeo* - Rome

Traduit de l'italien par Jean-Francis Billion - Paris

Les attaques terroristes de Paris, et celles qui leur sont liées, n'ont pas seulement été un coup porté au cœur de la France, mais aussi à tout l'Occident. La perplexité et le climat pesant qui se sont diffusés dans toute l'Europe sont les symptômes de la conscience collective de ce grave moment historique.

Les blindés dans les rues de Bruxelles et les mesures exceptionnelles prises afin d'assurer la sécurité dans les plus grandes capitales européennes peuvent être nécessaires mais ne peuvent suffire à faire sortir le vieux continent de ce climat d'angoisse et d'inquiétude qui étreint chacun d'entre nous.

Le premier pas consiste à comprendre ce qui arrive à un monde en profond changement pour réussir à donner une réponse à la hauteur de ces nouveaux défis mondiaux. Il ne suffit pas de reconnaître les erreurs historiques, que l'Occident a certainement commises dans le passé, mais il convient de porter remède immédiatement à celles qui sont en train d'être perpétrées.

Il n'est plus possible d'endiguer des phénomènes globaux comme le terrorisme international par des mesures nationales qui se révèlent souvent velléitaires même lorsqu'elles sont cautionnées par une forte volonté de soutien international. Le terrorrisme doit être combattu sur son propre terrain transnational, grâce à des mesures à l'opposé de celles qu'il voudrait nous voir adopter. Nous ne devons pas nous renfermer dans notre propre communauté nationale, derrière nos frontières en tentant de rejeter tout ce qui est différent de nous, mais, à l'opposé, il convient de penser à mettre en commun nos ressources pour être pleinement en mesure d'affronter les risques.

Pour cela, il convient de repartir de l'Europe, car nous devons remettre en marche son processus d'intégration si nous voulons protéger nos principes et notre style de vie dans un monde qui change.

Une plus grande intégration qui doit être poursuivie tout à la fois entre et au sein des pays, en encourageant le dialogue et l'accueil entre les divers groupes sociaux, culturels et religieux qui les peuplent.

Par exemple, au niveau institutionnel communautaire, il n'est pas suffisant, comme c'est le cas aujourd'hui pour la France, que les divers Etats européens se prêtent assistance seulement à la suite et sur demande explicite de l'Etat agressé, mais il faut faire en sorte que cette mesure soit préventive et automatique pour toute l'Union européenne (UE) en cas d'attaque terroriste, en rendant explicite qu'un acte contre l'un des Etats de l'UE sera considéré comme une agression de tous les membres de l'Union.

De la même manière l'on ne peut se limiter à une simple coordination entre les divers services de sécurité nationaux, mais il faut mettre en place une agence européenne de renseignements si l'on veut garantir la plus grande sécurité à ses propres citoyens. Avec le même critère, si l'on veut assécher les ressources économiques du terrorisme international, il faut un moratoire de tout le commerce (légal ou illégal) avec tous ceux qui fomentent le terrorisme et une autorité supranationale qui garantisse son effet même vis-à-vis de ses membres.

Des actes concrets qui donnent des signes clairs de la volonté européenne d'agir de manière unitaire et d'aboutir à une véritable politique européenne unique de politique extérieure et de défense en mesure de réaliser une gouvernance globale afin de rééquilibrer un monde toujours plus abandonné à lui-même. Ainsi, par exemple, il faut donner à « *Lady Pesc* » tous les instruments pour décider et pour représenter réellement tous les pays de l'UE. Comme la politique commerciale communautaire, c'est la coopération au développement qui doit être pensée comme un ensemble avec la PESC, afin de stimuler la lutte contre la pauvreté et la désespérance humaine dans des pays où le terrorisme trouve son origine. Jusqu'à arriver à un siège européen permanent unique au sein du Conseil de Sécurité des Nations unies, comme marque finale de la prise de conscience collective sur l'avenir de l'UE dans le contexte mondial.

En définitive toutes les mesures qui nous font nous

refermer sur nous-mêmes, qui encouragent la peur de l'autre et de l'avenir, qui nous amènent à repenser notre mode de vie et nos propres valeurs nous affaiblissent. C'est en remettant en marche le processus d'intégration d'une Europe qui n'est plus à la hauteur de son histoire et de sa culture d'ouverture vers le monde que l'on réussira à redonner de l'espoir dans un avenir meilleur à ceux qui l'ont perdu ou pourraient le perdre prochainement.

Les bourgeois de Calais

Editorial du n° 26 de la revue du Groupe de réflexion sur l'avenir du service public européen (GRASPE), *Cahier du Graspe*, n° 26, février 2016 - Bruxellles

David Cameron a pris son bâton de pèlerin pour demander à ses partenaires de l'Union européenne (UE) de l'aider convaincre ses électeurs de rester dans l'UE.

Commençons par douter de la bonne foi du premier ministre, dont les déclarations alternent entre le *In* et le *Out* au gré de ses humeurs et de ses auditoires. Son gouvernement a d'ailleurs donné licence à ses ministres de faire campagne contre la position finale officielle du-dit gouvernement. La position pour le *Out* du populaire maire de Londres conservateur, Boris Johnson, pèsera lourd dans la campagne et peut-être sur le destin politique du Premier Ministre.

Les europhobes britanniques considèrent que les résultats de la renégociation sont trop peu et trop tard. Leur position reste inchangée : ils prônent toujours un Brexit rapide et total.

Les autres pays de l'UE ont été mus par différentes considérations. D'une part, il serait très dommageable pour des raisons géopolitiques, économiques et culturelles que le Royaume-Uni quitte l'Europe. Cela signerait un échec majeur, peut-être irréversible, de l'idéal européen.

D'autre part, beaucoup de gouvernements, eux-mêmes eurosceptiques, ont des sympathies pour les demandes britanniques. Cependant, les gouvernements de l'Europe de l'Est ont eu un peu de mal à approuver des mesures qui réduisent les droits de leurs propres citoyens et les marquent du sceau du soupçon.

Enfin, d'autres gouvernements, eux-mêmes pas si convaincus de continuer la construction d'une UE réellement communautaire, s'irritent des exigences britanniques et de leur irréalisme quand, dans les faits et dans beaucoup de dossiers, ils se rendent compte qu'il faut plus d'Europe et non moins pour être plus efficace.

Car malgré les palinodies et les déclarations sur les vertus de politiques menées bien à l'abri des frontières nationales, les dirigeants européens, M. Cameron y compris, ont une douloureuse conscience
de la lente glissade vers l'insignifiance et l'impuissance de leurs États-nations quand ils agissent seuls. Ils savent aussi que la coopération intergouvernementale à l'ancienne ne donne pas les résultats escomptés.

Par contre, la construction européenne peut se targuer de résultats positifs majeurs. Mais qui en parle ? Ce qui marche est mis au crédit des gouvernants nationaux, ce qui ne marche pas est mis au débit de « Bruxelles ». Ce petit jeu détruit peu à peu la solidarité et le sens d'une aventure commune.[1]

Les peuples européens payent cash le « pas assez d'Europe » en matière économique, monétaire, financière et maintenant de sécurité et de défense. Le malheur est qu'ils accusent le remède d'être à l'origine de leurs maux. C'est que les crises interminables qui secouent l'Europe – auxquelles seules des actions communes d'envergure pourraient apporter des solutions – favorisent le nationalisme, la xénophobie et le repli identitaire.

En 1346, Edouard III avait exigé que six bourgeois se présentent la corde au cou pour expier la résistance de la ville de Calais. En 2016, David Cameron a amené le Conseil européen à résipiscence.

Avant même la négociation des 19 et 20 février 2016, tout était déjà fait pour ne pas irriter les Britanniques. La Commission n'ose plus agir ni proposer, de peur d'entretenir le feu des critiques. Les parlementaires européens sont pratiquement au chômage technique, faute de propositions. On ne révisera pas à la hausse un cadre financier notoirement insuffisant pour surmonter les crises, alors qu'on avait vendu cette perspective au Parlement européen pour lui faire avaler la pilule d'un budget initial en peau de chagrin. L'UE continuera à se déliter doucement en espérant ainsi éviter un sort funeste.

En réalité, les malheurs que l'on cherche à éviter pourraient bien être provoqués par cette couardise. Car, en effet, que reprochent les peuples à l'UE ? Son manque de résultats. Reprise économique en berne, chômage désespérant car sans espoir d'amélioration sensible, risques systémiques contenus à grand peine mais jamais réellement écartés, déconstruction ici sournoise et là brutale du modèle social, menaces sécuritaires et militaires qui restent sans réponses crédibles… franchement, il n'y a en effet pas de quoi susciter la confiance des électeurs déboussolés, angoissés, en colère.

Les résultats du sommet européen de février 2016 ne vont pas améliorer l'image de l'Europe dans les opinions. Commençons par nous arrêter sur le véhicule juridique qui a été choisi. Un accord international qui modifie les Traités ou qui contient des promesses de modification de ces Traités et qui ne rentrera en vigueur que si le Royaume-Uni choisit de rester au sein de l'UE. Un texte particulièrement alambiqué qui permet plusieurs interprétations, qui ne

[1] Voir « Faut-il déchirer le Traité de Rome ? » *in GRASPE* n° 9. Un exemple récent de biais dans la communication : en 2015, la Chambre des Lords britannique a accusé le gouvernement d'occulter son rapport qui prouve que Bruxelles n'empiète pas sur les pouvoirs de Westminster, une accusation favorite des eurosceptiques.
http://www.publications.parliament.uk/pa/ld201415/ldselect/ldeucom/140/14002.htm 17 March 2015

pourra être modifié qu'à l'unanimité des Etats membres. Une chatte juridique n'y retrouverait pas ses petits.

David Cameron réclamait un « statut spécial » pour son pays, il l'a obtenu. Pour préserver la fiction d'une égalité de traitement, à l'exception de certaines dispositions réservées au Royaume-Uni, cet accord s'appliquera à tous les Etats membres. Ainsi, au lieu de circonscrire l'incendie, on en prépare la propagation. Déjà, certains autres pays comme le Danemark pèsent les bénéfices qu'ils pourraient tirer de cet accord.

Sur le fond, l'accord contient à titre principal :

- une exemption à la clause d'union toujours plus intégrée, uniquement valable pour le Royaume-Uni. La clause avait une valeur rhétorique, mais son exemption, elle, a des conséquences pratiques. Elle pourra être invoquée contre toute nouvelle politique communautaire ;
- le renforcement du « carton jaune » par lequel les parlements nationaux (à une majorité qualifiée de 55 % des votes) pourront demander au Conseil d'abandonner un projet de législation qui ne respecterait pas le principe de subsidiarité ;
- les pays ne faisant pas partie de la zone euro pourront influencer les mesures prises par l'Eurogroupe et se soustraire aux sauvetages des économies de la monnaie unique (ce droit est sans contrepartie, c'est-à-dire que les pays de la zone euro n'ont aucun droit de regard sur les politiques suivies par les participants hors zone) ;
- un mécanisme de *frein d'urgence* limite les prestations sociales perçues par les travailleurs migrants intraeuropéens et leurs enfants, applicable pour sept ans. Non renouvelable en principe, cette période pourrait être applicable indéfiniment grâce à des artifices juridiques ;
- l'indexation des allocations familiales pour les enfants vivant à l'étranger, adaptées au coût de la vie dans le pays où ils se trouvent, à partir de 2020 ;
- la confirmation des exemptions (*opt-out*) à de nombreuses politiques communes : la monnaie unique, l'union bancaire et la zone euro, l'espace Schengen et le contrôle des frontières, la coopération policière et judiciaire, la Charte des droits fondamentaux. Le Royaume-Uni ne vote pas aux réunions de l'Eurogroupe, à la Banque centrale européenne, au conseil des Ministres de l'intérieur et de la justice ;
- l'amélioration de la compétitivité par l'abaissement des contraintes réglementaires[2] ;
- en outre, l'accord modifie des législations secondaires, en particulier sur les droits des migrants intra-européen, sur l'union bancaire, sur la compétitivité et la réduction des contraintes réglementaires.

En cédant aux exigences britanniques, on a fait un trou dans la coque d'un bateau déjà en difficulté. Le beau résultat du sommet de février est que désormais un européen convaincu doit souhaiter le retrait du Royaume-Uni de l'UE pour que cet accord ne rentre jamais en vigueur. Car il met en danger la structure politique dont on a besoin à long terme pour que l'UE continue à se développer.

Tout cela pour probablement au vu des sondages, ne même pas réussir à éviter le *Brexit* !

Pour terminer, laissons la parole à un internaute du *Guardian* : « *When I look at my children I don't want them to be constrained by a form of government that has shown that not only is it structurally incapable of coming up with good decisions but that it is so cumbersome that it cannot reverse the crap decisions that it forces upon people. I'm still waiting for a coherent explanation for what the EU is meant to be for. It isn't for prosperity as the youth of Southern Europe can attest. It isn't for security, or Putin wouldn't be able to annex his neighbours with impunity. It isn't for the maintenance of a social democratic welfare state where free movement destroys the social compact. What the pro EU side needs to do is explain what the EU will be in 10, 20 or 30 years' time and why that is a destination that we would want to arrive at. The status quo is not an option on the table.*"

Ce sont des questions auxquelles il faudrait répondre. Mais la Commission a déjà décidé qu'elle ne contribuerait pas au débat, de peur de choquer les électeurs britanniques par des visages étrangers. Fuir le débat n'est jamais une bonne idée dans un processus démocratique…

Brexit **ou pas, quatre mois pour renouer avec l'espoir**

Bernard Barthalay
Président de Puissance Europe/*Weltmacht Europa*
Article publié intitialement sur le *Huffington Post*

Les quatre mois qui nous séparent du référendum annoncé par David Cameron verront se déployer face à face, au RoyaumeUni mais aussi dans les autres pays membres, un « parti de la nation » et un « parti de l'Europ ». Cela ne veut pas dire qu'après le référendum britannique tout sera réglé. Au contraire, la situation sera plus confuse que jamais.

Le « parti de la nation » compte dans ses rangs des nationalistes ou nationalsouverainistes qui refuseront toujours quelque forme d'Europe que ce soit, hormis celle des Etats souverains, dont le soidisant « accord » dissimule l'impasse, aux yeux des naïfs, mais il compte aussi des « européistes » tièdes, qui continueront de croire que l'intégration par le marché nous dispense de l'intégration par des politiques délibérées par une représentation européenne souveraine. Le « parti de la nation » réunirait ainsi, contradictoirement, le « parti de la fermeture » et le parti de « l'ouverture sans le peuple ».

Le « parti de l'Europe », de son côté, s'étirera sur un spectre large, de ceux qui croient encore que les institutions actuelles puissent évoluer « à l'anglaise », sans rupture, par la voie d'une parlementarisation croissante, et qui ont déjà raté le train de l'histoire, à ceux, les « fédéralistes », qui ne

[2] Principe dont l'application outrancière a déjà déclenché plusieurs crises sanitaires et économiques dans un récent passé.

sont pas, comme le prétendent plusieurs nationalistes ou souverainistes, le parti de « Bruxelles » ou de l'UE, mais ceux pour qui l'unité politique du continent, ou au moins des Six Fondateurs ou de la zone euro, au stade de l'initiative, passe par la limitation de la souveraineté des Etats, au profit d'une souveraineté nouvelle, limitée elle aussi par une constitution préparée, rédigée et adoptée par la voie démocratique. Ce sont ces derniers qui annoncent de longue date la faillite des Etats nationaux et l'impasse actuelle. Dans ce « parti de l'Europe » figurent aussi tous ceux, marqués par l'« internationalisme », qui veulent une « autre Europe » sans admettre que les Etats nationaux à bout de souffle ne sont plus capables d'innovation sociale ou politique et qu'un nouveau contrat social, dans un périmètre commun, ne va pas sans la constitution politique voulue par les « fédéralistes » qu'ils accusent d'« institutionnalisme ».

Cameron a décidé unilatéralement que des règles, appliquées aujourd'hui dans l'Union européenne, adoptées selon les procédures en vigueur, sont contraires à ses intérêts. C'est sur cette base qu'il a demandé l'ouverture d'une négociation bilatérale entre lui-même et l'UE.

C'était oublier que ces règles ont une histoire, et que le RoyaumeUni a contribué à les préparer, les a validées, parfois même par référendum, y compris le projet d'« une union sans cesse plus étroite », et les a appliquées, souvent avec la plus grande discipline. Le traité 'adhésion (1972) avait fait droit aux demandes d'aménagement que le RoyaumeUni aurait exigé en sa faveur s'il avait participé quinze ans plus tôt à la négociation du Traité de Rome (1957). Depuis, le Royaume Uni a eu toute sa part au fonctionnement normal des institutions communes. Les autres Etats membres ont donc commis un faute contre le droit, et contre la démocratie, en concédant à Cameron, dont le parti est en difficulté, une négociation bilatérale entre le Royaume Uni et l'Union européenne. C'est une erreur fatale : elle signifie, sans que les citoyens de l'Union ou les peuples des Etats aient été appelés à en décider, que le Royaume Uni est déjà dehors. Ce type de négociation n'a lieu d'être en effet qu'entre l'Union et un candidat à l'adhésion. Et c'est la Commission qui négocie pour l'Union.

Cameron a eu gain de cause, en convainquant ses partenaires qu'ils pouvaient impunément renverser l'« ancien régime » de la Communauté en écartant la Commission au profit du Président du Conseil européen, Donald Tusk, qui a fait figure de négociateur en chef ; et en écartant le Parlement, dont on voit mal qu'il puisse adopter ou rejeter un accord entre gouvernements, caduc en cas de Brexit et sans portée légale d'aucune sorte dans le cas contraire. Imagine-t-on que Joe Biden, Président du Sénat des Etats-Unis d'Amérique négocie bilatéralement avec le Gouverneur du *Commonwealth of Massachusetts*, un accord d'Administration à Administration, objet d'un accord unanime des gouverneurs des Etats, sans vote du Congrès et sans que la Cour suprême déclare cet accord inconstitutionnel. Ce serait la fin de l'Union américaine. Autant dire que l'Union européenne, comme on la connaissait avant le 19 février, est morte. Les Etats membres l'ont tuée.

Restaurer l'unité entre les Fondateurs euxmêmes exigera beaucoup plus qu'un simple replâtrage. Pour colmater la brèche dans le droit européen, faire oublier le déni de démocratie et renouer avec le projet des Fondateurs, qui était luimême celui de Spinelli, de Monnet, de Schuman, Adenauer et de Gasperi, c'est une révision générale qu'il faut. La méthode des petits pas, où la construction s'est enlisée, l'oubli des citoyens, dont les attentes d'Europe survivent à la déferlante nationaliste, les pratiques opaques et incompréhensibles, ça suffit !

L'Europe est à la traîne, tandis que le monde court devant. Les Fondateurs ont une responsabilité historique, celle d'avoir engagé ce continent dans la voie de l'unité. Ils viennent, quelle que soit l'issue du référendum britannique, de dire le peu de cas qu'ils font aujourd'hui de leur projet initial, et même de la démocratie. Ils ont engagé l'Europe, sous une unanimité de façade, dans la voie de la division. L'effet domino de l'accord du 19 février ne s'arrêtera pas aux limites géographiques du continent.

La politique de la suspicion, de la défiance, de l'incompréhension de la peur et la haine s'alimentant réciproquement pourraient triompher aux dépens des générations futures. Il est urgent de renverser la vapeur. Ce n'est possible qu'à une condition, que les Fondateurs assument la responsabilité de leurs gestes insensés, en s'engageant maintenant, publiquement, à une union complète, quoi qu'il en coûte. C'est le prix à payer pour opposer l'espoir à la peur.

La sécurité des Européens (et donc leurs libertés) sont à l'ordre du jour, qu'il s'agisse de la finance casino, de la précarité économique, du réchauffement climatique ou des migrations. Les Européens en ont assez de la procrastination gouvernementale, des négociations trop lentes, des décisions trop tardives, des pratiques secrètes. Ils sont en demande de démocratie, de délibérations publiques et, tout simplement, de décisions prises à temps. Qu'est-ce que cela veut dire pour l'Europe? Une division claire du travail entre les gouvernements nationaux et un gouvernement commun, également responsables devant des représentants élus, un transfert de pouvoirs et de ressources à l'union constitutionnelle de ceux qui voudront. Ni plus, ni moins. Maintenant.

La libre circulation des citoyens européens doit – et peut – être assurée Schengen, c'est d'abord la libre circulation des citoyens européens

Jean-Guy Giraud
Ancien Président de l'UEF Frane -31

Les accords de Schengen avaient, dès l'origine, pour but *essentiel* d'assurer la **libre circulation des citoyens européens à l'intérieur même de l'UE** - notamment par la suppression ou l'allègement des contrôles physiques aux frontières entre les États membres.

Ceci demeure son objectif principal : le transfert de ces

contrôles douaniers et de police aux **frontières externes de l'UE** n'en est que la conséquence logique.

Le trafic des personnes à l'intérieur de l'UE demeure d'ailleurs, en période "normale", très inférieur au trafic en provenance des pays tiers.
En théorie comme en droit, l'arrivée massive de **réfugiés étrangers** aux frontières externes (Grèce et Italie notamment) et leur circulation successive à l'intérieur du territoire européen ne devrait pas affecter la libre circulation des titulaires d'un passeport européen.

Le respect des « couloirs Schengen »

En pratique, il semble toutefois s'avérer que **les services nationaux de douane et de police** sont dans l'incapacité matérielle de respecter cette distinction pourtant fondamentale entre ces deux groupes de personnes (européens et étrangers). Ainsi, aux frontières internes comme externes de l'UE, c'est l'*ensemble* des voyageurs qui se trouvent soumis aux mêmes contrôles.

La mise en place de **couloirs distincts assurant le libre passage des citoyens européens** - déjà assez inégalement assurée - semble être aujourd'hui totalement négligée. Dans ce domaine comme dans d'autres, la solution de facilité (et de fausse sécurité) qui consiste en une application des **contrôles erga omnes** semble l'avoir emporté.

Le fait que certains voyageurs étrangers puissent utiliser de faux passeports européens - ou que certains "vrais" citoyens européens puissent être liés à des actions terroristes ne devrait pas justifier un rétablissement généralisé des contrôles - pour tous et partout.

Il semblerait donc que **la dramatisation de cette affaire** (la "mort de Schengen" par la "fermeture de toutes les frontières" intra et extra européennes) soit au moins partiellement due à un manque de moyens, d'organisation ou de coordination de la part des *services* responsables.

Ainsi, un des principaux - et des plus visibles - acquis de l'UE (le libre déplacement des citoyens européens à l'intérieur de l'Europe comme leur ré-entrée dans l'UE) se trouve-t-il remis en question par un **dysfonctionnement** dans sa mise en oeuvre.

Il faut donc espérer que la crise actuelle incitera les Institutions (notamment la Commission, gardienne du respect de Schengen) et les États membres à prendre les mesures nécessaires pour éviter à l'avenir un tel dérèglement. Le rétablissement effectif de **"couloirs Schengen"** dans les postes frontières terrestres et aériens pourrait être un mesure prioritaire et, à première vue, à la portée des services nationaux concernés.

Au delà de cette question spécifique, la crise devrait être l'occasion d'avancer dans la création de **corps mixtes nationaux/européens de douaniers/policiers** en vue d'assurer une complémentarité des compétences et des moyens.

La campagne *New Deal 4 Europe* continue

Lucio Levi
Premier signataire et promoteur de la pétition enregistrée par le Bureau des pétitions du Parlement européen le 21 octobre 2015 sous le numéro 1049/2015

Traduit de l'italien par Jean-Luc Prevel (Lyon)

Le Plan Juncker représente le succès le plus significatif de la campagne *New Deal for Europe* (http://www.newdeal4europe.eu) *ND4E*, initiée par une Initiative européenne des citoyens (ICE) en 2014. Après sept années de politiques d'austérité, le Président de la Commission européenne a finalement affirmé que la croissance et la création de nouveaux postes de travail (objectifs qui inspirent la proposition politique de *ND4E*) sont ses priorités, il a spécifié que c'est une urgence et semble lier le destin de son mandat au succès du plan d'investissements, parce qu'il est convaincu que ce dernier contient la réponse à ce que les citoyens demandent. C'est nous qui avons inventé le mot d'ordre *ND4E* qui est désormais sur les lèvres de tous, de Tsipras à Renzi et Ségol et même Juncker l'a utilisé.

Les faits sont en train de nous donner raison. Le succès le plus notable de notre proposition est représenté par le fait qu'au cours de la campagne électorale européenne, elle a reçu le soutien de cinq des six têtes de listes des principaux partis européens et la promesse, de la part de Juncker, de considérer la proposition après les élections. Le Plan Juncker en constitue la réponse. Il a aujourd'hui commencé à être effectif. 10 comités nationaux, 68 ONG, 13 syndicats, 126 Maires (parmi lesquels ceux de Paris, Lyon, Lille, Rome, Turin et Pise), 47 personnalités du monde de la culture et de la politique et 50 membres du Parlement européen ont soutenu *ND4E*. Il y a des années qu'une campagne fédéraliste n'était pas arrivée à impliquer autant d'interlocuteurs du monde politique et de la société civile dans autant de pays européens simultanément. Nous avons lancé un mot d'ordre qui correspond aux besoins de larges couches de la population européenne et le monde de la politique n'a pas pu faire moins que de le reconnaître.

Nous pouvons affirmer que, alors que les trois ICE qui ont atteint l'objectif du million de signatures n'ont pas obtenu que la Commission formule les propositions législatives correspondantes, la nôtre est le seul cas pour lequel la Commission a transposé une proposition contenue dans une ICE et elle l'a fait avant la conclusion de la récolte de signatures. C'est pour cette raison que nous avons retiré l'ICE *ND4E*, mais en même temps, nous avons décidé de continuer la campagne *ND4E* pour poursuivre les objectifs qui n'ont pas encore été atteints (la création de nouvelles ressources propres à travers une taxe sur les transactions financières, une taxe carbone et d'obligations européennes de projets [*euro-project bonds*]), en recourant à un autre instrument de démocratie participative : la pétition (http:/www.newdeal4europe.eu/en/petition) au Parlement européen.

Il est vrai que nous n'avons pas atteint l'objectif du million de signatures, mais c'est le destin qu'ont connu

pratiquement toutes les ICE. Les difficultés rencontrées (le scepticisme, si ce n'est l'hostilité de la part de l'opinion publique et, ce n'est pas le moindre, la difficulté excessive de la procédure pour signer) sont telles que l'utilisation de l'ICE a quasiment cessé. Aujourd'hui, seules quatre sont en cours. Les institutions européennes sont en train de discuter sur ce qu'il faudrait faire pour sauver cette institution de démocratie participative (premier exemple d'initiative populaire des lois au niveau européen), qui avait suscité tant d'attentes et d'intérêts.

Quoi qu'il en soit, je pense que nous avons eu raison d'expérimenter cette institution novatrice qui a obtenu tant d'attention des institutions, du monde politique et de la société civile. Nous revendiquons la liberté d'expérimenter parce que nous sommes convaincus que personne ne détient la vérité *a priori*. C'est non seulement la connaissance mais aussi le succès des initiatives politiques qui se construisent laborieusement à travers les expériences. Nous qui aspirons à être l'avant-garde consciente du peuple européen, nous avions une sorte d'obligation morale d'être parmi les premiers à expérimenter l'instrument de l'ICE. Son utilisation nous a servi à confirmer ce que tous savent aujourd'hui -que l'institution va changer- et en même temps, à obtenir le résultat politique important illustré ci-dessus.

Le débat sur l'avenir de l'Europe est polarisé autour de deux positions qui occupent la scène politique : le néolibéralisme et le populisme. Le néo-libéralisme est l'idéologie qui, sur la vague de la globalisation, affirme que plus on réduit les contraintes du libre jeu des forces du marché, plus on développe la prospérité, la liberté et la paix. La prédominance, à partir des années 1970, de grandes concentrations de pouvoir économique sur le marché mondial a déterminé une régression de la politique, l'érosion de la souveraineté des Etats et des institutions démocratiques, la subordination des gouvernements au marché et de l'économie réelle à la finance.

D'autre part, le populisme croit pouvoir mettre sous contrôle les oligarchies financières en revenant aux souverainetés fermées et au nationalisme. C'est une position anachronique qui essaie de faire revenir en arrière le chemin de l'histoire comme si le retour aux souverainetés et aux monnaies nationales permettaient d'affronter les défis globaux dans un monde dont les protagonistes sont les Etats de dimensions macrorégionales.

C'est notre responsabilité d'affirmer le fédéralisme comme nouvelle pensée forte, capable d'apporter une réponse à la crise financière et économique et de promouvoir, à travers une Europe qui parle d'une seule voix, le modèle fédéral dans le monde. Nous devons revenir aux principes du *Manifeste de Ventotene* qui misait sur la Fédération européenne. Dans cette perspective, l'intégration économique se présente comme une étape sur la voie de l'union politique. C'est seulement dans le cadre d'une union fédérale que la politique pourra reprendre le dessus sur les marchés et étendre au niveau européen les principes de la démocratie, de l'Etat de droit et du gouvernement de l'économie. Avec une taxe sur les transactions financières et une taxe sur les émissions de CO2 -que l'on ne peut réaliser que dans le cadre de l'Eurozone-, il sera possible de mettre sous contrôle la spéculation financière et la pollution de l'environnement, doubler les ressources propres du budget européen et initier le transfert au Parlement européen du pouvoir de décider, non seulement des dépenses, mais aussi des recettes du budget européen.

Nous devons ramener la solidarité au coeur de l'Europe et mettre l'Europe au service des citoyens. La campagne « *New Deal for Europe* » (http:/www.newdeal4europe.eu), pour un plan européen extraordinaire de développement durable et pour la création d'emplois est la réponse aux deux urgences auxquelles l'Europe doit faire face : le chômage qui a dépassé dans l'UE le niveau de 23 millions et la désaffection d'un nombre croissant de citoyens vis-à-vis des institutions européennes.

La société civile européenne rencontre le Parlement européen Présentation de la Pétition *ND4E*

Un plan européen extraordinaire pour le développement durable et pour la création d'emplois

Traduit de l'anglais par Jean-Francis Billion - Paris

La réunion a été ouverte par Jo Leinen, Président du Mouvement Européen International, parlementaire européen et membre de la Commission des affaires constitutionnelles (*AFCO*), qui a souligné les difficultés sur la voie vers une Europe démocratique et fédérale, et l'importance que peuvent avoir des initiatives de la société civile, comme *ND4E*, pour pousser l'Europe à faire face à ses responsabilités. Lucio Levi, inspirateur et premier signataire de la Pétition, a donné lecture d'un message de soutien de Monsieur Giorgio Napolitano, Président honoraire de la République italienne, à *ND4E* ; il a par la suite illustré les objectifs de la Pétition et souligné les dangers d'une situation dans laquelle les citoyens se détachent des institutions européennes et l'urgence pour cette raison de répondre par des décisions immédiates aux problèmes qui assaillent les citoyens. Le premier membre du Parlement européen à prendre la parole a été Gianni Pittella, Président du Groupe socialiste et démocrate, qui a mis en lumière l'importance d'une telle réunion au Parlement européen en présence de membres de la société civile allemands, espagnols, français, italiens et des parlementaires européens, et qui par son existence témoigne aux membres du Parlement européen un engagement à poursuivre les objectifs de la Pétition *ND4E*.

Les interventions des représentants des organisations promouvant et soutenant la campagne *N4DE* ont suivi. De nombreuses personnes ont participé (liste disponible sur demande) et de nombreuses propositions ont été avancées. La Confédération européenne des syndicats (CES-*ETUC*) a apporté son soutien à la Pétition, de même que le groupe Verts-Alliance libre européenne du Parlement européen. Les représentants allemands, espagnols, français et italiens ont attesté de la gravité des conditions des salariés et des jeunes qu'ils aient ou non un emploi, de même que de celle

des immigrants, et l'urgence que des ressources et des investissements conséquents soient consacrés à la création de nouveaux et stables postes de travail. Toutes les organisations, chacune en regard des valeurs et des buts qu'elle poursuit, ont réaffirmé les propositions contenues dans la Pétition, toutes étroitement connectées aux sérieux problèmes sociaux et environnementaux découlant du déficit démocratique de l'actuelle Union européenne. La nécessité que le Parlement européen retrouve le rôle d'initiative qui doit être le sien a été unanimement réaffirmée.

Des membres du Comité européen *ND4E,* Jean Francis Billion (France) et Domenec Devesa (Espagne) se sont également exprimés sur la Pétition. La réunion a été clôturée par le parlementaire européen espagnol Juan Fernando López Aguilar et par le représentant du Comité italien *ND4E* Paolo Ponzano. Aguilar est revenu en détail sur les propositions de la Pétition et a réaffirmé son engagement à les soutenir. Paolo Ponzano a insisté que les prochains mois seraient décisifs en ce qui concerne l'augmentation des ressources propres dans le budget européen. Le Rapport Monti sur l'augmentation des ressources propres de l'Union européenne sera en effet présenté devant la Commission européenne avant l'été 2016. Si le Parlement européen devait laisser perdre l'opportunité de la révision du Cadre financier pluriannuel afin de demander la création de nouvelles ressources propres, la question serait alors repoussée aux années 2020/2021, mais ce pourrait être trop tard pour regagner le consensus des citoyens en faveur du projet européen.

Les signaux négatifs venant d'une partie de l'opinion publique sont inquiétants. L'Europe ne peut pas plus longtemps ignorer les problèmes sociaux, environnementaux et de sécurité qui nous menacent et cela rend nécessaire une initiative de l'Europe pour le développement et la paix dans la région méditerranéenne. Les organisations représentant la société civile qui ont présenté la Pétition *ND4E* surveilleront ceux qui doivent prendre des décisions, et seront prêtes, en cas de besoin, à agir afin de rappeler les objectifs promis par la Campagne *ND4E*.

L'enregistrement vidéo de la réunion de Bruxelles sur 15 mars sur la Pétition *ND4E* est disponible sur Youtube à l'adresse suivante : http://tinyurl.com/ND4E-Assembly-15032016. Toutes les nouvelles pourront être trouvées dans la prochaine *Newsletter* de la Campagne *ND4E* et sur son site internet : www.newdeal4europe.eu

Féd'Actualité - 1

A propos de la question kurde, du droit de ne pas tuer, des migrations et des diasporas…

La question kurde vue d'Europe Point de vue d'une députée européenne

Marie-Christine Vergiat
Députée européenne Gauche unie européenne (GUE) – Coprésidente du groupe d'amitié avec le peuple kurde au Parlement européen

Pour comprendre le combat du peuple kurde, il est nécessaire de faire un retour en arrière. C'est au moment de la première guerre mondiale que s'est jouée la négation de son droit à un Etat indépendant. En 1916, la France et le Royaume-Uni ont signé des accords secrets pour s'assurer le contrôle du Moyen-Orient, les accords Sykes-Picot. Après la défaite de l'Empire ottoman et la victoire des nationalistes turcs, les Alliés ont reconnu la République de Turquie et sacrifié les Kurdes. Le Traité de Sèvres de 1920, qui reconnaissait le droit du peuple kurde à un Etat, est jeté aux oubliettes de l'Histoire et les Kurdes sont répartis entre quatre Etats : Turquie, Syrie, Irak et Iran.

Depuis, les Kurdes n'ont cessé de subir des persécutions. Ce sont ces répressions qui ont poussé notamment à la création du *PKK* (Parti des travailleurs du Kurdistan) à la fin des années 1970 et à la lutte armée après le coup d'Etat militaire de 1980. S'ensuivent des années de guerre civile notamment dans les années 1990 où 4.000 villages kurdes sont rasés par les autorités turques.

N'oublions pas non plus les 5.000 Kurdes d'Irak exterminés par les gaz chimiques de Saddam Hussein et il en a été de même en Iran et en Syrie.

Après la guerre d'Irak, les Kurdes de ce pays se sont vus reconnaitre une large autonomie.

En 2002, l'*AKP* (Parti de la justice et du développement) arrive au pouvoir en Turquie avec le soutien de certains Kurdes qui ont cru aux promesses de reconnaissance de leurs droits par l'*AKP*.

S'ensuivent quelques années d'accalmie mais la situation se détériore de nouveau à partir de la fin des années 2.000, malgré une nouvelle tentative de processus de paix en 2013,

et atteignent leur sommet depuis les élections du 7 juin 2015 où le *HDP* (Parti démocratique des peuples, coalition pro-kurde rassemblant aussi d'autres minorités dont les droits sont bafoués en Turquie) obtient 13 % des voix.

Recep Erdogan, faute de majorité absolue à la Grande Assemblée nationale, voit son rêve de présidentialisme s'éloigner. Alors qu'Abdullah Öcalan a été remis à l'isolement en avril 2015, le Président turc s'appuie sur l'assassinat de trois soldats en juillet pour déclencher une vague de répression sans précédent contre les Kurdes. Les élections de novembre dernier aggravent encore la situation.

Aujourd'hui, le bilan est lourd : plus de 768 civils assassinés depuis juillet 2015 dont 87 femmes et 98 enfants y compris en bas âge. Comment peut-on faire croire que ces enfants sont des terroristes. Les méthodes utilisées par les autorités turques sont celles de la guerre et même le droit de celle-ci n'est pas respecté notamment pour l'évacuation des morts et des blessés dans les zones de conflit.

Les principaux dirigeants de l'Union européenne (UE) observent un silence coupable, obsédés par la question des réfugiés. Oui, 850.000 personnes ont traversé la Méditerranée depuis les côtes de la Turquie jusqu'en Grèce, prenant des risques inouïs. Comment les gardes côtes turques ont-ils pu ne rien voir et laisser faire les passeurs ?

En réalité, par là-même, les autorités turques ont trouvé un moyen de chantage idéal sur les dirigeants européens et cela marche comme vient de le démontrer l'odieux accord UE/Turquie qui bafoue le droit international et le droit européen en matière d'asile.

Nous avons le devoir de briser le mur du silence et de tout faire pour dénoncer ce qui se passe dans le Sud-Est de la Turquie tout comme la répression qui frappe celles et ceux qui osent le dénoncer et notamment les journalistes et les universitaires. Le Parlement européen entend jouer son rôle en ce domaine. Les Kurdes y comptent de nombreux ami(e)s.

« Un an après la libération de Kobané ». A propos de la question kurde… et du Moyen-Orient

Jean-Francis Billion
Rédacteur en chef de *Fédéchoses* –
Membre du Comité directeurde l'UEF France - Paris
Jean-Luc Prevel
Secrétaire général de Presse Fédéraliste
– Vice-président de l'UEF Rhône-Alpes

Il y a quelques semaines une réunion, « Un an après la libération de Kobané – Comment soutenir le peuple kurde dans la défense de ses droits et dans la construction du confédéralisme démocratique ? » a été organisée par l'association Amitiés kurdes de Lyon et Rhône-Alpes, fondée en février 2015 à l'initiative de la CIMADE et présidée par Thierry Lamberthod, également membre de l'UEF Rhône-Alpes. Elle a réuni environ 70 personnes à la Mairie du 1er arrondissement de Lyon le vendredi 29 janvier, dont la Maire socialiste d'arrondissement qui s'est exprimée dans le débat et divers représentants de la diaspora kurde locale, proches du *PKK* (Parti des travailleurs du Kurdistan) ou d'un parti d'essence libérale (nous semble-t-il du Kurdistan d'Irak).

Trois autres militants fédéralistes lyonnais, Hocine Hamidouche et nous, y avons également participé afin de mieux appréhender la réalité multiple et complexe du peuple kurde considéré comme le plus grand « peuple sans Etat » du monde, actuellement éclaté (depuis les Traités internationaux ayant clôturé la première guerre mondiale) entre de nombreux Etats du Proche-Orient (sans compter une importante diaspora dans l'Union européenne [UE] et ailleurs) mais principalement entre quatre d'entre-eux : la Turquie, l'Irak, la Syrie et l'Iran, représentant dans certains cas jusqu'à 20 % ou plus de leur population. Pour illustrer la complexité de ce peuple, souvent martyr même lorsqu'il a parfois participé à des génocides visant d'autres nationalités comme les Arméniens ou les Assyro-chaldéens, signalons aussi que la langue kurde est multiple et divisée en plusieurs variantes, et que la population kurde se partage entre de nombreuses religions. Mais ce n'est pas là, au-delà de ces quelques précisions, l'objet de notre propos.

La réunion a commencé avec un rappel, par Mme. Pierrette Meynier, de l'histoire et de l'action de la CIMADE, organisation d'origine protestante fondée en 1939 à Bièvres (Comité inter-mouvements auprès des évacués), et de son combat actuel pour le maintien de l'ouverture des frontières de l'UE aux réfugiés en provenance du Moyen-Orient et en particulier de Syrie et d'Irak. A sa suite la journaliste italienne Selene Veri ayant passé quelques jours à Kobané juste après sa libération par les Kurdes du joug de *Daesh* a présenté avec un montage diapo son témoignage avant que ne soient lus de courts extraits d'une brochure du *leader* kurde Abdullah Ökalan, emprisonné en Turquie depuis 1999, *Confédéralisme démocratique*. Ces deux mots résument en effet la nouvelle ligne politique du principal parti politique kurde de Turquie, le *PKK* fondé en 1978, depuis qu'il a renoncé au séparatisme et à la lutte armée, transformant ses forces armées en « milices d'autodéfense ». Ces extraits se rapportaient à deux thèmes : la stricte égalité entre les genres à tous les niveaux de décision de la société, du parti ou des associations qui en dépendent et le rôle et la représentation des diverses communautés nationales et culturelles au sein de la société et de ses divers organes. Le tout sur la base de l'expérience actuellement en cours dans les cantons kurdes de Syrie, dont l'ensemble porte le nom de *Rojava* (l'ouest en kurde) *de facto* indépendant de la Syrie depuis novembre 2013. Depuis la conférence, du reste, les Kurdes de Syrie au grand dam de la Turquie et de diverses factions syriennes, aussi bien dans l'opposition modérée que de la part du gouvernement Assad, ont annoncé, dans les zones qu'ils ont libérées avec leurs alliés arabes ou assyro-chaldéens du joug djihadiste, la fondation d'une zone autonome et fédérale… qui, à nos yeux justifie d'autant plus l'intérêt que nous leur portons.

Qu'est-ce que le « confédéralisme démocratique ». La place nous manque ici pour définir précisément cette formule mais notons qu'elle se rapproche par certains aspects du fédéralisme européen et même mondial, mais aussi du fédéralisme « intégral » professé par Alexandre Marc, même

s'il semble douteux que ce dernier figure parmi les sources d'Ökalan, celles-ci semblant plutôt devoir être recherchées du côté de certains penseurs marxistes dissidents, libertaires ou anarchistes. N'empêche que les critiques de l'Etat-nation et même de l'inefficacité des Nations unies qui en sont en fin de compte l'aboutissement, ne peuvent que nous intéresser et demander une analyse plus fouillée de notre part. Nous ne sommes pas loin de penser, avant de l'avoir entamée ou d'y avoir contribué, que le « confédéralisme démocratique » pourrait avoir beaucoup à apporter à une réflexion fédéraliste sérieuse sur l'avenir du Moyen-Orient tout entier et en particulier sur la résolution du conflit israélo-palestinien. La résolution des problèmes actuels de cette région du monde ne peut en outre laisser les fédéralistes et les Européens indifférents à l'heure des problèmes migratoires que nous connaissons. Nous reprenons ici pour illustrer notre propos un bref extrait de la brochure (en ligne, comme d'autres de ses écrits et / ou positions du *PKK*) d'Ökalan *Confédéralisme démocratique*. « Le droit à l'autodétermination des peuples comprend le droit à un Etat propre. La fondation d'un Etat ne permet cependant pas d'augmenter la liberté d'un peuple, et le système des Nations unies, fondé sur les Etats-nations, a démontré son inefficacité. Les Etats-nations se sont ainsi mis à représenter de sérieux obstacles face aux évolutions sociales. Le confédéralisme-démocratique est le paradigme inverse, celui des peuples opprimés. Le confédéralisme-démocratique est un paradigme social et non pas étatique. Il n'est pas contrôlé par un Etat (central), il représente les aspects organisationnels et culturels d'une nation démocratique. Le confédéralisme-démocratique est fondé sur la participation de la population, et ce sont les communautés concernées qui y maîtrisent le processus décisionnel. Les niveaux les plus élevés ne sont présents qu'afin d'assurer la coordination et la mise en oeuvre de la volonté des communautés qui envoient leurs délégués aux assemblées générales (*cf.* l'article « Pourquoi un confédéralisme-démocratique », publié par Eden Dersim sur le site Réseau d'informations libres de la Mésopotamie le 3 septembre 2014).

La dernière partie de la conférence a été l'intervention de Madame Marie-Christine Vergiat, parlementaire européenne de la Gauche unie européenne qui a apporté un témoignage précieux sur le travail effectué au Parlement européen par des élus de divers groupes politiques mais aussi la difficulté à obtenir une position satisfaisante de l'Assemblée à cause du *lobbying* fait en sens opposé par des élus proches des thèses de la Turquie. Madame Vergiat s'est également insurgée que, de nombreuses années après l'abandon de la lutte armée (malgré sa reprise récente suite à la décision du Président Erdogan de mettre fin au processus de négociation en cours pour une résolution pacifique et démocratique de la « question kurde » en Turquie) et de la revendication indépendantiste au profit d'une simple demande d'autonomie interne et de reconnaissance de droits en matière linguistique et culturelle au sein d'une Turquie démocratique, le *PKK* soit toujours considéré par les Etats-Unis et l'UE comme une organisation terroriste. Elle a également dénoncé la répression policière envers les milieux et les élus kurdes tout en notant que la France suivait elle-même depuis quelques mois une pente savonneuse en matière de respect des droits de la personne avec en particulier le maintien de l'Etat d'urgence et la déchéance de la nationalité. Elle a enfin, toujours à raison, dénoncé le rôle sinistre et trouble de la Turquie vis-à-vis de l'Etat islamique et du terrorisme djihadiste.

Déclaration commune d'objecteurs de conscience égyptiens, grecs, israéliens et turcs

Traduit de l'anglais par Jean-Francis Billion - Paris

Introduction de Sahar M. Vardi - saharmvardi@gmail.com

Début 2014 une réunion s'est tenue à Nicosie (Chypre) avec des objecteurs de conscience de la région de la Méditerranée orientale. Des groupes de la République de Chypre, de Chypre du nord, de Turquie, de Grèce, d'Egypte et d'Israël se sont réunis pour parler de la persécution des objecteurs de conscience dans les différents pays de la région et, plus important, de comment résister.
Depuis lors, la région s'est enfoncée encore plus profondément dans les guerres et les destructions, ce qui a mené à la plus importante crise de réfugiés depuis la seconde guerre mondiale et entraîné un flux sans cesse croissant d'armes et de forces armées dans la région. Dans le même temps, ceux qui refusent de prendre part aux guerres et de résister à la conscription sont poursuivis et parfois emprisonnés dans toute la région. Actuellement Tair Kaminer est emprisonné en Israël, l'Egyptien Samir Elsharbaty est poursuivi pour son refus, et, dans le Nord de Chypre (partie occupée par la Turquie, ndt) Haluk Selam Tufanli et Hilmi Hami sont poursuivis. Cette réalité a conduit des membres de diverses organisations d'objecteurs de conscience de la région à publier une prise de position commune mettant en lumière cette importante question, tout particulièrement dans une époque de guerre et de destruction.[3]

Nous sommes des objecteurs de conscience de toute la région de la Méditerranée orientale. Notre région a souffert depuis si longtemps d'oppression, d'injustice, de militarisation, d'occupations militaires et de guerres, autant que de pauvreté, d'illétrisme, de la faim et du manque d'infrastructures sociales. Dans cette période difficile, alors que notre région semble tomber encore

[3] Texte et introduction transmise par Shimri Shimriz. Shimri étant lui-même un ancien objecteur de conscience israélien et à ce titre un ancien détenu politique ; il est depuis quelques années un membre très actif du Conseil du *World Federalist Movement.* (Ndt).

plus dans le chaos de la guerre, nous élevons une voix commune pour la paix et contre la militarisation.

Nous refusons de permettre à ce cycle de violence, amorcé par des Etats et des intérêts économiques oppresseurs, de continuer ; nous refusons d'en faire partie ; nous refusons d'être des ennemis de peuples juste parce qu'ils sont d'une nationalité ou d'une religion différente ; nous ne nous laisserons pas entraîner dans leurs guerres ou leurs armées menant à la mort ou à la destruction dans la région. Notre région est l'une des plus militarisées dans le monde, par la conscription (militaire) obligatoire dans toute la région, par des frontières hautement militarisées et des solutions militaires à tous les conflits jusqu'à des occupations anciennes ou nouvelles de populations civiles par des forces armées tuant et oppressant les hommes, les femmes et les enfants. Nous pensons que cette violence est systématique et affecte la région tout entière, mais qu'elle n'en est pas intrinsèque, et que tel n'est pas notre choix en tant que résidents de cette région désireux de vivre dans la paix. Notre région a prouvé à de nombreuses reprises que les solutions militaires ne sont jamais durables et ne mènent sur le long terme qu'à plus de violence, tout en causant la mort et la destruction sur le court terme.

La réaction du monde à la violence actuelle dans la région devrait être de construire les sociétés, d'assister les réfugiés et de s'impliquer dans la médiation entre les partis en lutte, pas de vendre des armes, de bombarder ou de fournir de l'assistance militaire.

Les guerres dans notre région ont conduit à la pire crise des réfugiés depuis la seconde guerre mondiale, avec des millions de personnes fuyant les guerres et l'oppression, pour ne trouver que du racisme, de la répression ou même la mort alors qu'ils cherchaient à atteindre un lieu plus sûr. Cette crise a mené à des « solutions » militaires telles que l'engagement et l'assistance militaire internationaux et la militarisation des frontières. Des « solutions » qui traitent les réfugiés comme une menace pour la sécurité et ne font qu'accroître la guerre et le chaos dans la région. Nous exprimons notre solidarité avec les réfugiés, nous les accueillons et nous déclarons que nous continuerons à refuser de « garder les frontières », menant ainsi à la mort ou à l'emprisonnement de (dizaines de) milliers de réfugiés dans la région.

Bien que dans de nombreux pays, les objecteurs de conscience sont considérés par l'armée, l'Etat, voire même par des secteurs de la société comme une « menace », il est désormais plus clair que jamais que la menace pour nos sociétés ne vient pas de gens qui refusent de participer à des guerres ou de servir dans des armées mais des militaires et des guerres.

Nous exprimons notre solidarité avec les objecteurs de conscience actuellement persécutés par les autorités militaires israéliennes, turques et grecques et nous demandons l'arrêt des poursuites et de l'emprisonnement à leur égard.

Nous résistons à la conscription, en exerçant notre droit internationalement reconnu à l'objection de conscience (malgré la persécution que nous subissons dans de nombreux pays de notre région) et nous montrons notre solidarité avec ceux qui sont affectés par la guerre.
Nous allons coopérer dans toute la région pour :

- soutenir tous ceux qui s'opposent aux guerres en refusant le service militaire et la participation à la guerre pour quelque raison que ce soit, politique, philosophique, religieuse ou autre ;
- arrêter les persécutions contre les objecteurs de conscience ;
- abolir la conscription.

Tout en faisant campagne contre la conscription, nous ne souhaitons pas que les armées à conscription soient remplacées par des armées professionnelles, qui ne seraient pas non plus la solution aux problèmes de notre région.

En fin de compte, en dépit de nos antécédents différents, de nos idéologies et de nos vues sur les manières de lutter pour la libération, nous sommes d'accord. Nous partageons tous un rêve commun pour un monde où tout le monde partagerait des droits égaux et nous vous appelons à vous joindre à nous dans ce rêve et à refuser de participer à sa future destruction.

Migrations, diasporas, acteurs mondiaux : pour une nouvelle forme d'Etat au XXI° siècle

Giampiero Bordino
Professeur d'Histoire contemporaine et analyste politique – Turin

Traduit de l'italien par Jean-Luc Prevel – Lyon
Article publié conjointement avec *The Federalist Debate* – Turin

Les grands processus migratoires globaux qui découlent d'une part de raisons essentiellement économiques et d'autre part, et d'une manière croissante, de véritables « catastrophes » (conflits, guerres civiles, désastres environnementaux, etc.), constituent une réalité nouvelle et inédite, au moins par sa rapidité et ses dimensions. L'Europe, avec les grands flux migratoires provenant de l'aire méditerranéenne (Moyen-Orient, Afrique du Nord et Afrique sub-saharienne, etc.), est ces derniers mois et dernières années, un des principaux points critiques de cette nouvelle réalité. Des centaines de milliers et en perspective des millions de personnes, principalement des réfugiés provenant de pays en guerre, d'« Etats faillis » et de régimes politiques despotiques, se pressent aux frontières de l'Europe et adhèrent de diverses manières aux différentes sociétés nationales du continent. De nouvelles diasporas ou des éléments de diasporas déjà présentes sur le territoire européen déterminent donc, déjà maintenant mais encore plus dans l'avenir, des types de sociétés toujours plus

multiculturelles, intriquées avec d'autres venant d'autres continents, maillées et mélangées. Les grandes migrations des dernières années, et la présence des diasporas toujours plus évidentes qui s'ensuivent, ont ouvert en Europe, une Europe dont l'Union d'Etats est politiquement incomplète et donc impuissante, une phase sociale et politique toujours plus difficile à gérer qui est intriquée avec et aggravée par la crise économique née des années 2007-2008 qui a été affrontée avec des politiques totalement erronées et qui n'est donc pas encore résolue. Les migrations et la présence de diasporas, et dans la dernière période l'émergence ou la réapparition d'attentats terroristes d'inspiration principalement islamiste, ont alimenté en Europe des méfiances, des peurs, des réactions néo-nationalistes et xénophobes, surtout dans les secteurs de la société les plus faibles, davantage touchés par les effets négatifs de la globalisation et des politiques européennes d'austérité et moins armés culturellement. De cette manière, les secteurs les moins à même de bénéficier de l'opportunité positive la plus séduisante de la globalisation qui consiste en la possibilité d'être « de la maison du monde », physiquement et virtuellement, et condamnés en revanche à subir, ou au moins à percevoir qu'on doit subir « le monde dans la maison » avec tous les problèmes et inquiétudes que tout cela comporte.

D'une manière plus générale, la présence de diasporas, c'est à dire de populations « dispersées » provenant d'autres pays et continents mais en même temps, dans une certaine mesure, encore liées aux lieux d'origine, caractérise toujours davantage non seulement l'Europe mais tous les continents du monde. Ce n'est pas un hasard si un anthropologue indo-américain qui fait autorité, Arjun Appadurai (*Modernity at Large. Cultural Dimensions of globalization*, éd. *University of Minnesota Press*, 1996), déjà dans les années quatre-vingt-dix, avait défini les Etats-Unis, non plus comme un "*melting pot*", selon une définition classique, mais comme « le noeud d'un réseau post-national de diasporas ». Vraisemblablement, à cause des migrations et en même temps de l'opportunité offerte par les nouvelles technologies des transports et des communications qui permettent « d'aller et venir » entre nouveaux pays d'installation et lieux d'origine, un nombre croissant de sociétés, en Europe et hors d'Europe, tendent à devenir également « des noeuds de réseaux de diasporas », dans un horizon toujours plus global et post-national. Les données empiriques, pour ne donner que quelques exemples, témoignent dès maintenant d'une manière évidente, de cette nouvelle configuration du monde. L'Europe d'où ont émigré au cours du XIX° siècle au moins 70 millions de personnes, compte aujourd'hui dans le monde une diaspora (descendants d'Européens) estimée autour de 480 millions d'individus. L'Italie, pour prendre un cas européen spécifique, avec 60 millions d'habitants, a aujourd'hui une diaspora estimée à 80 millions de personnes. On présume que la diaspora chinoise est d'environ 40 millions de personnes. La diaspora indienne de 20 à 30 millions. Un petit pays comme le Liban, avec 4 millions d'habitants, a au dehors de ses frontières, dans les divers continents, 14 millions de Libanais avec leurs descendants. Toutes les diasporas, celles mentionnées à titre d'exemple et les nombreuses autres qui parcourent le monde, ont assumé au cours du temps une subjectivité et aussi un « poids » dans les rapports internationaux toujours plus visibles et importants. Un signe de la visibilité et de la subjectivité de la présence des diasporas est offert sur les réseaux virtuels. Une recherche internationale initiée en 2003 (*E-Diasporas Atlas,* publié par la Maison des Sciences de l'Homme de Paris en 2012) a recensé la présence en ligne de 28 diasporas, avec leurs sites, leurs forums, leurs « médias sociaux ». Et pour ce qui concerne en particulier leur rôle et leur « poids » (actuel et plus encore potentiel), il est significatif qu'en mai 2011, la Secrétaire d'Etat des Etats-Unis, Hillary Clinton, ait fait naître *IDEA* (*International Diaspora Engagement Alliance*), organisation non-lucrative et non-partisane, sous la forme d'un *partnership* public-privé entre le Département d'Etat des Etats-Unis, l'*US Agency for International Development* (*USAID*) et *Calvert Foundation*, avec un programme de promotion du rôle, de l'engagement et de la connexion entre toutes les diasporas. Cette initiative est, c'est évident, en fonction des intérêts et de la politique extérieure des Etats-Unis, mais elle n'en est pas moins significative du rôle et du poids croîssant des diasporas, que ce soit dans la réalité ou dans la perception collective.

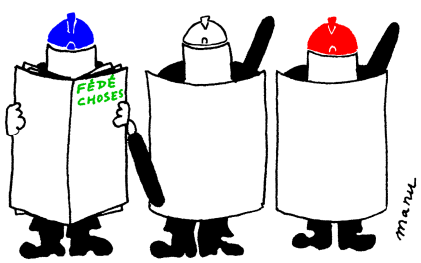
Mais que sont donc, en substance, les diasporas ? Qu'est-ce qui les connote et en détermine le rôle et l'identité ? La condition de la diaspora a été efficacement définie comme une condition de tension entre le « d'où l'on vient » et le « où l'on est maintenant ». Celui qui vit en diaspora a une identité « avec un trait d'union » (il est indo-américain, turco-allemand, italo-américain, franco-algérien, etc.), il a plusieurs appartenances, pratique plusieurs langues et plusieurs cultures, il a même plusieurs citoyennetés. Le problème de l'identité se situe dans ce cadre central de la condition de la diaspora. L'identité, de toute évidence, n'est pas donnée mais construite, relationnelle (construite dans le rapport aux autres), procédurale et plurielle, en tant qu'on pratique et qu'on perçoit en même temps plusieurs dimensions identitaires. Dans le discours de l'écrivain italien Claudio Magris, « L'identité authentique ressemble à une poupée russe, chacune d'elle en contient une autre et s'insère à son tour dans une autre plus grande ». Comme tous, mais d'une manière plus spécifique et sensible, les personnes en diaspora vivent aussi le « paradoxe de l'identité » : l'identité offre une cohésion et un sens de l'appartenance, mais en même temps elle divise entre « nous » et « les autres » et il y a toujours un équilibre difficile entre ces deux potentialités. C'est justement cette condition complexe, brièvement dessinée, qui explique quel est et surtout quel peut être le rôle culturel et social des diasporas. La diaspora, comme cela a été dit, ouvre des espaces de négociations entre les cultures. « C'est une alternative à la métaphysique de la race, de la nation et de la culture territoriale délimitée... c'est un concept qui dérange la mécanique historique et culturelle de l'appartenance » (Paul Gilroy, *The Black Atlantic. Modernity and Double Consciousness,* éd. Verso, Londres ? 1993). De ce point de vue, la subjectivité des diasporas, si elle émerge et mûrit, peut contribuer au dialogue des civilisations, à la vie en commun au sein des sociétés et des Etats et entre les différentes sociétés et les différents Etats. En bref, la diaspora fonctionne selon la logique des ponts et non selon celle des murs qui est au contraire typique des sociétés et des Etats dominés par la peur qui, habituellement dans l'histoire, prélude aux conflits et aux guerres.

Dans un contexte et une perspective comme celle que nous avons ici dessinée, la nécessité de repenser le problème de

la forme de l'Etat, de la démocratie et du projet fédéral lui-même « incarné » pour la première fois dans la Constitution américaine de 1787, apparait évident. En ce début du XXI° siècle, alors qu'il semble qu'une sorte de guerre civile permanente globale se soit engagée, gérée par des acteurs privés (le terrorisme transnational, la criminalité organisée, etc.) et publics (les Etats et leurs guerres plus ou moins « préventives »), nous sommes confrontés à un défi existentiel décisif : comment faire vivre ensemble, pacifiquement et dans une affinité réciproque, selon les mécanismes de la démocratie et du consensus, des groupes humains toujours plus différents et mélangés sur un même territoire, dans un espace partagé et sous une autorité politique commune ? Le constitutionnalisme du XXI° siècle, plus spécifiquement, est confronté à un défi tout aussi décisif : comment garantir, par quelle architecture et avec quelles procédures, une unité politique malgré les différences et, inversement, comment préserver les différences malgré l'unité politique ? Et la pensée fédéraliste, en particulier, comment peut-elle assumer dans sa perspective et ses réflexions, la « segmentation » inédite dont les diasporas transnationales constituent un cas exemplaire mais non unique qui, d'une certaine manière, désarticule et fragmente les sociétés et les Etats ? Un « *foedus* » (pacte) entre différents Etats disposés à partager la souveraineté, avec une architecture multi-niveaux, du local au global, est historiquement à la base du projet fédéraliste. Mais comment le réaliser entre des Etats fragmentés, désarticulés, mélangés ? Le « *foedus* » (pacte) doit, dans une certaine mesure, s'articuler en « *foedera* » (pactes), assumer des dimensions et des aspects culturels en plus des aspects institutionnels et se traduire dans un processus complexe de constitutionnalisation de la pluralité d'identités, d'appartenances et de citoyennetés qui sont destinées à vivre ensemble dans un même lieu et sous une autorité commune. Il s'agit de faire face à des demandes de reconnaissance des différentes identités collectives, dans une logique partagée de réciprocité, de garantir les biens publics fondamentaux (la paix, la sécurité, le travail, la connaissance, etc.) à toutes les parties diverses et plurielles qui composent la société et en même temps de garantir l'unité de la « *polis* », sous une forme commune d'Etat. Il faut qu'il soit bien clair que l'alternative à tout cela, c'est le conflit, la « purification ethnique », la guerre au sein des civilisations et entre les civilisations. En substance, et pour mettre aussi en évidence la stupidité pathétique de ceux qui soutiennent la logique des murs et de la défense identitaire contre la vie en commun dans la diversité, le triomphe des stratégies et des (anti)valeurs du terrorisme transnational, qui nous proposent précisément la construction de sociétés fermées, terriblement identitaires, fondées sur une opposition métaphysique entre « nous » et « eux ».

Ce défi historique auquel les sociétés du XXI° siècle sont confrontées survient, au moins et avant tout en Europe, dans le contexte du déclin des grandes idéologies du XX° siècle qui donnaient du sens et un horizon, même si elles étaient inadaptées par rapport aux temps nouveaux, à l'histoire et à la politique. Dans une situation de crise et de déclin des grandes organisations politiques (les partis politiques de masse, les organisations intermédiaires entre les individus et la collectivité, etc.) qui, dans une certaine mesure incarnaient ces grands projets et les traduisaient en politiques et en programmes. Dans un contexte de crise et de dépérissement des systèmes de sécurité sociale (eux aussi nés du XX° siècle) qui alimentaient le sentiment d'appartenance et de reconnaissance réciproque et, en substance, fondaient la légitimation de l'Etat commun. Enfin, dans une situation de recul des processus d'intégration supranationale, de retour aux nationalismes xénophobes, et par conséquent aussi de prédominance croissante des pouvoirs économiques globaux par rapport aux démocraties nationales qui, par leur nature même (étant donné qu'elles constituent un niveau de gouvernement inadéquat par rapport à la mondialisation des problèmes et des acteurs en jeu), sont impuissantes à les contrôler et à les gérer. Pour la pensée et les mouvements d'inspiration fédéraliste, un grand chantier s'ouvre, théorique et de projet politique, qui implique cependant une disponibilité à l'innovation et au dialogue avec d'autres expériences et d'autres cultures. Comment penser, concevoir, donner une politique opérationnelle à un fédéralisme, non seulement des Etats, mais aussi des cultures et des civilisations ? Comment donner au discours fédéraliste une dimension, nous seulement institutionnelle, mais aussi culturelle, anthropologique, « narrative » ? Comme construire une forme d'Etat multi-niveaux et à la fois multiculturel, en mesure de correspondre aux nouveaux problèmes du vivre ensemble ? Et enfin, pour reprendre le thème des disporas, comment mettre en valeur les objectifs dessinés jusqu'ici par le grand patrimoine d'expériences et de cultures de ces nouveaux acteurs transnationaux et globaux ? Un ensemble de demandes difficiles et exigeantes auxquelles il faut toutefois tenter au plus vite de répondre si l'on veut contribuer à garantir la paix et redonner une perspective crédible à la démocratie politique. Comme il arrive souvent dans l'histoire, le temps disponible pour donner ces réponses risque à la fin, et avec l'inconscience des acteurs en jeu, de devenir trop court.

Faîtes comme lui, abonnez vous !



Un accord « historique » sur le climat à Paris : mais l'humanité saura-t-elle se sauver à temps ?

Roberto Palea
Président du Centre d'études sur le fédéralisme de Turin
Article publié conjointement avec *The Federalist Debate* - Turin

Traduit de l'italien par Jean-Luc Prevel - Lyon

1.

L'Accord sur le climat de Paris, du 12 décembre 2015 est considéré comme de portée « historique », non seulement parce qu'il est « universel », ayant été approuvé par quasiment tous les pays de la Terre (195 Etats), mais parce que ceux-ci, partageant le sentiment de l'urgence d'arrêter le désastre écologique, ont reconnu (même si c'est avec au moins 20 ans d'un retard coupable), que le réchauffement global est un phénomène de dimensions mondiales et qu'il doit donc être affronté ensemble par tous. L'Accord a en outre reconnu qu'il est nécessaire de dépasser rapidement l'ère de l'énergie primaire produite au moyen de l'utilisation des carburants fossiles (charbon, pétrole, gaz naturel) dans la mesure où elle comporte des risques incalculables, à cause de l'homme, pour la survie même du genre humain.
Les objectifs que l'Accord se fixe sont aussi exigeants et ambitieux que les moyens et les instruments qu'il propose pour les poursuivre sont faibles et à peine crédibles.
L'Accord prévoit de contenir l'augmentation de la température moyenne de la planète dans le siècle en cours, bien en dessous du seuil de 2° C. par rapport à l'ère préindustrielle, en poursuivant l'objectif de la limite de 1,5° C., conformément aux instances du IPCC (*Intergovernmental Panel on Climate Change*) et aux dernières recherches scientifiques (parmi lesquelles, celle du météorologue James Hansen).
Le respect de cette limite requiert la décarbonisation complète de l'économie mondiale bien avant 2050, période indiquée par l'ONU avant la Conférence de Paris, comme cohérente avec la limite de 2° considérée maintenant justement comme excessivement élevée.
Le régime énergétique adopté aux différentes époques historiques a toujours influé dans une mesure déterminante sur le mode de production, sur la structure de l'économie et de la société elle-même.
C'est pourquoi le dépassement tendanciel de l'ère des carburants fossiles représente une véritable révolution parce qu'elle comporte la transition vers un paradigme énergétique complètement différent de l'actuel, basé sur l'économie d'énergie, l'usage rationnel de l'énergie et l'utilisation de sources renouvelables pour la production d'énergie (en particulier le solaire et l'éolien).

Dans la seconde partie de la révolution industrielle, la découverte de l'immense trésor des combustibles fossiles déposés dans les entrailles de la terre (charbon, pétrole et gaz naturel), exploité au moyen de la machine à vapeur et du moteur à combustion interne, a fourni une quantité d'énergie apparemment illimitée et disponible, en s'appropriant les ressources naturelles de la terre.
Le rythme, la rapidité et le flux des activités économiques rendus possibles par l'exploitation des combustibles fossiles furent stupéfiants.
La production agricole explose et la productivité de l'activité humaine augmente aussi, avec comme conséquence un bien-être économique qui implique une croissance démographique massive (d'un milliard de personnes aux 7 milliards actuels) et la concentration des implantations humaines dans des centres urbains complexes et densément peuplés.
Le nouveau paradigme énergétique basé sur l'économie d'énergie, l'usage rationnel de l'énergie et de sources renouvelables n'entrainera pas des transformations moins importantes.
Les habitations des hommes seront construites selon des critères bien différents des critères actuels en adoptant des systèmes à même de transformer les édifices en constructions passives sur le plan énergétique ; les villes seront radicalement repensées en fondant le transport sur des moyens publics à zéro émission ; les centrales de production d'énergie électrique, solaire et éolienne, seront de dimensions réduites, disséminées d'une manière adéquate sur le territoire en utilisant des panneaux photovoltaïques et des cellules à combustibles situés de préférence sur les toits des habitations, des usines industrielles ou des centres commerciaux ; l'énergie électrique ainsi produite sera distribuée selon la technologie *inter-grid* grâce à l'utilisation des systèmes informatiques et d'internet ; l'alimentation des véhicules électriques se fera au moyen de réseaux de distribution capillaires, dans des stations-services assorties de bornes de *plug-in* dotées de cellules à combustible pour produire et distribuer de l'hydrogène sur place.
Cela demandera un engagement technologique fort et la nécessité de créer de nouveaux emplois dans le secteur de la *green economy* en stimulant le développement économique des pays sous-développés et en voie de développement ce qui induira dans les pays sous-développés, un développement endogène basé sur la disponibilité, surtout dans ceux qui sont « riches en soleil », dans le sud du monde, de sites d'énergie produite sur place à prix limités en utilisant la source solaire inépuisable et gratuite
L'Accord de Paris sur le climat, dans sa signification la plus profonde, implique tout cela et met en évidence les conditions nécessaires pour s'opposer au réchauffement global avant qu'il soit trop tard.

Il faut par ailleurs rendre compte des facteurs réels qui ont

favorisé, d'une manière déterminante, la conclusion des Accords de Paris :

a) La Chine a expérimenté directement les effets de l'augmentation importante de la consommation de carbone sur la qualité de l'air devenu irrespirable dans les districts industriels et dans les villes et le nombre de morts causées chaque année par les maladies respiratoires. Le développement économique chinois qui a comporté une augmentation de 400 % du PIB par tête depuis 1997, a généré une classe moyenne de citoyens toujours plus nombreuse qui réclame des améliorations des conditions de vie dans les villes.
La première conséquence politique a été l'introduction, voulue par Xi-Jimping, du Plan quinquennal 2016-20, d'investissement de 1.700 milliards de dollars pour la construction, durant le quinquennat, de centrales électriques solaires et éoliennes.
La Chine est donc en train d'assumer toujours davantage un rôle positif dans le processus de maîtrise du réchauffement global ;

b) une des plus grandes autorités morales et spirituelles du monde, le Pape François, avec son encyclique « *Laudato Si* », a imprimé un tournant « vert » à la vision de l'Eglise en exhortant le monde à abaisser, sans délai, la consommation de carburants fossiles dans la production d'énergie ;

c) le Président des Etats-Unis, Barak Obama, au terme de son mandat, en présence d'un Congrès dominé par le parti Républicain, encore complètement soumis aux *lobbyies* des pétroliers et donc hostile à toute limitation de l'utilisation des carburants fossiles, a su éviter les obstacles législatifs en exploitant efficacement toutes les potentialités de l'action de l'exécutif qui est de son ressort, ainsi qu'à travers l'activité des Agences fédérales qu'il contrôle.
Obama se montre conscient de la responsabilité des pays industrialisés et, en premier lieu, des Etats Unis qui durant les 200 ans de la révolution industrielle ont injustement exploité, à leur avantage exclusif, les ressources naturelles de la terre, en se déchargeant du coût de la pollution principalement sur les autres pays et, en particulier sur ceux qui sont maintenant en voie de développement.
Obama a ainsi empêché le forage de puits pétroliers en Alaska ; il a défié le Congrès en révoquant l'autorisation de la construction du pipeline Keystone XL du Canada ; il a mis des restrictions à l'extraction de gaz de schiste et aux technologies de « *fracking* » dans le sous-sol.
Dans tout cela, il a été pleinement soutenu par le prochain candidat à la Maison Blanche le plus influent, Hillary Clinton.
Cela a augmenté la crédibilité d'Obama et lui a permis d'exercer un rôle important et déterminant à Paris ;

d) durant la dernière décennie, la technologie a effectué des pas de géant dans le secteur énergétique. Nous avons, comme conséquence, assisté à l'effondrement, à partir de 2.007, du coût des panneaux photovoltaïques et des batteries au lithium (pour la conservation de l'énergie intermittente, produite par le solaire), au perfectionnement des cellules à combustible et à des progrès notables dans la production et l'utilisation de l'hydrogène comme vecteur énergétique.
Dans le secteur des transports on en est venu à créer un marché de voitures à moteur hybride ou électriques à *plug-in* ou à hydrogène qui requiert, maintenant, l'activation d'une demande d'acquisition plus étendue (pour permettre à la production de bénéficier des économies d'échelle appropriées) et l'organisation de réseaux logistiques capillaires pour la recharge rapide des batteries, auprès des stations-services, et la distribution d'hydrogène.
L'efficacité de la distribution de l'énergie d'une manière interactive (*inter-grid*) s'est aussi notablement améliorée.
Les systèmes de construction des habitations privilégient toujours plus l'isolation, la récupération de chaleur et leur autonomie énergétique.
On a donc commencé à comprendre qu'un nouveau régime énergétique fondé sur l'énergie solaire illimitée et gratuite (et qui inclue aussi le secteur éolien) est possible, avantageux et fiable.

e) Les organisations environnementalistes mobilisent désormais des millions de personnes qui en orientent les choix. Elles sont devenues conscientes et documentées sur la tragique (et parfois criminelle) activité des pétroliers et de ceux qui soutiennent leurs intérêts qui ont bloqué l'action pour l'amélioration du climat pour au moins deux décennies.
Elles ont récemment récolté la preuve que Exxon Mobil, Chevron et la famille Koch[4], savaient depuis les années 80 que les émissions dans l'atmosphère qui découlent de la combustion des fossiles produisaient des dommages incalculables à l'environnement et à la santé des personnes. Cela malgré qu'ils aient financé des pseudo-scientifiques, des centres d'études et des journaux afin qu'ils mènent une activité de désinformation systématique vis-à-vis de l'opinion publique, en défendant en tous points les thèses négationnistes du changement climatique par l'activité humaine en qualifiant, contre toute évidence scientifique, l'augmentation de la température comme étant un événement météorologique cyclique dû à des causes naturelles[5].

---

[4] Il s'agissait d'une puissante famille d'industriels et de pétroliers américains qui finançait traditionnellement le Parti Républicain et qui représente l'esprit le plus conservateur et réactionnaire des Etats-Unis.

[5] Cf. :
- Mark Hertzgaard, "The Paris Conference : last chance for Planet Earth", dans, *The Nation*, nov. 2015 ;
- Erich Roston, "Unearthing America's Deep Network of Climate Change Deniers", Bloomberg Newsweek, 30 nov. 2015 ;
- Justin Farrel, Nature Climate Change, 2015.

Il y a là beaucoup d'analogies avec la conduite de Philips Morris sur les effets de la fumée de cigarettes qui devait ensuite subir une *class action* judiciaire qui la conduisit à l'échec.

Big Oil[6] (3) est maintenant « en échec » ; elle craint des actions judiciaires sensationnelles (qui le mériteraient pleinement) avec des conséquences financières désastreuses pour elle.

Cela a suggéré à Big Oil une attitude plus prudente qu'à l'habitude.

Beaucoup d'entreprises pétrolières ont diversifié leur production dans le secteur des énergies renouvelables ; comme l'a fait par exemple Total avec l'acquisition de l'américaine Sun Power qui est devenue le second producteur d'énergie solaire du monde, l'Etat du Qatar et les sociétés Shell, ENI, ENEL, etc.

Tous ces facteurs qui ont grandement influé sur les décisions de Paris, continueront à produire leurs effets, y compris dans la situation qui s'ensuivra, indépendamment de la faiblesse des mesures d'actualisation prévues dans l'Accord sur le climat.

La reconnaissance « universelle » de la potentialité des sources d'énergie renouvelables et l'impulsion, même modérée, reçue par l'Accord pourrait éveiller un intérêt rapide et autonome de nombreux opérateurs économiques pour le secteur de la décarbonisation et du développement durable en alternative à l'investissement dans les affaires de Big Oil et des entreprises du charbon en imprimant un développement nouveau et rapide au secteur de la *green economy* qui est maintenant nécessaire.

2.

Pour ce qui concerne les normes, les moyens et les instruments institués par l'Accord de Paris sur le climat, il faut dire que le texte ne fournit aucune *road map* précise ni objectifs ou cible de réduction des émissions, fixées selon les différentes zones économiques.

La stratégie de l'Accord pour la réalisation des réductions des émissions polluantes se base principalement sur des plans nationaux (*Intended Nationally Determined Contribution – INDC*) demandés à tous les Etats et présentés par 188 d'entre eux.

Puisque la réalisation de ces plans, selon les estimations du Secrétariat de la Conférence de l'ONU (UNFCCC) voudrait permettre la maîtrise de la température seulement entre 2,7 et 3°, c'est-à-dire dans une mesure tout à fait insuffisante par rapport à l'objectif de 1,5°, ils ont été renvoyés aux expéditeurs avec la demande de révision de leurs plans nationaux d'ici 2018, en tenant compte de la nouvelle limite de 1,5° C, ainsi que des prévisions d'augmentation de la demande d'énergie primaire d'ici 2050, comme l'a estimé l'Agence internationale pour l'énergie (AIE), et de l'augmentation de la population à 9,7 milliards d'habitants d'ici la même période.

Il s'agit d'un appel qui requiert une réponse volontaire, et cependant responsable, sur les contenus de laquelle aucune tierce autorité n'est en mesure d'intervenir, dans le respect absolu de la souveraineté nationale de chaque Etat qui fait partie de la COP 21.

Pour ce qui concerne le problème clé de la différenciation, c'est-à-dire de la responsabilité historique entre pays développés et pays en voie de développement, celle-ci est établie d'une manière très générique en prévoyant simplement que « les pays développés doivent fournir les ressources financières pour assister les pays en voie de développement ».

On confirme que les pays développés devront doter le *Green Climate Fund* de 100 milliards par an, mais à partir de 2020, avec l'accord d'améliorer le budget susdit en 2025.

Toutefois, tous les détails sur les modalités de répartition des financements entre pays développés et sur le fonctionnement du *Green Climate Fund* manquent, ainsi que sur les dimensions effectives des financements ultérieurs et sur quand et comment ils seront fournis.

L'Accord reconnait aussi l'importance d'investir dans l'*adaptation* et la *résilience*, mais ici aussi on n'entre pas dans la spécificité des actions concrètes et des fonds à mobiliser pour établir quels devront être les pays développés qui les fourniront.

Pour ce qui concerne les mécanismes de « transparence » et de « révision », le texte établit un cadre flexible à l'intérieur duquel on demande aux Etats de présenter régulièrement un inventaire des émissions produites et absorbées, des mises à jour sur les progrès faits dans la réalisation des objectifs prévus, des informations sur le transfert de capitaux et de connaissances technologiques et le soutien à la *capacity building*. Un mécanisme est ensuite établi qui prévoit la révision de la part de la COP elle-même, des progrès relatifs à cet Accord et une réévaluation des engagements individuels (pour faire en sorte qu'ils conduisent à l'objectif final, ce qu'ils ne font pas aujourd'hui) tous les cinq ans à partir de 2023.

Enfin, l'Accord sur le climat qui ne prévoit aucune sanction ni pénalité pour les pays qui ne respecteraient pas les Accords souscrits, en renvoyant l'entrée en vigueur en 2020, n'est pas cohérent avec la volonté déclarée d'éliminer les émissions de carbone « dès que possible » et ne tient pas compte de l'aggravation rapide de tous les indicateurs de la situation climatique mondiale et de ses conséquences que l'on constate dès maintenant.

L'Accord s'avère donc faible et inconsistant pour ce qui concerne tout instrument de réalisation, tout en conservant sa signification « historique » pour ce qui concerne l'objectif ambitieux qu'il propose.

Le fait est qu'un accord international peut « photographier » une situation statique mais il ne sert pas à gérer une réalité dynamique, en mouvement continuel et largement imprévisible comme celle du climat.

Comment peut-on ensemble gérer des phénomènes complexes de dimension mondiale sans institutions communes adéquates ?

Il est impossible d'exprimer « ensemble » une politique commune quelle qu'elle soit entre 195 Etats, indépendants et souverains, dans le secteur de l'environnement, sans organiser une institution supranationale à laquelle sera demandée et adéquatement financée la réalisation de la politique commune évoquée.

Les améliorations qui se produiront et seront certainement insuffisants, ne seront pas la conséquence de mesures

[6] Nom qui indique l'ensemble des principales entreprises productrices de pétrole et de gaz, telles que BP, Chevron, Exxon Mobil, Shell, Total, ENI, Comoco, Aramco, etc.

comprises dans l'Accord de Paris, mais le résultat des initiatives des Etats, de la logique des événements et de l'action des forces du marché (tout comme cela a réussi par ailleurs avec le Protocole de Kyoto).

Ce n'est pas un hasard si, à l'époque, les fédéralistes ont proposé la constitution d'une Agence ou d'une Organisation mondiale pour l'environnement sous l'égide de l'ONU, à laquelle les Etats de la COP seraient subordonnés.
Cette Organisation devrait être dotée de pouvoirs réels et d'une autonomie financière et être gérée par une Haute Autorité indépendante dans l'objectif de réaliser un Plan mondial de réduction équilibrée des émissions de CO2 dans l'atmosphère, mais aussi dans le but d'adapter les objectifs selon l'évolution de la situation, d'aider financièrement les pays les plus défavorisés, de réaliser des interventions organisées de lutte contre les urgences environnementales globales, de développement des nouvelles technologies dans le secteur énergétique et de leur transfert aux pays en phase d'industrialisation.
La conséquence logique de l'Accord historique de Paris qui manque complètement (et dont nous espérons qu'elle restera seulement « en suspens »), c'est justement la constitution urgente d'une telle institution commune, en mesure de faire affronter « ensemble » le problème global du réchauffement climatique et de ses conséquences.
Durant la Conférence de Paris, en outre, une grande discussion s'est déroulée sur la nécessité d'établir un prix mondial du contenu de carbone dans les carburants fossiles. Une taxe carbone introduite dans les principaux pays pollueurs tels que la Chine, l'Inde, les Etats Unis, l'Union européenne et le Japon, accélérerait le remplacement des sources d'énergies fossiles par les énergies renouvelables et, en outre, elle permettrait de destiner une partie des revenus de la taxation directement au *Green Climate Fund* ou de toute façon à l'Organisation Mondiale pour l'Environnement qu'il est nécessaire d'instituer.
Cette Organisation devrait être soumise au contrôle démocratique de l'Assemblée générale de l'ONU et demain, dans la mesure où elle serait constituée, à l'Assemblée parlementaire de cette même enceinte (UNPA), en application du principe « *no taxation without representation* ».

Faîtes comme eux, diffusez nous !

3.

En conclusion, la COP 21 a représenté un tournant et elle a ouvert des espérances.
Maintenant, il appartient aux associations environnementalistes de vaincre les résistances de l'industrie des carburants fossiles, mise par l'histoire du mauvais côté, en utilisant tous les moyens légaux de lutte, y compris le boycott de la part des consommateurs et l'action judiciaire, afin que les « forces du marché » désinvestissent les entreprises du pétrole, du gaz et du charbon, et alimentent par de nouveaux capitaux la source de la *green economy*.
Il appartient aux fédéralistes d'orienter les actions concrètes vers des objectifs efficaces et de se battre pour la création des institutions communes nécessaires.
Malheureusement, la sécheresse, les tempêtes, les inondations, le réchauffement superficiel de la terre, des océans, des glaciers se développent au rythme d'une intensité croissante.
L'incapacité de nos gouvernants, les limites de leurs visions « à courte vue », la lenteur des décisions communes, la force des intérêts constitués pour la défense de l'ancien régime énergétique permettront-ils à l'humanité de prendre les mesures nécessaires à temps et d'éviter la catastrophe ?

Dernier appel pour le genre humain sur la planète terre

Lamberto Zanetti
Membre de la Direction nationale du *Movimento Federalista Europeo* et Président de l'Institut d'études sur le fédéralisme et l'unité européenne Paride Baccarin - Rome

Traduit de l'italien par Jean-Luc Prevel - Lyon

A la fin de 1941, année où fut rédigé le *Manifeste de Ventotene* par Altiero Spinelli, Ernesto Rossi et Eugenio Colorni, la conscience que la majeure partie des problèmes n'avaient plus une dimension nationale, amena les fédéralistes à espérer, en pleine seconde guerre mondiale, qu'une fois le second grand suicide collectif de 39-45 terminé, de nouvelles institutions politiques fédérales seraient créées, du quartier au continent et au monde, capables de réaliser la paix à travers la mise en place d'une grande fédération des peuples qu'Emmanuel Kant avait admirablement décrite en 1784 dans son *Idée d'une histoire universelle d'un point de vue cosmopolite*.

Hélas, tout cela ne s'est pas réalisé et aujourd'hui le monde, sans gouvernement démocratique de la globalisation responsable devant un parlement mondial, est à la veille d'une troisième guerre mondiale ou, comme le dit le Pape Bergoglio, il est déjà proche d'un suicide collectif qui maintenant, à la différence d'il y a 75 ans, à l'époque du *Manifeste pour une Europe libre, démocratique et unie*, mieux connu comme *Manifeste de Ventotene*, peut advenir, non seulement par l'explosion de la bombe atomique (l'holocauste nucléaire), mais aussi par l'explosion de la bombe climatique.

La tentative de « faire baisser la fièvre de la planète » avec la COP 21 de Paris a été une nouvelle occasion perdue de réaliser un Plan mondial pour l'environnement à travers la création d'une Organisation mondiale pour l'environnement (OME), gérée par une Haute autorité et dotée de ressources financières propres provenant d'une taxe carbone mondiale. Le modèle d'institution proposé par les fédéralistes dans la pétition (que l'on peut signer à partir du site www.europainmovimento.eu ou de la page Facebook de l'Institut Paride Baccarini) est celui de la CECA, la Communauté européenne du charbon et de l'acier, dans le processus de l'unification européenne. Aux côtés de la CECA, il y avait une Assemblée parlementaire dont les membres furent nommés par les parlements nationaux et qui constitua le premier embryon du futur Parlement européen qui fut élu pour la première fois au suffrage universel en 1979. Parmi les 18 membres italiens, il y avait le Sénateur de Forli, Alessandro Schiavi, qui, en sa qualité de doyen de l'Assemblée, fut appelé à en présider la première session à Strasbourg le 11 mai 1954, et à prononcer le discours introductif. Aux côtés de l'OME, il pourrait aussi y avoir une assemblée parlementaire qui constituerait le premier embryon du futur Parlement mondial. Dans la pétition que les fédéralistes ont réussi à faire circuler à Paris, y compris parmi les délégations des chefs d'Etats et de gouvernements de la COP 21, on laisse une ouverture pour une entente sur la création de l'OME qui, comme nous l'avons écrit, pourrait naître aussi dans les mois qui suivront immédiatement la COP 21. L'OME constituerai l'instrument pour gérer ensemble les urgences environnementales globales et pour encourager les pays en voie de développement à partager la diminution des émissions de carbone (CO2) et les pays développés à les aider en leur fournissant une part importante de soutien financier et technologique.

Maintenant, avec le début de l'année nouvelle, nous entrons dans « les mois qui succèdent immédiatement à la COP 21 de Paris » et il est nécessaire de se préparer, dès aujourd'hui, pour la COP 22 qui se tiendra en novembre 2016 à Marrakech. Les gouvernements n'ayant pas encore compris l'urgence et la gravité de la situation, on pose des objectifs, entre autre non contraignants, en les projetant à une échéance trop lointaine par rapport à la nécessité d'inverser la logique actuelle d'un développement insoutenable.

En fait, il faut d'urgence mettre fin à l'ère des carburants fossiles et passer aux énergies renouvelables : éolien, photovoltaïque et hydrogène. Il faut donc un développement durable basé sur la reconversion écologique de l'économie et de la société qui vise à la réduction significative de l'injustice socio-économique et au plein emploi (de bons emplois), à travers la création d'une armée de l'emploi avec un effet de levier concernant le travail.

Dans ce but, l'Union européenne devrait rapidement activer un Plan extraordinaire pour le développement durable (un *ew Deal* européen) et pour le plein emploi qui relance l'économie européenne avec des ressources découlant d'une taxe sur les transactions financières (la TTF), d'une taxe carbone et d'*europroject bonds* (Obligations européennes de projet) émises par la Banque européenne d'investissements, la BEI.

Il faut un nouvel ordre mondial démocratique et fédéral, du quartier au monde, réglé par le principe de subsidiarité, capable de lier ensemble quartiers, communes, régions et Etats, dans une nouvelle société planétaire coopérative et solidaire, socialiste, démocratique, fédéraliste et écologiste.

Ce n'est pas une utopie, mais c'est la réalisation kantienne de l'unité politique du genre humain, l'unique voie pour notre salut sur cette planète terre.

Bibliographie

Filippo Maria Giordano et Stefano Dell'Acqua (compilateurs), *Die Welt War Meine Gemeinde Willem A. Visser't Hooft - A Theologian for Europe between Ecumenism and Federalis*m, éd. P.I.E. Peter lang, Bruxelles, 2014, p. 342, € 46, ISBN 978-2-87574-219-3

Un théologien protestant entre oeucuménisme et fédéralisme

Karen Hamilton
Pasteure et membre du Conseil du Mouvement fédéraliste mondial (*WFM-IGP*) et de la direction des *Canadian World Federalists* – Vancouver

Traduit de l'anglais par Jean-Luc Prevel – Lyon

Le sujet de ce livre et la raison pour laquelle il est nécessaire à la fois pour les fédéralistes et les œcuménistes de le lire, transparait dans son introduction. A la page 23 de « *Die Welt War Meine Gemeinde* », Giordano et Dell'Acqua déclarent que « cette compilation dédiée (aussi) à Visser't Hooft invite les lecteurs à se former une vision plus large et articulée de la relation entre fédéralisme et œcuménisme qui est plus complexe que la simple combinaison de deux pratiques complémentaires ».

Il est très important de noter que le verbe de la citation ci-dessus est au présent. Bien que le fédéralisme et l'œcuménisme soient tous deux apparus à travers et en réponse aux guerres mondiales du 20° siècle et bien que cette compilation d'essais mette l'accent sur « la vision à long terme de personnalités telles que Visser't Hooft (Secrétaire général du Conseil mondial des Eglises) et d'autres qui arrivèrent à progresser, y compris à travers leurs actions, vers l'idéal commun de fraternité universelle (*sic*) et le cosmopolitisme politique... »[7], cela met en lumière le double défi auquel nous sommes actuellement confrontés. Ce défi c'est d'« institutionnaliser le dialogue interreligieux dans le monde à

7 Filippo Maria Giordano et Stefano Dell'Acqua (compilateurs),"*Die Welt War Meine Gemeinde*" *Willem A. Visser't Hooft - A Theologian for Europe between Ecumenism and Federalis*m, éd. P.I.E. Peter lang, Bruxelles, 2014, p. 21.

travers des pratiques œcuméniques et basé sur des éléments structurels communs ; et... d'adopter une norme rationnelle - déjà identifiée dans le fédéralisme, avec même une marge de progrès- de manière à dépasser l'anarchie internationale qui résulte à la fois de la politique des Etats et des organisations régionales comme aussi du monde de la finance, ce qu'elles n'ont pas été capables de faire jusqu'à présent ainsi que de gérer démocratiquement les relations entre les peuples. En outre, il y a l'objectif difficile mais essentiel de définir un code global d'éthique qui peut répandre le plus largement possible un ordre de valeurs universelles mondialement partagées et créer une agrégation et une unité entre les différentes religions et les réalités politiques qui coopèrent et sont engagées dans un dialogue »[8].

La définition d'un tel code global d'éthique a été exprimée au Parlement des religions du monde (le 4 septembre 1993) par le théologien Hans Kung. C'est donc un choix délibéré d'avoir eu Hans Kung comme auteur de la préface qui commence la compilation d'essais de ce livre. Dans cette préface, Kung déclare que Visser't Hooft représente à la fois l'engagement politique pour l'unité fédérale de l'Europe et l'engagement religieux pour l'unité œcuménique[9]. Après un rappel utile aux lecteurs concernant le contexte actuel de l'Europe qui connut 70 ans d'existence principalement pacifique et surtout une prospérité régulièrement croissante, Kung déclare que dans une Europe pluraliste il y a « le besoin d'une conscience renouvelée de valeurs humaines et éthiques communes. On ne peut simplement pas nier le désir d'une conviction fondamentale, moralement fondée, dans un monde où règnent de telles tentations et séductions, pour un système contraignant de valeurs et de normes éthiques... Sur cette base, il est devenu évident qu'aujourd'hui encore, le fédéralisme est toujours politiquement nécessaire comme l'œcuménisme est toujours nécessaire sur le plan religieux »[10]. Kung pense que ces deux principes sont incarnés par Visser't Hooft.

A la suite à la fois de la préface et de l'introduction, *Die Welt War Meine Gemeinde* est divisé en trois parties : le débat religieux, culturel et politique sur l'Europe entre les deux guerres ; Visser't Hooft durant la deuxième guerre mondiale - Œcuménisme, Europe, Résistance, fédéralisme ; le monde protestant et l'idée de fédération européenne. Chaque partie contient des essais qui développent ensemble la relation complexe du fédéralisme et de l'œcuménisme vue par et à travers Visser't Hooft. Il est à noter que dans la construction du dossier du recueil par les éditeurs, il y a des thèmes tels que ceux que Lucio levi a exprimés dans l'article « *Global Etics and World Federalism* ». Le thème de Levi est succinctement présenté dans l'un des paragraphes conclusifs de son article, « ... la globalisation de l'économie et de la politique requiert la globalisation de l'éthique. En fait, un monde fondé sur des principes éthiques contradictoires ne remplit pas les critères permettant d'aller vers la paix et la justice globales. La Déclaration universelle des droits de l'homme (1948), bien qu'il s'agisse d'un document sans pouvoir contraignant, constitue le premier pas vers la reconnaissance de droits individuels au niveau international. C'est le premier projet d'un code de principes éthiques universels »[11].

Ce qui est aussi extrêmement utile dans la compilation d'essais de ce livre, c'est la particularité de certaines des références qui permettent au lecteur de comprendre à la fois la complexité de l'époque de Visser't Hooft et de notre propre époque, de comprendre la capacité de Visser't Hooft de progresser dans sa vision, son courage et son action, malgré la complexité et les régressions et ainsi notre capacité à faire de même. Un tel exemple est détaillé dans l'article de Barbara Henry. Elle pointe que Visser't Hooft a essayé à maintes reprises d'impliquer l'Eglise catholique romaine dans le Mouvement œcuménique, mais sans succès. Il faut noter qu'en 2015, à l'époque où cette revue est écrite, alors que l'Eglise catholique romaine n'a pas d'attraction naturelle pour certains aspects du Mouvement œcuménique, elle est néanmoins extrêmement impliquée.

En pointant la persévérance créative de Visser't Hooft, persévérance qui a eu un tel effet durable sur la relation entre fédéralisme et œcuménisme, la description de la Conférence qu'il accueillit, avec Spinelli et Rossi, où il avait invité les mouvements européens de Résistance, Conférence qui non seulement allait à l'encontre de l'approche du Conseil mondial des Eglises dont il était Secrétaire général mais qui aurait mis, si elle avait été découverte, la Suisse tout entière en danger par rapport à Hitler[12], présente aussi un très grand intérêt. La relation entre le fédéralisme, l'œcuménisme et le mouvement européen de la Résistance est un autre thème intéressant de la compilation d'articles qui constitue "*Die Welt War Meine Gemeinde*".

Le livre de Giordano et Dell'Acqua sur Willem A. Visser't Hooft n'est pas seulement une excellente description de l'histoire de la relation entre fédéralisme et œcuménisme, elle comporte aussi quelques excellentes définitions et anecdotes novatrices à leur sujet. Il relate aussi, à travers deux langages, les influences sur et par Visser't Hooft dans son contexte. Le plus important c'est peut-être que, étayé par des passages du livre tels que la préface de Hans Kung, il nous pose comme défi, à la fois, d'institutionnaliser dans le monde entier le dialogue interreligieux à travers le modèle de l'œcuménisme et d'adopter une norme rationnelle pour gouverner démocratiquement les relations entre les peuples. Deux tâches difficiles dans le contexte global actuel, mais inspirons-nous de la théologie et de la vie de Visser't Hooft.

8 *Ibidem*, p. 22
9 *Ibidem*, p. 11
10 *Ibidem*, p. 12
11 *Ibidem*, p. 55

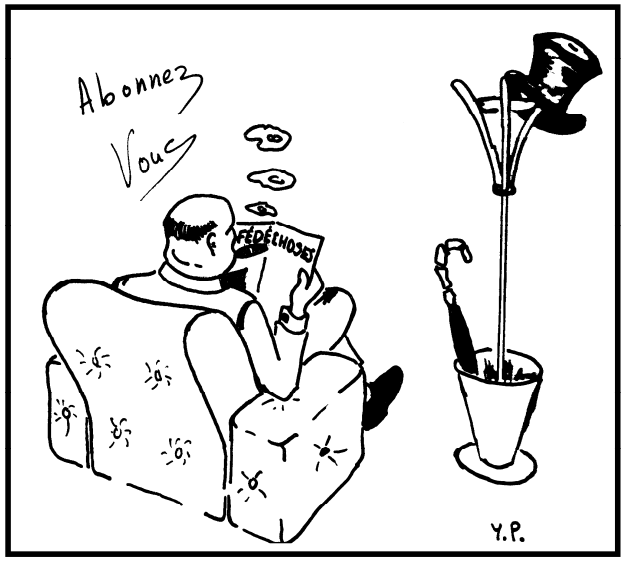
12 *Ibidem* p. 39

Gianpiero Bordino
Federalism. A New Right for Democracy and Development in Europe, éd. Centro studi sul Federalismo, Turin, n° 2, 2015, p. 128, ISBN 978-2-87574-247-6

Jacopo Bellelli
Collaborateur de la Bibliothèque européenne - Bruxelles
Avec l'autorisation de la*Bibliothèque européenne*, suppl. hebdo. de l'Agence Europe, n° 1116, 2511.15

Ce volume de *Federalism* est consacré aux instruments qui visent à accroître la participation démocratique au sein de l'Union. Il traite notamment de l'Initiative citoyenne européenne, introduite par le Traité de Lisbonne. Dans un contexte de crise économique et sociale qui renforce les forces populistes et met en danger l'évolution du projet d'intégration, des fédéralistes européens se sont appuyés sur l'article 11 du Traité sur l'Union européenne pour promouvoir une Initiative citoyenne européenne visant à ce que soit initié un plan de développement durable et de relance de l'emploi. Les essais réunis dans ce numéro présentent cette Initiative comme la solution idéale pour inverser la dynamique de crise, ce cercle vicieux où le manque de légitimité démocratique de l'Union alimente son inefficacité à répondre aux besoins des citoyens, et inversement. Selon les auteurs, cette Initiative citoyenne pour un réel *New Deal* européen offre une excellente occasion de réduire la distance qui persiste entre citoyens et institutions européennes, donc de favoriser l'élément démocratique au sein de l'Union. Cela permettrait également de donner aux institutions européenne la légitimité populaire qu'elles requièrent afin de pouvoir consacrer des ressources à la mise en oeuvre d'un plan de développement et d'investissement ambitieux, ce qui permettrait d'abandonner des années de politiques restrictives et de faciliter une sortie de la crise. Ainsi que l'affirme Simone Vannuccini dans son essai, le plan proposé provoquerait une vraie « inversion des attentes » des acteurs sociaux et économiques, un véritable changement de paradigme politico-économique, ouvrant la voie à la mise à disposition de ressources indispensables au développement d'un modèle économique et social européen à caractère durable et écologique. Finalement, comme le dit Giampiero Bordino dans sa prémisse, cette Initiative citoyenne européenne pourrait représenter un instrument potentiellement très efficace pour promouvoir un nouveau droit à la démocratie et au développement en Europe, permettant ainsi de relancer le projet d'unification européenne.

www.pressefederaliste.eu



Fédé- Lettres

Paul Collowald (Belgique)
6.12.15

Cher Directeur,

dans le dernier numéro de *Fédéchoses*, le Billet de notre ami Jean-Pierre donne la tonalité : « Quand l'Europe se déglingue ». Il cite D. Cohn-Bendit, constatant qu'il est aisé de mettre tout « sur **le dos de l'Europe,** alors que les Etats-Nations sont en réalité **ceux qui empêchent les décisions**. »

Ce constat est au cœur de notre démocratie européenne ; il est lié au décrochage de l'opinion publique et à la responsabilité des médias, lorsque l'on passe en boucle : « C'est la faute à Bruxelles », « C'est la faute à la Commission » ! Il ne s'agit pas de « mettre sur le dos » de la presse un mal plus profond, celui du manque de courage de nos hommes politiques. On botte en touche au printemps et en hiver, on fait du slalom entre le souverainisme et le fédéralisme !

Qui fait **quoi** ? Qui est **responsable** de quoi ? Il faut des analyses argumentées : voilà ce que nous offrent les deux contributions de **Sylvie Goulard** et **Jean-Guy Giraud**, auteurs dont je connais bien la compétence et les convictions européennes sur des thèmes d'une grande actualité : le PNR (les données personnelles) ; le terrorisme et l'immigration. C'est du **flagrant délit** sur : **qui est responsable** ? Un « billet » de 3 minutes, le soir, à 20 heures » honorerait la télévision française (on peut toujours rêver !) et permettrait au citoyen de comprendre l'essentiel. La démocratie a deux ennemies : **l'ignorance** et **l'indifférence.** En 2016, continuons notre combat…

Bon courage et très cordialement.

Interview de Mme. Geneviève Jacques, Présidente de la CIMADE

« La plus grave crise humanitaire depuis la seconde guerre mondiale »

Réalisé par Hervé Moritz
Rédacteur en chef du *Taurillon* et publié initialement sur *Le Taurillon*

Geneviève Jacques, Présidente de La Cimade

Des centaines de milliers de migrants s'échouent sur les côtes européennes depuis le début de l'année. Quel regard portez-vous sur cette crise humanitaire en Méditerranée et à l'Est de l'Europe ? A quelle situation votre association doit-elle faire face ? Et quelles sont ses actions ?

Le premier regard porte sur les visages exténués de ces hommes, de ces femmes, de ces familles entières qui ont eu le courage d'affronter tous les risques pour sauver leurs vies, pour tenter de trouver une place en Europe où ils puissent vivre, tout simplement. Qu'ils fuient la violence de la guerre, de la répression ou de la misère, ils portent en eux une volonté, une rage de vivre qui forcent notre admiration. On nous parle de « flux migratoires », mais nous voulons voir d'abord des destins singuliers et souvent tragiques de personnes qui ont un nom, une histoire, un rêve de vie digne, comme chacun d'entre nous.
La deuxième réaction est d'indignation devant le déni de réalité et d'humanité dont font preuve jusqu'à présent les gouvernements européens. Déni de réalité, en refusant de reconnaître que ces exodes vont durer aussi longtemps que les causes structurelles qui les provoquent et que ce ne sont pas des murs et des clôtures de barbelés ou de matériel électronique qui pourront les arrêter. Déni d'humanité, en se montrant incapables d'apporter des conditions d'accueil qui respectent la dignité humaine. La plus grave crise humanitaire que doit affronter l'Europe depuis la Seconde Guerre mondiale est le résultat, bien sur, de l'aggravation des situations de violences et de chaos à ses portes, mais aussi de l'absence de réponse politique et humanitaire à la hauteur des enjeux.
La France n'est pas, de loin, le pays qui accueille le plus ! Durant les six premiers mois, elle a enregistré seulement 30 000 premières demandes d'asile (dont 6000 enfants mineurs). Dans le même temps l'Allemagne en a reçu 4 fois plus et se prépare à en accueillir 800 000 en 2015.
A Calais, à Paris ou à Vintimille nous réclamons en urgence un traitement digne des personnes contraintes à l'errance. Dans d'autres régions, comme à Nantes, nos équipes se mobilisent pour le respect des droits à la protection des mineurs non accompagnés. Plus largement, nous appelons à la mise en oeuvre d'une politique migratoire qui accorde une priorité à l'accueil et à l'accompagnement en associant tous les acteurs : pouvoirs publics, collectivités locales et secteur associatif. Face à une situation exceptionnelle, et qui va durer, il faut des moyens et une mobilisation exceptionnelle, de l'Etat comme de la société civile. C'est le défi d'aujourd'hui qui demande du courage politique et de l'engagement autour des valeurs de solidarité et de fraternité.

L'agence Frontex, et l'opération « Triton » qui a remplacé l'opération italienne « Mare Nostrum » en 2014 et qui doit garantir la sécurité des frontières de l'Union européenne, font l'objet de critiques de la part des ONG et de représentants de la société civile. Vous associez-vous à ces critiques ?

La critique fondamentale, à laquelle nous nous associons, porte sur la priorité financière et politique mise par l'Europe à des opérations de répression et de dissuasion pour verrouiller les frontières extérieures de l'Europe. Le constat de l'échec de ces politiques est une évidence reconnue par tous : non seulement les entrées en Europe n'ont jamais été aussi importantes, mais le coût humain, moral et financier est scandaleux. Le sauvetage de vies en mer est indispensable, mais Frontex n'est pas prévu pour ça puisque son rôle est de « surveiller » les frontières et non pas de « veiller sur » les êtres humains qui les franchissent ! Il est temps de sortir de l'obsession sécuritaire pour « nos » frontières et de se préoccuper avant tout des besoins de sécurité des hommes et des femmes qui, pour reprendre un slogan du Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés, « ne sont pas un danger, mais sont en danger ». A court terme, c'est une coopération renforcée des différentes marines pour sauver des naufragés qui s'impose. A terme, seule l'ouverture de voies légales pour entrer en Europe et y demander protection permettra de mettre fin à ces voyages de plus en plus dangereux qui représentent un calvaire pour les migrants et une source de profits scandaleux pour les trafiquants.

Les derniers sommets européens ont formulé des pistes de réformes de la politique migratoire européenne et de la politique en matière d'asile. Cependant, il semble que les Etats membres ont approuvé un plan d'urgence a minima. Ces mesures sont-elles suffisantes ?

En cette fin du mois d'août, le constat est criant : le soi-disant plan d'urgence approuvé en juin par le Conseil européen est non seulement très loin d'être à la hauteur des besoins mais n'est même pas encore appliqué : l'objectif de répartir 40 000 places pour des personnes arrivées en Italie ou en Grèce cette année apparaît aujourd'hui ridicule si l'on pense que pour le seul mois de juillet, plus de 100 000 personnes sont entrées en Europe pour y demander protection ! Les réactions nationalistes et égoïstes de certains gouvernements sont déplorables, et l'Europe offre une bien triste image au reste du monde. Madame Merkel vient de déclarer que la question migratoire était l'un des plus grands défis auquel l'Europe devait faire face aujourd'hui. Défi politique, humanitaire et éthique qui est loin d'être gagné et qui suppose un véritable changement d'orientation des discours et des politiques de l'Union européenne et de chaque Etat membre. « Europe, réveille-toi » ont écrit des éditorialistes. Il y a urgence !
L'Allemagne vient peut être d'ouvrir une brèche dans le règlement de Dublin, utilisé comme un bon prétexte pour

refouler en Italie ou en Grèce tous les demandeurs d'asile y ayant atterri : le 25 août, elle vient de décider de ne plus refouler les Syriens. Nous espérons que ce premier geste sera suivi par d'autres pays, dont le nôtre, et marquera la remise en cause de ces accords dont nous dénonçons depuis des années le caractère injuste et inefficace.

L'accueil des migrants en Europe fait l'objet de tensions entre les Etats membres et certains mouvements populistes et xénophobes surfent sur cette vague. Que répondez-vous à ces craintes ? Quelles dispositions faut-il mettre en place pour accueillir dignement migrants et réfugiés dans les pays de l'Union ?

La situation est grave en effet. Le sursaut doit venir des sociétés civiles, dans toutes leurs composantes, pour résister aux discours de rejet, de peurs et de haine manipulés et exacerbés par des nationaux-populistes , et pour faire pression sur des gouvernements tétanisés pour des raisons électorales. Cette résistance, comme nous essayons de le faire à La Cimade, commence par un travail pédagogique d'écoute des peurs, de réponses aux fausses informations et aux préjugés et d'information sur les réalités humaines vécues par ces hommes et ces femmes. Elle s'appuie aussi sur des expériences d'accueil réussies, sur des histoires vraies de solidarité concrètes qui sont plus nombreuses que l'on croit. La solidarité, la générosité, l'engagement pour la justice et pour les droits sont des moteurs qui animent beaucoup de monde. Nous en sommes témoins ! Des politiques d'accueil, facilitant le parcours administratif et mettant intelligemment des fonds à la disposition des administrations publiques, des collectivités locales et du secteur associatif pour organiser des formes d'accueil à échelle humaine sont possibles. Encore faut-il un message politique clair et courageux et mettre fin aux réactions de méfiance et de soupçon qui dominent encore le discours public. Au-delà des conditions matérielles, la capacité - ou l'incapacité - de nos pays à apporter des réponses dignes aux êtres humains qui viennent solliciter une protection et le droit de vivre parmi nous le temps de leur exil, est un marqueur de la santé démocratique de nos sociétés. Nous sommes tous concernés.

Nécrologie

Boutros Boutros-Ghali … citoyen du monde ?

Olivier d'Argenlieu
Animateur de la marche des Citoyen du Monde – Paris

Il aimait évoquer qu'étant jeune universitaire au Caire et à Paris au sortir de la deuxième guerre mondiale, il avait suivi avec passion la naissance en 1945 de l'Organisation des Nations unies, l'ONU, et l'adoption par son Assemblée générale en 1948 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, la DUDH. Avait-il alors le pressentiment du rôle qu'il serait appelé à y jouer près de 50 ans plus tard ?

Cultivé et juriste érudit, il devient diplomate et homme politique au service de son pays, l'Egypte. Mieux : il y acquiert une véritable envergure d'homme d'Etat quand, avec son homologue Moshe Dayan, il est le principal artisan des Accords de paix israélo-égyptiens signés en 1979 par Anouar el-Sadate et Menahem Begin. Un tournant majeur dans les relations internationales au Moyen-Orient.

En 1992, le voilà élu Secrétaire général des Nations unies, le premier Secrétaire général africain, et dès 1993 il mandate un groupe de travail indépendant pour réfléchir à l'avenir des Nations unies au tournant du XXIème siècle. Mais les membres du groupe de travail se heurtent très vite à un paradoxe : l'ONU n'étant qu'une association d'Etats souverains et indépendants, elle ne peut aller très loin par elle-même pour affronter les défis planétaires du XXIème siècle. Exit donc la réforme… et bientôt le Secrétaire général lui-même, qui avait tendance à prendre trop d'indépendance vis-à-vis des Etats-Unis. Il se voit refuser pour cela un 2ème mandat de Secrétaire général de l'ONU.

Il se console en acceptant la Présidence de la Francophonie, où il excelle. Mais il persiste à penser que l'ONU doit évoluer, et dans une *interview* à France Inter en 2009 à l'occasion du 60ème anniversaire de la DUDH, il déclare : *« Il faut que les Etats membres de l'ONU acceptent la démocratie, il faut que l'ONU évolue vers sa troisième phase. La première, l'ONU 1, a été celle de la Société des Nations, la SDN. La seconde, l'ONU 2, est l'actuelle ONU. La troisième doit venir. Sinon, la planète restera le champ clos des rivalités politiques entre les nations ».* Derrière la simplicité du propos, quelle lucidité, et quelle diplomatique présentation du chemin à parcourir !...

C'est à ce moment que je lui ai proposé de préfacer *Le prodigieux pouvoir des Citoyens du Monde*[13] qui venait d'être écrit. Il l'a accepté immédiatement, et l'a fait très aimablement.

Mais quand nous avons décidé en 2013 d'engager « la Marche des Citoyens du Monde vers l'unité politique de la planète »[14], je l'ai senti réticent, voire en retrait. Pour quelle raison ?

Sans doute pour une raison très simple, qui se comprend aisément. A l'occasion de ses funérailles au Caire le 18 février 2016, Irina Bokova, la Directrice générale de l'UNESCO, lui a rendu un vibrant hommage : *« C'était un véritable humaniste, qui croyait aux droits inhérents et à la dignité de chaque femme et de chaque homme, membres d'une seule et même humanité. Il incarnait les valeurs d'un véritable Citoyen du Monde ».* Boutros Boutros-Ghali Citoyen du Monde ? Oui, mais au moment de franchir le pas, et de s'engager avec ceux qui sont résolus à doter la Communauté mondiale des institutions qui sont seules à même d'assurer dorénavant le maintien de la paix, la préservation de l'environnement, et le développement solidaire des nations, il a sans doute eu le réflexe qu'ont malheureusement la plupart des hommes politiques de sa génération, et tous ceux qui, peu ou prou, sont formatés au service de leur Etat : oseraient-ils remettre en question le principe de la souveraineté absolue des Etats qui bloque toute évolution sérieuse des institutions politiques de la communauté mondiale ?… Et pourtant il le faut !

[13] Editions Le Manuscrit 2010, 235 pages, 21,90 euros.
[14] La Marche des Citoyens du Monde : www.worldcitizensmarch.org.

Presse Fédéraliste édite et diffuse

- ***Fédéchoses - pour le fédéralisme*** **- revue trimestrielle fondée en 1973**
- ***Carnet d'Europe*** ***- revue quadrimestrielle fondée en 2011***
- ***Carnet d'Europe - La lettre d'actualité européenne*** ***- revue mensuelle fondée en 2008 (internet)***

Les Cahiers de Ventotene
Les Cahiers de la Constitution fédérale européenne
Les Cahiers du fédéralisme dans l'histoire de la pensée

Les collections *Textes fédéralistes* et *Minorités nationales* des éditions Fédérop

---

BULLETIN D'ABONNEMENT

L'abonnement à *Fédéchoses* comprend l'adhésion à l'association Presse Fédéraliste

---

FEDECHOSES - Pour le fédéralisme

Nom .....
Prénom .....
Adresse.....
.....
Mail .....

Normal € 30 - Militant € 60 - le numéro 8 €
Chèque ou virement à l'ordre de PRESSE FEDERALISTE
Maison de l'Europe et des Européens - 242, rue Duguesclin - 69003 Lyon - France **C.C.P. 2490 82 P LYON**

FEDECHOSES - Pour le fédéralisme

Directeur de la publication : Jean-Luc Prevel
Rédacteur en chef : Jean-Francis Billion
Comité de rédaction : Florent Banfi - Ronan Blaise - Bruno Boissière - Fabien Cazenave - Maurice Braud - Didier Colmont - Sandra Fernandes - Valéry-Xavier Lentz - Jonathan Leveugle - Lucio Levi - Catherine Montfort - Michel Morin - David Soldini
Attachée de presse : Sandra Fernandes
Responsable site web : Valéry-Xavier Lentz